98e ANNÉE
VOL. 98

N° 9
1385

OFF
A 11E8
G3/95
8 MAR 1966

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 5 mars 1966

Quebec, Saturday, March 5, 1966

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi*** à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on ***Wednesday*** unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE / PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT
L'Imprimeur de la reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seul fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962
13377 — 1-52-o

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962.
13377 — 1-52-o

Lettres patentes

A. B. C. placements inc.
A. B. C. Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Claudette Anctil, secrétaire, épouse séparée de biens d'André Chamberland, 1791, rue Lajoie, Trois-Rivières, Thérèse Boudreau, ménagère, épouse séparée de biens de Jérôme Loranger, 239, rue Des Érables, et Robert Carrier, notaire, 35, St-Denis, ces deux derniers de Cap-de-la-Madeleine, pour les les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « A. B. C. placements inc.— A. B. C. Investment Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 56, rue Fusey, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 157-66

A & G Sharpening Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Arthur A. Garvis, 4764, de la Peltrie, C. Joshua Borenstein, 5891, Decelles, Menashe Broder, 4750, Plamondon, tous trois avocats, et Esther Freedman, secrétaire, fille majeure, 5875, Dolbeau, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'aiguiseurs de scies et autre machinerie industrielle et équipement, sous

Letters Patent

A. B. C. placements inc.
A. B. C. Investment Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claudette Anctil, secretary, wife separate as to property of André Chamberland, 1791 Lajoie St., Trois-Rivières, Thérèse Boudreau, housewife, wife separate as to property of Jérôme Loranger, 239 Des Érables St., and Robert Carrier, notary, 35 St-Denis, the two latter of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "A. B. C. placements inc.— A. B. C. Investment Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 50 common shares of $100 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 56 Fusey St., Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 157-66

A & G Sharpening Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur A. Garvis, 4764 de la Peltrie, C. Joshua Borenstein, 5891 Decelles, Menashe Broder, 4750 Plamondon, all three advocates, and Esther Freedman, secretary, fille majeure, 5875 Dolbeau, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of sharpeners of saws and other industrial machinery and equipment,

le nom de « A & G Sharpening Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 435 ouest, Port Royal, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 393-66

Advance Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Jean-Paul Cardinal, avocat et conseil en Loi de la reine, 465, rue St-Jean, Jacques-P. Dansereau, avocat, 11425, Suzor-Côté, et Constance Desmarais, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 10587, St-Hubert, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « Advance Electric Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 226-66

Advance Fashions Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Louis Orenstein, conseil en Loi de la reine, 5654, MacDonald, Hampstead, Jason Ruby, 2860, Ekers, Montréal, John Michelin, 5200, Prince de Galles, Montréal, tous trois avocats, et Micheline Hénault, secrétaire, épouse séparée de biens de Gaston Hénault, 2860, Ekers, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de vêtements et d'articles vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Advance Fashions Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 394-66

L'Agence d'assurance Marcel Gingras ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Marcel Gingras, courtier d'assurances, 156, rue Constantin, Yves Henri, agent d'assurances, 340, rue Ste-Marie, tous deux de Chicoutimi-Nord, et Christiane Boudreault, secrétaire, fille majeure, 24, rue Beaulieu, St-Jean-Eudes, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « L'Agence d'assurance Marcel Gingras ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

under the name of "A & G Sharpening Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 435 Port Royal West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 393-66

Advance Electric Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Cardinal, advocate and Queen's Counsel, 465 St. John St., Jacques-P. Dansereau, advocate, 11425 Suzor-Côté, and Constance Desmarais, secretary, fille majeure usant de ses droits, 10587 St. Hubert, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Advance Electric Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 226-66

Advance Fashions Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Orenstein, Queen's Counsel, 5654 MacDonald, Hampstead, Jason Ruby, 2860 Ekers, Montreal, John Michelin, 5200 Prince of Wales, Montreal, all three advocates, and Micheline Hénault, secretary, wife separate as to property of Gaston Hénault, 2860 Ekers, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Advance Fashions Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 394-66

L'Agence d'assurance Marcel Gingras ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Gingras, insurance broker, 156 Constantin St., Yves Henri, insurance agent, 340 Ste-Marie St., both of Chicoutimi-North, and Christiane Boudreault, secretary, fille majeure, 24 Beaulieu St., St-Jean-Eudes, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and borkers, under the name of "L'Agence d'assurance Marcel Gingras ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 441, rue Racine est, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 5605-65

The head office of the company is at 441 Racine St. East, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 5605-65

Roger Alain assurance inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Roger Alain, courtier d'assurances, 837, Pontbriand, Ste-Foy, Claude Alain, commis de bureau, 1081, 2e Avenue, Québec, et Laurent Tremblay, comptable, 1850, chemin Gomin, Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Roger Alain assurance inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 350, boulevard Charest est, suite 606, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 366-66

Roger Alain assurance inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Alain, insurance broker, 837 Pontbriand, Ste-Foy, Claude Alain, office clerk, 1081, 2nd Ave., Quebec, and Laurent Tremblay, accountant, 1850 Gomin Road, Sillery, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Roger Alain assurance inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 350 Charest Blvd. East, suite 606, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 366-66

Allmark Crafts Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1965, constituant en corporation: John P. Lanthier, avocat, 339, Westminster North, Montréal Ouest, Neil D. Shee, avocat, 5311 ouest, Sherbrooke, Montréal, et Leonard Dobbin, comptable, 4870, Maplewood, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des marchandises, articles et produits et en faire le commerce, sous le nom de « Allmark Crafts Inc. », avec un capital-actions divisé en 30,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 5747-65

Allmark Crafts Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John P. Lanthier, advocate, 339 Westminster North, Montreal West, Neil D. Shee, advocate, 5311 Sherbrooke West, Montreal, and Leonard Dobbin, accountant, 4870 Maplewood, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise, under the name of "Allmark Crafts Inc.", with a capital stock divided into 30,000 common shares having no par value and 100 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 5747-65

Almy Braid Knitters Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Alex Myerson, manufacturier, 5723, avenue Plantagenet, Montréal, Marcus Mintz, manufacturier, 4520, de la Peltrie, Montréal, et Roland Robillard, avocat, 446, avenue Lansdowne, Rosemère, pour les objets suivants:

Exercer un commerce qui consiste à fabriquer, traiter et tricoter et à exécuter tout travail se rapportant au commerce du tricot, sous le nom de « Almy Braid Knitters Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Almy Braid Knitters Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alex Myerson, manufacturer, 5723 Plantagenet Avenue, Montreal, Marcus Mintz, manufacturer, 4520 de la Peltrie, Montreal, and Roland Robillard, lawyer, 446 Lansdowne Avenue, Rosemère, for the following purposes:

To exercise the business of manufacturing, processing, knitting and all works connected with the knitting business, under the name of "Almy Braid Knitters Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 524, ouest, Jean-Talon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 5271-65

Ameublement Sélection inc.
Selection Furniture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Gaétan Raymond, avocat, 11781, DeMeulles, Montréal, Pauline Laplante, secrétaire, fille majeure, 381, rue Querbes, Outremont, et Jean L'Écuyer, commis, 5466, 2e Avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Ameublement Sélection inc.— Selection Furniture Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 544, rue Cousineau, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 30-66

Arbill Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Michael Garber, 4338, avenue Montrose, Westmount, Jacob Harold Blumenstein, 4815, chemin Queen Mary, Montréal, tous deux conseils en Loi de la reine, Harry Yohalem Garber, 44, avenue York, Westmount, tous trois avocats, et Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, 5552, avenue Snowdon, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Arbill Investments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $5 chacune et 6,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 254-66

Arca Furniture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Irving I. Finkelberg, avocat, 652, Outremont, Outremont, John L. Liberman, avocat, 7487, chemin Spring, Côte-St-Luc, et Shirley Zinman, secrétaire, fille majeure, 4875, Bourret, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de meubles, boiseries et toutes sortes d'articles de maison, ameublement et équipement, sous le nom de « Arca Furniture Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

The head office of the company is at 524 Jean-Talon West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 5271-65

Ameublement Sélection inc.
Selection Furniture Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaétan Raymond, advocate, 11781 DeMeulles, Montreal, Pauline Laplante, secretary, fille majeure, 381 Querbes Street, Outremont, and Jean L'Écuyer, clerk, 5466, 2nd Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of furniture and novelties of all kinds, under the name of "Ameublement Sélection inc.— Selection Furniture Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is 544 Cousineau Street, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 30-66

Arbill Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michael Garber, 4338 Montrose Avenue, Westmount, Jacob Harold Blumenstein, 4815 Queen Mary Road, Montreal, both Queen's Counsels, Harry Yohalem Garber, 44 York Avenue, Westmount, all three advocates, and Irene Rubin, secretary, fille majeure, 5552 Snowdon Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Arbill Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $5 each and 6,000 preferred shares of $5 each.

The head office of the company is at St-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province,

14110-o 254-66

Arca Furniture Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving I. Finkelberg, attorney, 652 Outremont, Outremont, John L. Liberman, attorney, 7487 Spring Road, Côte-St-Luc, and Shirley Zinman, secretary, spinster of the full age of majority, 4875 Bourret, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture, woodwork and all kinds of household articles, furnishings and equipment, under the name of "Arca Furniture Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

Le siège social de la compagnie est 4059, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 198-66

L'Association de chasse et pêche du Mont Orignal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1966, constituant en corporatinn sans capital-actions: Raymond Dallaire, industriel, Lucien Dallaire, gérant de Caisse populaire, et Lucien Gagnon, industriel, tous trois de Lac-Etchemin, pour les objets suivants:

Aider à faire observer les lois et règlements concernant la protection du poisson et du gibier et promouvoir l'industrie touristique, sous le nom de « L'Association de chasse et pêche du Mont Orignal inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $5,000.

Le siège social de la corporation est à Lac-Etchemin, district judiciaire de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 263-66

Robert Astley Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Solomon Getter, marchand de gros, 6185, chemin Hudson, Montréal, Carl Rosen, avocat, 211, rue St-Sacrement, Montréal, et Philip Soiffer, ingénieur, 11361, Joseph-Casavant, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des marchandises, articles et effets, en faire le commerce, sous le nom de « Robert Astley Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 25,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 15,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 231, ouest, rue St-Paul, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 72-66

B & G Import, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1966, constituant en corporation: André Fars, commerçant, Irène Coutarel, ménagère, épouse commune en biens dudit André Fars, tous deux de 3080, Monseigneur-Gauthier, Giffard, et Jean-Guy Nadeau, voyageur, 655, 11e rue, Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous objets et articles d'utilité courante, sous le nom de « B & G Import, Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $10 chacune.

The head office of the company is at 4059 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 198-66

L'Association de chasse et pêche du Mont Orignal inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Raymond Dallaire, industrialist, Lucien Dallaire, manage of a Savings and Credit Union, and Lucien Gagnon, industrialist, all three of Lac-Etchemin, for the following purposes:

To help in the observance of laws and regulations concerning the protection of fish and game and to promote the touristic industry, under the name of "L'Association de chasse et pêche du Mont Orignal inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $5,000.

The head office of the corporation is at Lac-Etchemin, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 263-66

Robert Astley Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Solomon Getter, wholesaler, 6185 Hudson Road, Montreal, Carl Rosen, advocate, 211 St. Sacrement Street, Montreal, and Philip Soiffer, engineer, 11361 Joseph-Casavant, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise, under the name of "Robert Astley Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 25,000 common shares of a par value of $1 each and 15,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at 231 St. Paul Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 72-66

B & G Import, Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Fars, trader, Irène Coutarel, housewife, wife common as to property of the said André Fars, both of 3080 Monseigneur-Gauthier, Giffard, and Jean-Guy Nadeau, traveller, 655, 11th St., Quebec, for the following purposes:

To carry on business dealing in all objects and articles in current use, under the name of "B & G Import, Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 42-66

Beau-Der inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1966, constituant en corporation: J.-Léo Beauséjour, évaluateur professionnel, 1200, rue Beaupré, Ste-Foy, Raymond De Rosa, industriel, 1551, boulevard St-Cyrille ouest, et Ross Goodwin, avocat, 1195, Brown, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Faire l'évaluation, l'estimation et l'appréciation de toutes sortes de biens, propriétés et exploitations; faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Beau-Der inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3025, boulevard Neilson, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 66-66

Bérubé matériaux inc.
Bérubé Builders' Supply Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1966, constituant en corporation: André P. Casgrain, avocat, rue de la Sapinière, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, Marcel Crecier, avocat, 211, St-Jean-Baptiste, Rimouski, et Annette Blais, secrétaire, fille majeure, 26*a*, rue St-Laurent, Rimouski, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous articles de quincaillerie, accessoires électriques et matériaux de construction, sous le nom de « Bérubé matériaux inc. — Bérubé Builders' Supply Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 62, rue de l'Évêché, Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 179-66

Maurice Bonenfant & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Maurice Bonenfant, entrepreneur général, Denis Bonenfant et Gérard Bonenfant, ces deux derniers quincailliers, tous trois de St-Théophile (Lac-à-la-Tortue), pour les objets suivants:

Faire affaires comme quincailliers, constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Maurice Bonenfant & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 42-66

Beau-Der inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Léo Beauséjour, professional valuer, 1200 Beaupré St., Ste-Foy, Raymond De Rosa, industrialist, 1551 St-Cyrille Blvd. West, and Ross Goodwin, advocate, 1195 Brown, the two latter of Quebec, for the following purposes:

To value, estimate and appraise all kinds of goods, properties and operations; to carry on business as an investment company, under the name of "Beau-Der inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3025 Neilson Blvd., Ste-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 66-66

Bérubé matériaux inc.
Bérubé Builders' Supply Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André P. Casgrain, advocate, de la Sapinière St., Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, Marcel Crecier, advocate, 211 St-Jean-Baptiste, Rimouski, and Annette Blais, secretary, fille majeure, 26*a* St-Laurent St., Rimouski, for the following purposes:

To carry on business dealing in all articles of hardware, electrical appliances and buildings materials, under the name of "Bérubé matériaux inc.— Bérubé Builders' Supply Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 250 common shares of $100 each and 750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 62 de l'Évêché St., Rimouski, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 179-66

Maurice Bonenfant & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30e jour de décembre 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Bonenfant, general contractor, Denis Bonenfant and Gérard Bonenfant, the latter two hardware merchants, all three of St-Théophile, (Lac-à-la-Tortue), for the following purposes:

To carry on business as hardware merchants, builders and general building contractors, under the name of "Maurice Bonenfant & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à St-Théophile (Lac-à-la-Tortue), district judiciaire de St-Maurice.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 5729-65

The head office of the company is at St-Théophile, (Lac-à-la-Tortue) judicial district of St-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 5729-65

Roger Boucher inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Roger Boucher, courtier en assurances, Estelle Côté, ménagère, épouse dudit Roger Boucher, tous deux de 880, Calixa-Lavallée, Québec, et Laurent Dumas, comptable, 211, de Boulogne, Neufchâtel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurances, sous le nom de « Roger Boucher inc. », avec un capital divisé en 500 actions ordinaires sans valeur nominale et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 5698-65

Roger Boucher inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Boucher, insurance broker, Estelle Côté, housewife, wife of the said Rogers Boucher, both of 880 Calixa-Lavallée, Québec, and Laurent Dumas, accountant, 211 de Boulogne, Neufchâtel, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Roger Boucher inc.", with a capital stock divided into 500 common shares without nominal value and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 5698-65

Broadway Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Nicolas (Nick) Zavitsanos, 2075, Bruxelles, Montréal est, Spyridon (Spiros) Zavitzanos, 6963, Lemay, Montréal, et Panagiotis (Peter) Zavitsanos 5552, Menereuil, St-Léonard, tous trois restaurateurs, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Broadway Holdings Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1200, est, rue Mont Royal, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 5740-65

Broadway Holdings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nicolas (Nick) Zavitsanos, 2075 Bruxelles, Montreal East, Spyridon (Spiros) Zavitsanos, 6963 Lemay, Montreal, and Panagiotis (Peter) Zavitsanos, 5552 Menereuil, St-Léonard, all three restaurateurs, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Broadway Holdings Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1200 Mount Royal Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 5740-65

Brossard Auto Parts (1966) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Gérard Mathieu, entrepreneur, Marie Pelletier, secretaire, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gérard Mathieu, tous deux de 1, de Montmagny, et Wallace Poulin, vendeur, 35, des Vétérans, tous trois de Boucherville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de parties et accessoires d'automobiles, sous le nom de « Brossard Auto Parts (1966) Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 91-66

Brossard Auto Parts (1966) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Mathieu, contractor, Marie Pelletier, secretary, wife contractually separate as to property of the said Gérard Mathieu, both of 1 de Montmagny, and Wallace Poulin, salesman, 35 des Vétérans, all three of Boucherville, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobile parts and accessories, under the name of "Brossard Auto Parts (1966) Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 250 common shares of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Brossard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 91-66

Cabaret Bobino inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Gérard Corbeil, administrateur, 216, 92e avenue, Gaston Clermont, hôtelier, 1600, rue Principale, et Gérard Bergeron, gérant, 6535, Prince-Rupert, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Cabaret Bobino inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2375, boulevard Laurentien, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 203-66

Café Canadien inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1966, constituant en corporation: J.-Albertino Cloutier, gérant, Lucia Robichaud, infirmière, épouse dudit J.-Albertino Cloutier, et Gilles Cloutier, étudiant, tous trois de 891, Chanoine-Scott, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Café Canadien inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 19, St-Pierre, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 218-66

Cam-Craft Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Jonathan J. Robinson, avocat, 64, chemin Belvédère, Westmount, Mary Goldman, secrétaire, épouse séparée de biens de Martin Adler, 1392, Elizabeth, Laval, et Lise Dufort, secrétaire, épouse séparée de biens de John MacDonald, 568, rue Dorothy, Greenfield Park, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de rembourrage, de fabrication, de réembourrage, de revêtement, de recouvrement, de remodelage et de réparation des meubles et pièces de meubles, de toutes sortes, sous le nom de « Cam-Craft Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 242-66

Campbell Tire Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1966,

Cabaret Bobino inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Corbeil, administrator, 216, 92nd Ave., Gaston Clermont, hotelkeeper, 1600 Main St., and Gérard Bergeron, manager, 6535 Prince-Rupert, all three of Laval, for the following purposes:

To oocrate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Cabaret Bobino inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 2375 Laurentian Blvd., St-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 203-66

Café Canadien inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Albertino Cloutier, manager, Lucia Robichaud, nurse, wife of the said J.-Albertino Cloutier, and Gilles Cloutier, student, all three of 891 Chanoine-Scott, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as restaurant owners, under the name of "Café Canadien inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 19 St-Pierre Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 218-66

Cam-Craft Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jonathan J. Robinson, advocate, 64 Belvedere Road, Westmount, Mary Goldman, secretary, wife separate as to property of Martin Adler, 1392 Elizabeth, Laval, and Lise Dufort, secretary, wife separate as to property of John MacDonald, 568 Dorothy Street, Greenfield Park, for the following purposes:

To carry on the business of upholstering, manufacturing, reupholstering, covering, recovering, reshaping and repairing furniture and furniture parts of all kinds, under the name of "Cam-Craft Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 242-66

Campbell Tire Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province,

constituant en corporation: Maurice Campbell, commerçant, Marie-Marthe Boucher, ménagère, épouse commune en biens dudit Maurice Campbell et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 100, Nicholson, et Richard Lafontaine, avocat, 184, Cossette, tous trois de Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Campbell Tire Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 222-66

Capri électronique inc.
Capri Electronics Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Yvon Jasmin, avocat, 7280, boulevard Gouin ouest, Montréal, Réal Marcoux, avocat, 460, avenue Champagneur, Outremont, et Rita Dufresne, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 166, rue Fleury est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'équipement de bureau et d'appareils et accessoires électriques et électroniques, sous le nom de « Capri électronique inc. — Capri Electronics Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 450 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 328-66

G. A. Carbonneau limitée
G. A. Carbonneau Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, 4681, avenue Westmount, Westmount, Céline Trudeau, secrétaire, célibataire, et Jeanne Glushik, secrétaire, célibataire, ces deux dernières de 1155, ouest, boulevard Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de produits, articles et marchandises, en faire le commerce sous le nom de « G. A. Carbonneau limitée — G. A. Carbonneau Limited », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1205, boulevard Labelle, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 249-66

Les Cèdres du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

incorporating: Maurice Campbell, merchant, Marie-Marthe Boucher, housewife, wife common as to property of the said Maurice Campbell and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 100 Nicholson, and Richard Lafontaine, advocate, 184 Cossette, all three of Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To carry on the business of motor vehicles and to act as garage keepers, under the name of "Campbell Tire Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 222-66

Capri électronique inc.
Capri Electronics Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Jasmin, advocate, 7280 Gouin Blvd. West, Montreal, Réal Marcoux, advocate, 460 Champagneur Ave., Outremont, and Rita Dufresne, secretary, spinster of the full age of majority in use of her rights, 166 Fleury St. East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in office equipment and electric and electronic apparatus, under the name of "Capri électronique inc.— Capri Electronics Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of $10 each and 450 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 328-66

G. A. Carbonneau limitée
G. A. Carbonneau Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Monet, advocate, 4681 Westmount Avenue, Westmount, Céline Trudeau, secretary, spinster, and Jeanne Glushik, secretary, spinster, the latter two of 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "G. A. Carbonneau limitée — G. A. Carbonneau Limited", with a total capital stock of $1,000 divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 1205 Labelle Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 249-66

Les Cèdres du Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1966, have been issued by

patentes, en date du 25e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Irenée Plourde, industriel, Rivière-Ouelle, Monique Plourde, institutrice, fille majeure, Rivière-Ouelle, et John Plourde, industriel, Pawtucket, Rhode Island, U.S.A., pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Les Cèdres du Québec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rivière-Ouelle, district judiciaire de Kamouraska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 305-66

Centre d'optique de l'Est inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Allan B. Frank, avocat, 3655, Ridgewood, Montréal, Allan E. Feldman, avocat, 6300, avenue Lennox, Montréal, et Louise Tremblay, secrétaire, fille majeure, 556, Notre-Dame, St-Lambert, pour les objets suivants:

Faire le commerce ou autrement mettre à la disposition des optométristes et opticiens licenciés, des marchandises d'optique, de la machinerie et de l'outillage utilisés dans la pratique de l'optométrie et de l'optique, sous le nom de « Centre d'optique de l'Est inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5803, ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 319-66

John Charles Shoes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le leiutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Bernard Gardner, 412, chemin Northcote, Rosemère, Sheldon Finkelstein, 5712, avenue Wilderton, Montréal, et Pinja E. Blitt, 4505, avenue Plamondon Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bottines, souliers, chaussures, mitaines, gants, et de toutes sortes de marchandises en cuir, sous le nom de « John Charles Shoes Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1440, rue Towers, suite 102, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 5707-65

Charlmax ltée
Charlmax Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1966,

the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irenée Plourde, industrialist, Rivière-Ouelle, Monique Plourde, teacher, spinster of the full age of majority, Rivière-Ouelle, and John Plourde, industrialist, Pawtucket, Rhode Island, U.S.A., for the following purposes:

The industry and business dealing in lumber, under the name of "Les Cèdres du Québec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Rivière-Ouelle, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 305-66

Centre d'optique de l'Est inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Allan B. Frank, lawyer, 3655 Ridgewood, Montreal, Allen E. Feldman, lawyer, 6300 Lennox Avenue, Montreal, and Louise Tremblay, secretary, spinster of the full age of majority, 556 Notre-Dame, St-Lambert, for the following purposes:

To deal or otherwise dispose of to licensed optometrists or opticians, optical goods and machinery and equipment used in the practice of optometrics or optics, under the name of "Centre d'optique de l'Est inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is 5803 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 319-66

John Charles Shoes Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Gardner, 412 Northcote Road, Rosemère, Sheldon Finkelstein, 5712 Wilderton Avenue, Montreal, and Pinja E. Blitt, 4505 Plamondon Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in boots, shoes, footwear, mitts, gloves and leather goods of all kinds, under the name of "John Charles Shoes Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1440 Towers Street, suite 102, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 5707-65

Charlmax ltée
Charlmax Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incor-

constituant en corporation: Irving Shapiro, avocat, Valerie J. East, secrétaire, fille majeure, tous deux de 4750, avenue Plamondon, Stan Louis Cytrynbaum, avocat, 6325, avenue Somerled, et Samuel Wex, étudiant en droit, 7315, avenue Chester, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'indusrie et le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de « Charlmax ltée — Charlmax Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5900, boulevard Decarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 213-66

Chatham Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, avocat, 5872, Ferncroft, Julius Briskin, avocat et conseil en Loi de la reine, 134, Finchley, tous deux de Hampstead, et Grace Blackett, secrétaire, célibataire, 5622, Sherbrooke, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Chatham Enterprises Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 245-66

Chemo-Pharma Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Saul Handelman, 175, chemin Dufferin, Hampstead, Stanley Cytrynbaum, 234, Sheraton Drive, Montréal Ouest, Morton Bell, 701, Bertrand, St-Laurent, tous trois avocats, et Anne Brown, secrétaire, célibataire, 7030, chemin Côte-St-Luc, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tous produits pharmaceutiques dans le gros, sous le nom de « Chemo-Pharma Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1460, rue Union, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 195-66

Chez Rosette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Judah Lyon Wolofsky, avocat, 4165, avenue Esplanade, Montréal, Bernard Robert Benson, avocat, 652, avenue Lansdowne, Westmount, et Harriet Shulkin,

porating: Irving Shapiro, advocate, Valerie J. East, secretary, fille majeure, both of 4750 Plamondon Avenue, Stan Louis Cytrynbaum, advocate, 6325 Somerled Avenue, and Samuel Wex, law student, 7315 Chester Avenue, all four of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of wearing apparel, under the name of "Charlmax ltée — Charlmax Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5900 Decarie Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 213-66

Chatham Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur Yanofsky, advocate, 5872 Ferncroft, Julius Briskin, advocate and Queen's Counsel, 134 Finchley, both of Hampstead, and Grace Blackett, secretary, spinster, 5622 Sherbrooke, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Chatham Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 245-66

Chemo-Pharma Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Saul Handelman, 175 Dufferin Road, Hampstead, Stanley Cytrynbaum, 234 Sheraton Drive, Montreal West, Morton Bell, 701 Bertrand, St-Laurent, all three advocates, and Anne Brown, secretary, spinster, 7030 Côte-St-Luc Road, Montreal, for the following purposes:

To carry on a wholesale business in all pharmaceutical products, under the name of "Chemo-Pharma Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 1460 Union Street, Montréal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 195-66

Chez Rosette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Judah Lyon Wolofsky, advocate, 4165 Esplanade Avenue, Montreal, Bernard Robert Benson, advocate, 652 Lansdowne Avenue, Westmount, and Harriet Shulkin, secre-

secrétaire, fille majeure, 4175, avenue St. Kevin, app. 9, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements et d'articles vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Chez Rosette inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7231, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 5439-65

Central Ford Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Normand Grimard, avocat, 99, rue Tremoy, Noranda, Paul Denoncourt, secrétaire, 121, rue Monseigneur-Latulipe ouest, et Julienne Pilon, secrétaire, fille majeure, 169, rue Latulipe ouest, ces deux derniers de Rouyn, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Central Ford Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 240-66

Centre de golf Bourassa inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Jean-Paul Dagenais, administrateur, Thérèse Croteau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Paul Dagenais, tous deux de 79, rue Duchastel, Outremont, et Lionel Dagenais, commis de bureau, 6841, rue Louis-Hébert, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un terrain de golf et un golf miniature, sous le nom de « Centre de golf Bourassa inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 4959-65

Jos Chamberland inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Jos Chamberland, commerçant, Germaine Lapierre, vendeuse, épouse dudit Jos Chamberland, et Jules Chamberland, vendeur, tous trois de 6125, route 23, Jersey Mills, St-Georges, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Jos Chamberland inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

tary, spinster of the full age of majority, 4175 St. Kevin Avenue, apt. 9, Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Chez Rosette inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 7231 St-Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 5439-65

Central Ford Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Normand Grimard, advocate, 99 Tremoy St., Noranda, Paul Denoncourt, secretary, 121 Monseigneur-Latulipe St. West, and Julienne Pilon, secretary, fille majeure, 169 Latulipe St. West, the two latter of Rouyn, for the following purposes:

To carry on business as garagemen, under the name of "Central Ford Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 240-66

Centre de golf Bourassa inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Dagenais, administrator, Thérèse Croteau, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jean-Paul Dagenais, both of 79 Duchastel St., Outremont, and Lionel Dagenais, office clerk, 6841 Louis-Hébert St., Montreal, for the following purposes:

To operate a golf and miniature golf course, under the name of "Centre de golf Bourassa inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 4959-65

Jos Chamberland inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jos Chamberland, trader, Germaine Lapierre, saleslady, wife of the said Jos Chamberland, and Jules Chamberland, salesman, all three of 6125 Route 23, Jersey Mills, St-Georges, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of furniture and novelties, under the name of "Jos Chamberland inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Jersey Mills, St-Georges, district judiciaire de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 316-66

The head office of the company is at Jersey Mills, St-Georges, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 316-66

Le Charolais inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Serge Parent, Roger Parent, 2494, chemin des Foulons, et Rolland Gingras, 1017, De Montigny, tous trois hommes d'affaires, de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaire comme restaurateurs, sous le nom de « Le Charolais inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1080, rue St-Jean, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 251-66

Le Charolais inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Serge Parent, Roger Parent, 2494 Foulon Road, and Rolland Gingras, 1017 De Montigny, all three businessmen, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as restaurant owners, under the name of "Le Charolais inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 1080 St. John Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 251-66

Cité automobile limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Jean-Paul Gauthier, commerçant, 125, rue Potvin, Chicoutimi-Nord, Jacques Carrier, comptable, 318, avenue Bégin, et Jacques Dufresne, mécanicien, 1307, rue Bégin, ces deux derniers de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Cité automobile limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 5461-65

Cité automobile limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Gauthier, trader, 125 Potvin St., Chicoutimi-North, Jacques Carrier, accountant, 318 Bégin Ave., and Jacques Dufresne, mechanic, 1307 Bégin St., the two latter of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business dealing in motor vehicles, and to act as garagemen, under the name of "Cité automobile limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 5461-65

Club Kilkenny Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Edgar Lefebvre, notaire, 425, avenue Walnut, St-Lambert, Pierre Desjardins, notaire, 614, avenue Chester, Mont Royal, Marcel Giroux, notaire, 234, rue Meloche, St-Laurent, et Gérard Gravel, avocat, 277, Montrée des Trente, Beloeil, pour les objets suivants:

Exploiter et diriger un club des résidents du Lac L'Achigan, sous le nom de « Club Kilkenny Inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 1,200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est 648, 48e Avenue, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 303-66

Club Kilkenny Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Edgar Lefebvre, notary, 425 Walnut Avenue, St-Lambert, Pierre Desjardins, notary, 614 Chester Avenue, Mount Royal, Marcel Giroux, notary, 234 Meloche Street, St-Laurent, and Gérard Gravel, advocate, 277 Montrée des Trente, Beloeil, for the following purposes:

To operate and manage a club of residents of Lake L'Achigan, under the name of "Club Kilkenny Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 1,200 common shares of the par value of $25 each.

The head office of the company is at 648, 48th Avenue, Lachine, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 303-66

Collège de Lys inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Peter Edward Graham, avocat, 3610, rue Durocher, Montréal, Robert James Stocks, avocat, 4725, avenue Grosvenor, Montréal, et John Malcolm McGougall, avocat, 226, avenue Fairfield, Rosemère, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'écoles professionnelles et commerciales pour l'enseignement des langues et sujets variés soit général, professionnel, technique ou commercial, sous le nom de « Collège de Lys inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4263, rue Dorchester, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 5644-65

Collège de Lys inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Peter Edward Graham, lawyer, 3610 Durocher Street, Montreal, Robert James Stocks, lawyer, 4725 Grosvenor Avenue, Montreal, and John Malcolm McDougall, lawyer, 226 Fairfield Avenue, Rosemère, for the following purposes:

To carry on the business of vocational and commercial schools for the teaching of languages and various subjects whether general, professional, technical or commercial, under the name of "Collège de Lys inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 4263 Dorchester Street West, Westmount, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 5644-65

Le Cupidon Children's Wear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Jack B. Miller, Sylvia Stroll, épouse séparée de biens dudit Jack B. Miller, et dûment autorisée par ce dernier auc fins des présentes, tous deux marchands, 5175, avenue Bourret, et Annie Stroll, veuve retirée, 5173, avenue Bourret, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un magasin général de détail, sous le nom de « Le Cupidon Children's Wear Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 239-66

Le Cupidon Children's Wear Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack B. Miller, Sylvia Stroll, wife separate as to property of the said Jack B. Miller, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both merchants, of 5175 Bourret Avenue, and Annie Stroll, retired widow, 5173 Bourret Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a general retail store, under the name of "Le Cupidon Children's Wear Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 239-66

La Dauphine haute coiffure (Montréal) ltée The Dauphine Haute Coiffure (Montreal) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Mervyn N. Rosenstein, Charles Spector, tous deux avocats, et Ben Schecter, avocat et conseil en Loi de la reine, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un salon de beauté, sous le nom de « La Dauphine haute coiffure (Montréal) ltée — The Dauphine Haute Coiffure (Montreal) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3545, chemin Côte-des-Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 176-66

La Dauphine haute coiffure (Montréal) ltée The Dauphine Haute Coiffure (Montreal) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mervyn N. Rosenstein, Charles Spector, both advocates, and Ben Schecter, advocate and Queen's Counsel, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a beauty salon, under the name of "La Dauphine haute coiffure (Montréal) ltée — The Dauphine Haute Coiffure (Montreal) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of $1 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 3545 Côte-des-Neiges Road, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 176-66

Développements Normand inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1966, constituant en corporation: René Patenaude, industriel, Yvette Poirier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit René Patenaude, tous deux de 283, Ste-Catherine, Gérard Longpré, entrepreneur-constructeur, et Alice Normand, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gérard Longpré, ces deux derniers de 1685, Sherbrooke, tous quatre de Magog, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Développements Normand inc. » avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Magog, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 232-66

Dino haute coiffure inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Claude Lefebvre, avocat, Jean-Claude Mercure, avocat, et Pierre Paquin, avocat, tous trois de 1650, des Laurentides, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme coiffeurs, sous le nom de « Dino haute coiffure inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 135-66

Paul & Jacques Dubois entreprises de construction ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Daniel Kingstone, avocat, 4985, avenue Iona, Montréal, Irving L. Adessky, avocat, 56, place Heath, Hampstead, et Dionysia Zerbisias, avocate, célibataire, 5525, Westbourne, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Paul & Jacques Dubois entreprises de construction ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 137-66

Dudesco Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1966,

Développements Normand inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Patenaude, industrialist, Yvette Poirier, housewife, wife contractually separate as to property of said René Patenaude, both of 283 Ste-Catherine, Gérard Longpré, building contractor, and Alice Normand, housewife, wife separate as to property of said Gérard Longpré, the latter two of 1685 Sherbrooke, all four of Magog, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and a construction company, under the name of "Développements Normand inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Magog, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 232-66

Dino haute coiffure inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Lefebvre, advocate, Jean-Claude Mercure, advocate, and Pierre Paquin, advocate, all three of 1650 des Laurentides, Laval, for the following purposes:

To carry on business as hairdressers, under the name of "Dino haute coiffure inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 135-66

Paul & Jacques Dubois entreprises de construction ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel Kingstone, advocate, 4985 Iona Avenue, Montreal, Irving L. Adessky, advocate, 56 Heath Place, Hampstead, and Dionysia Zerbisias, advocate, spinster, 5525 Westbourne, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Paul & Jacques Dubois entreprises de construction ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 137-66

Dudesco Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province,

constituant en corporation: Roger Desrochers, surveillant de la mécanique, 2810, Terrasse Beaucourt, Jacques-Cartier, Pierre Dugas, gérant de district, 19, terrasse Villebon, Repentigny, et Louis Philippe Bertrand, ingénieur en chef des opérations, 238, boulevard Quinn, Longueuil, pour les objets suivants:

Soumissionner à l'exécution à des travaux de conciergerie et autres, sous le nom de « Dudesco Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 64-66

J. J. Dumesnil inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Jacques Duquette, avocat, 11, rue St-Paul ouest, Guy Godard, avocat, et Liliane Piché, secrétaire, fille majeure, 65, rue St-Joseph, tous trois de Ste-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, sous le nom de « J. J. Dumesnil inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ste-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 414-66

E. T. Specialties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1966, constituant en corporation: André Demers, magasinier, Louise Jacques, ménagère, épouse dudit André Demers, tous deux de 840, Belvedère sud, et Lloyd Rankin McKee, homme d'affaires, 651, St-Paul, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de jouets, nouveautés, meubles, quincaillerie, spécialités en quincaillerie et en bois et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « E. T. Specialties Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 651, rue St-Paul, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 227-66

Fabro Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Brahm Faber, restaurateur, 4778, chemin Circle, Montréal, Philip S. Rosen, auditeur, Fernande Leduc,

incorporating: Roger Desrochers, mechanical superintendent, 2810 Terrasse Beaucourt, Jacques-Cartier, Pierre Dugas, district manager, 19 Terrasse Villebon, Repentigny, and Louis-Philippe Bertrand, chief operation engineer, 238 Quinn Boulevard, Longueuil, for the following purposes:

To contract for the performance of janitorial and other services, under the name of "Dudesco Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,500 common shares of a par value of $10 each and 2,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 64-66

J. J. Dumesnil inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Duquette, advocate, 11 St-Paul St. West, Guy Godard, advocate, and Liliane Piché, secretary, fille majeure, 65 St-Joseph Street, all three of Ste-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To carry on the business of wearing apparel, under the name of "J. J. Dumesnil inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Ste-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 414-66

E. T. Specialties Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Demers, storekeeper, Louise Jacques, housekeeper, wife of the said André Demers, both of 840 Belvedere South, and Lloyd Rankin McKee, businessman, 651 St. Paul, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To manufacture and deal in toys, novelties, furniture, hardware, hardware and wood specialties and novelties of all kinds, under the name of "E. T. Specialties Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 651 St-Paul Street, Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 227-66

Fabro Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Brahm Faber, restaurateur, 4778 Circle Road, Montreal, Philip S. Rosen, auditor, Fernande Leduc, housewife, wife separate as to

ménagère, épouse séparée de biens dudit Philip S. Rosen, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 7431, chemin Kingsley, Côte St-Luc, et Philip Shrague Garonce, avocat, 5577, avenue Alpine, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Fabro Investments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 35,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 246-66

Funtos Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Basil Danchyshyn, avocat, 6612, Des Érables, Montréal, Sheldon Finkelstein, avocat, 5712, avenue Wilderton, Montréal, et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, 4840, rue Bourret, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Funtos Construction Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7739, rue Mousset, St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 5604-65

G. D. Sales Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Gordon Diamond, vendeur, 1737, Hartenstein, St-Laurent, Harold Diamond, vendeur, et Anne Davis, ménagère, épouse séparée de biens dudit Harold Diamond, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, ces deux derniers de 7914, chemin Mackle, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bijoux, sous le nom de « G. D. Sales Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 301-66

Jacques Gagnon ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Françoise Couture, secrétaire, fille majeure, 49, Jacques-Cartier, Jacques Gagnon, marchand, 567, Albanel, et

property of the said Philip S. Rosen, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 7431 Kingsley Road, Côte-St-Luc, and Philip Shrague Garonce, advocate, 5577 Alpine Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Fabro Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 35,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 246-66

Funtos Construction Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Basil Danchyshyn, advocate, 6612 Des Érables, Montreal, Sheldon Finkelstein, advocate, 5712 Wilderton Avenue, Montreal, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, 4840 Bourret Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Funtos Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 7739 Mousset Street, St-Michel, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 5604-65

G. D. Sales Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gordon Diamond, salesman, 1737 Hartenstein, St-Laurent, Harold Diamond, salesman, and Anne Davis, housewife, wife separate as to property of the said Harold Diamond, and duly authorized by him for the purpose of these presents, the latter two of 7914 Mackle Road, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of jewellers, under the name of « G. D. Sales Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 301-66

Jacques Gagnon ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Françoise Couture, secretary, fille majeure, 49 Jacques-Cartier, Jacques Gagnon, merchant, 567 Albanel, and Robert Talon,

Robert Talon, comptable, 384, Côte-de-la-Réserve, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Fabrication et commerce de bière, sous le nom de « Jacques Gagnon ltée », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 356-66

Garage Jean Normandin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Jean-Paul Zigby, avocat, 4339, rue Wilson, Ginette Murray, secrétaire, fille majeure, 2351, rue Bellechasse, et Monique Dupuis, dactylo, fille majeure, 4704, rue Adam, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Garage Jean Normandin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 48, rue St-Antoine, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 185-66

Gloria Construction Ltd.
Construction Gloria ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Jack Shayne, 5781, Melling, Côte-St-Luc, Barry Biberman, 2296, chemin Fulton, Mont Royal, William Levitt, 4689, Dornal, Montréal, et Stanley Taviss, 7115, Fielding, Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Gloria Construction Ltd.— Construction Gloria ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 349-66

Grand Temple Pythian Sister (P.S.)
of Quebec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de novembre 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Eva Deutsch, ménagère, épouse séparée de biens de Ben J. Deutsch, 4210, MacKenzie, Montréal, Bessie Epstein, ménagère, épouse séparée de biens de Solly Epstein, 5330, Prince de Galles,

accountant, 384 Côte-de-la-Réserve, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To manufacture and deal in beer, under the name of "Jacques Gagnon ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 356-66

Garage Jean Normandin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Zigby, advocate, 4339 Wilson St., Ginette Murray, secretary, fille majeure, 2351 Bellechasse St., and Monique Dupuis, typist, fille majeure, 4704 Adam St., all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers, under the name of "Garage Jean Normandin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a nominal value of $10 each and 350 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is 48 St-Antoine St., Granby, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 185-66

Gloria Construction Ltd.
Construction Gloria ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack Shayne, 5781 Melling, Côte-St-Luc, Barry Biberman, 2296 Fulton Road, Mount Royal, William Levitt, 4689 Dornal, Montreal, and Stanley Taviss, 7115 Fielding, Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Gloria Construction Ltd.— Construction Gloria ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 349-66

Grand Temple Pythian Sister (P.S.)
of Quebec Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Eva Deutsch, housewife, wife separate as to property of Ben J. Deutsch, 4210 MacKenzie, Montreal, Bessie Epstein, housewife, wife separate as to property of Solly Epstein, 5330 Prince

Montréal, Jean Wexler, ménagère, épouse séparée de biens de Hyman Wexler, 5779, Wentworth, Côte-St-Luc, Margot Levy, ménagère, épouse séparée de biens de Calman Levy, 2985, Goyer, Montréal, Claire Bennett, ménagère, épouse séparée de biens de Ernest Bennett, 8582, Birnam, Montréal, Molly London, ménagère, épouse séparée de biens de Harry London, 8541, Stuart, Montréal, Elta Pinsky, ménagère, épouse séparée de biens de Sam Pinsky, 4657, Kent, Montréal, Selma Schneiderman, ménagère, épouse séparée de biens de Sam Schneiderman, 4580, Barclay, Montréal, Annette Lesonsky, ménagère, épouse séparée de biens de Louis Lesonsky, 4666, de la Peltrie, Montréal, Edith Garmaise, ménagère, épouse séparée de biens de David Garmaise, 1919, Barclay, Montréal, Anne Zahler, ménagère, épouse séparée de biens de Sender Zahler, 5485, Lavoie, Montréal, Gertie Gozansky, ménagère, épouse séparée de biens de Cecil Gozansky, 3260, Barclay, Montréal, Reva Labow, ménagère, épouse séparée de biens de Cecil Alexander Labow, 5718, Wildwood, Côte-St-Luc, et Kay Wax, ménagère, veuve non remariée, 4890, Maplewood, Montréal, pour les objets suivants:

Cultiver et promouvoir l'amitié, la charité, la bienveillance et la culture morale et sociale entre les membres de l'ordre des « Puthian Sisters », sous le nom de « Grand Temple Pythian Sister (P. S.) of Quebec Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder ou détenir est de $300,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 4844-65

of Wales, Montreal, Jean Wexler, housewife, wife separate as to property of Hyman Wexler, housewife, wife separate as to property of Hyman 5779 Wentworth, Côte-St-Luc, Margot Levy, housewife, wife separate as to property of Calman Levy, 2985 Goyer, Montreal, Claire Bennett, housewife, wife separate as to property of Ernest Bennett, 8582 Birman, Montreal, Molly London, housewife, wife separate as to property of Harry London, 8541 Stuart, Montreal, Elta Pinsky, housewife, wife separate as to property of Sam Pinsky, 4657 Kent, Montreal, Selma Schneiderman, housewife, wife separate as to property of Sam Schneiderman, 4580 Barclay, Montreal, Annette Lesonsky, housewife, wife separate as to property of Louis Lesonsky, 4666 de la Peltrie, Montreal, Edith Garmaise, housewife, wife separate as to property of David Garmaise, 1919 Barclay, Montreal, Anne Zahler, housewife, wife separate as to property of Sender Zahler, 5485 Lavoie, Montreal, Gertie Gozansky, housewife, wife separate as to property of Cecil Gozansky, 3260 Barclay, Montreal, Reva Labow, housewife, wife separate as to property of Cecil Alexander Labow, 5718 Wildwood, Côte-St-Luc, and Kay Wax, housewife, unremarried widow, 4890 Maplewood, Montreal, for the following purposes:

The cultivation and promotion of friendship, charity, and benevolence and moral and social culture among the members of the order of the Pythian Sister, under the name of "Grand Temple Pythian Sister (P. S.) of Quebec Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $300,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 4844-65

Great International Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Bessie Plotnick, secrétaire, épouse séparée de biens de David Peters, 3805, avenue Dupuis, Leonard Simcoe, avocat, 2787, Benjamin Sulte, et Louis Rosen, administrateur, 2211, Champlain, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de lampes, abat-jour, accessoires et nouveautés électriques et autres, sous le nom de « Great International Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 160 actions ordinaires de $100 chacune et 2,400 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 238-66

Great International Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bessie Plotnick, secretary, wife separate as to property of David Peters, 3805 Dupuis Avenue, Leonard Simcoe, advocate, 2787 Benjamin Sulte, and Louis Rosen, executive, 2211 Champlain, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in lamps, lamp shades, electrical and other asseccories and novelties, under the name of "Great International Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 160 common shares of of $100 each and 2,400 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 238-66

Greendale Homeowners' Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph Michael Edwin Culkin, gérant de ventes, 14402, avenue Madison, Richard Geissler, admi-

Greendale Homeowners' Association

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Joseph Michael Edwin Culkin, sales manager, 14402 Madison Avenue, Richard Geissler, manag-

nistrateur gérant, 14316, Yates Crescent, George Mate, représentant, 4413, Imperial Crescent, Derrick John Tamblyn, ingénieur, 14317, Yates Crescent, Kenneth McIntosh MacRae, gérant, 4354, Graham Drive, Alan James Dalby, directeur des achats, 4378, Graham Drive, Bernard Newell Shaw, administrateur de commission scolaire, 14316, Meadowvale, Maurice Patrick Cody, auteur de publication, 4371, Graham Drive, et Douglas Harold McMartin Brown, comptable agréé, 4375, Graham Drive, tous neuf de Pierrefonds, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels, sportifs et artistiques des membres et de la communauté à laquelle appartiennent les membres, sous le nom de « Greendale Homeowners' Association ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder ou détenir est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 3172-65

ing executive, 14316 Yates Crescent, George Mate, representative, 4413 Imperial Crescent, Derrick John Tamblyn, engineer, 14317 Yates Crescent, Kenneth McIntosh MacRae, manager, 4354 Graham Drive, Alan James Dalby, director of marketing, 4378 Graham Drive, Bernard Newell Shaw, school board executive, 14316 Meadowvale, Maurice Patrick Cody, publications writer, 4371 Graham Drive, and Douglas Harold McMartin Brown, chartered accountant, 4375 Graham Drive, all nine of Pierrefonds, for the following purposes

To promote the cultural, sporting and artistic interests of the members and of the community to which the members belong, under the name of "Greendale Homeowners' Association".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may own or hold, is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Pierrefonds, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 3172-65

H & H Consultant Services Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Philip Hollinger, comptable agréé, Sarah Workman, ménagère, épouse séparée de biens dudit Philip Hollinger, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 5636, chemin Westluke, Côte-St-Luc, David Hollinger, comptable agréé, et Diana Eizenwasser, ménagère, épouse séparée de biens dudit David Hollinger, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, ces deux derniers de 5434, chemin Westluke, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de gestion, et services de conseillers et consultants, sous le nom de « H & H Consultant Services Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 322-66

H & H Consultant Services Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Philip Hollinger, chartered accountant, Sarah Workman, housewife, wife separate as to property of the said Philip Hollinger, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 5636 Westluke Road, Côte-St-Luc, David Hollinger, chartered accountant, and Diana Eizenwasser, housewife, wife separate as to property of the said David Hollinger, and duly authorized by him for the purpose of these presents, the latter two of 5434 Westluke Road, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of management, advisory and consultant services, under the name of "H & H Consultant Services Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and 5,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 322-66

Home Food Suppliers Ltd.
Les Fournisseurs d'aliments à domicile ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1965, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en Loi de la reine, 3733, The Boulevard, Westmount, Barry H. Shapiro, avocat, 5367, Westmore, Montréal, Théodore H. Shapiro, avocat, 5175, Côte-St-Luc, Montréal, et Claudine Proutat, secrétaire, célibataire, 175 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchandises, articles et produits de toutes sortes ou descriptions se rapportant à l'épicerie, sous le nom de « Home Food Suppliers Ltd.— Les Fournisseurs d'aliments à domicile ltée », avec un capital total de

Home Food Suppliers Ltd.
Les Fournisseurs d'aliments à domicile ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, 3733 The Boulevard, Westmount, Barry H. Shapiro, advocate, 5367 Westmore, Montreal, Théodore H. Shapiro, advocate, 5175 Côte-St-Luc, Montréal, and Claudine Proutat, secretary, spinster, 175 Sherbrooke Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds or descriptions connected with groceries, under the name of "Home Food Suppliers Ltd.— Les Fournisseurs d'aliments à domicile ltée", with a total capital stock of $40,000, divided

$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 237-66

Immeubles Lefebvre de Ste-Anne de Bellevue limitée
Lefebvre Realties of Ste-Anne de Bellevue Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Isidore Popliger, avocat et conseil en Loi de la reine, 4917, avenue Van Horne, Montréal, Bernard Figler, avocat, 5854, Place Decelles, app. 3, Montréal, et Lucille Fortier, courtier en immeubles, épouse séparée de biens de Georges Lefebvre, 200, rue Ste-Anne, Ste-Anne-de-Bellevue, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Immeubles Lefebvre de Ste-Anne de Bellevue limitée — Lefebvre Realties of Ste-Anne de Bellevue Limited », avec un capital total de $60,000, divisé en 600 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ste-Anne-de-Bellevue, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 4536-65

Imprimerie Gemini inc.
Gemini Printing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Richard Moranville, administrateur, 95, Pierre-Bourgery, Boucherville, Richard Tremblay, traducteur, 3862, rue Verdun, Verdun, Marcel Paré, publicitaire, 541, Rockland, Outremont, et Placide Labelle, conseiller en relations publiques, 76, avenue Courcelette, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, sous le nom de « Imprimerie Gemini inc.— Gemini Printing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 400, rue Craig ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 370-66

Jem Products Inc.
Les Produits Jem inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Kenneth Alphonso Marshall, 4835, Bessborough, James Earle Marshall, 73, Clandeboye, tous deux administrateurs, de Montréal, et Gary Moscowitz, avocat, 260, St-Aubin, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

into 5,000 common shares of $1 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 237-66

Immeubles Lefebvre de Ste-Anne de Bellevue limitée
Lefebvre Realties of Ste-Anne de Bellevue Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Isidore Popliger, advocate and Queen's Counsel, 4917 Van Horne Avenue, Montreal, Bernard Figler, advocate, 5854 Decelles Place, Apt. 3, Montreal, and Lucille Fortier, real estate broker, wife separate as to property of Georges Lefebvre, 200 Ste-Anne Street, Ste-Anne-de-Bellevue, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Immeubles Lefebvre de Ste-Anne-de-Bellevue limitée — Lefebvre Realties of Ste-Anne-de-Bellevue Limited", with a total capital stock of $60,000, divided into 600 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Ste-Anne-de-Bellevue, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 4536-65

Imprimerie Gemini inc.
Gemini Printing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Richard Moranville, administrateur, 95 Pierre Bourgery, Boucherville, Richard Tremblay, translator, 3862 Verdun St., Verdun, Marcel Paré, publicist, 541 Rockland, Outremont, and Placide Labelle, public relation consultant, 76 Courcelette Avenue, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as printers, under the name of "Imprimerie Gemini inc.— Gemini Printing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 400, west, Craig St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 370-66

Jem Products Inc.
Les Produits Jem inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Kenneth Alphonso Marshall, 4835 Bessborough, James Earle Marshall, 73 Clandeboye, both executives, of Montreal, and Gary Moscowitz, advocate, 260 St-Aubin, Saint-Laurent, for the following purposes:

Exercer le commerce de produits chimiques et autres produits semblables, sous le nom de « Jem Products Inc.— Les Produits Jem inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 149, Clément, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 318-66

To deal in chemicals and other similar products, under the name of "Jem Products Inc.— Les Produits Jem inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 149 Clément, LaSalle, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 318-66

Karissa Development Inc.
Les Développements Karissa inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1966, constituant en corporation: David Abrams, notaire, 7920, chemin Kingsley, Côte-St-Luc, Sue Carol Guttman, gérante, épouse séparée de biens de Arnold Isaacson, 3465, Place Decelles, Montréal, et Mary Winter, secrétaire, veuve non remariée de feu William Gaffney, 3150, 25e avenue, Laval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de construction, sous le nom de « Karissa Development Inc.— Les Développements Karissa inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 280-66

Karissa Development Inc.
Les Développements Karissa inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: David Abrams, notary, 7920 Kingsley Road, Côte-St-Luc, Sue Carol Guttman, manageress, wife separate as to property of Arnold Isaacson, 3465 Decelles Place, Montreal, and Mary Winter, secretary, unremarried widow of the late William Gaffney, 3150, 25th Avenue, Laval, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Karissa Development Inc.— Les Développements Karissa inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 280-66

Kent Variety Store Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Lucien Levitsky, marchand, Goldie Portner, ménagère, épouse séparée de biens dudit Lucien Levitsky, et Sydney Levitsky, comptable agréé, tous trois de 6217, MacDonald, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Kent Variety Store Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 278-66

Kent Variety Store Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lucien Levitsky, merchant, Goldie Portner, housekeeper, wife separate as to property of the said Lucien Levitsky, and Sydney Levitsky, chartered accountant, all three of 6217 MacDonald, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Kent Variety Store Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 278-66

E. Kramer Painting Contractors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Ernest Kramer, entrepreneur peintre, 1220, Lajoie, Montréal, Arthur Marcovitch, avocat, 5525, Trent, Montréal, Richard Gottlieb, avocat, 2960, Maplewood, Montréal, et Elizabeth Serrao, secrétaire, célibataire, 11777, De Meulles, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en peinture et plâtrage, sous le nom de « E. Kramer Painting Contractors Ltd. », avec un capital

E. Kramer Painting Contractors Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ernest Kramer, painting contractor, 1220 Lajoie, Montreal, Arthur Marcovitch, advocate, 5525 Trent, Montreal, Richard Gottlieb, advocate, 2960 Maplewood, Montreal, and Elizabeth Serrao, secretary, spinster, 11777 De Meulles, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of painting and plastering contractors, under the name of "E. Kramer Painting Contractors Ltd.", with a total

total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1220, rue Lajoie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 5639-65

L. M. M. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Roger Gauthier, vendeur, Pointe-du-Lac, Marcel Lainesse, commerçant, Arthabaska, et Maurice Goulet, gérant de magasin, avenue du Parc, Victoriaville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « L. M. M. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 346-66

Latour & Hodge Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, avocat et conseil en Loi de la reine, 132, Summit Crescent, Westmount, Daniel Miller, avocat, 5714, avenue Edgemore, Côte-St-Luc, Alan Zebulon Golden, avocat, 4067, avenue Vendôme, Eleanor Johnson, secrétaire, fille majeure, 5327A, Prince de Galles, et Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure, 4650, avenue Madison, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de biens immobiliers, sous le nom de « Latour & Hodge Inc. », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 276-66

Laurentide Vacation Homes Inc.
Les Maisons de vacances Laurentides inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1966, constituant en corporation: J. Roy Hoffman, avocat et conseil en Loi de la reine, 4918, avenue Mayfair, Montréal, Sydney B. Sederoff, avocat, 80, avenue Crestwood, Montréal Ouest, et Joyce Blond, avocate, épouse séparée de biens de Allan Frank, 3655, avenue Ridgewood, app. 407, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux, sous le nom de « Laurentide Vacation Homes Inc.— Les Maisons de vacances Laurentides inc. », avec un capital

capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1220 Lajoie Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 5639-65

L. M. M. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Gauthier, salesman, Pointe-du-Lac, Marcel Lainesse, merchant, Arthabaska, and Maurice Goulet, store manager, Park Avenue, Victoriaville, for the following purposes:

To carry on the business of publishers, printer, engravers, binders and other similar trades, under the name of "L. M. M. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 346-66

Latour & Hodge Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Philip Fischel Vineberg, advocate and Queen's Counsel, 132 Summit Crescent, Westmount, Daniel Miller, advocate, 5714 Edgemore Avenue, Côte-St-Luc, Alan Zebulon Golden, advocate, 4067 Vendôme Avenue, Eleanor Johnson, secretary, fille majeure, 5327A Prince of Wales, and Yvonne Bélanger, secretary, fille majeure, 4650 Madison Avenue, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To deal in immoveable property, under the name of "Latour & Hodge Inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 276-66

Laurentide Vacation Homes Inc.
Les Maisons de vacances Laurentides inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J. Roy Hoffman, advocate and Queen's Counsel, 4918 Mayfair Avenue, Montreal, Sydney B. Sederoff, advocate, 80 Crestwood Avenue, Montreal West, and Joyce Blond, advocate, wife separate as to property of Allan Frank, 3655 Ridgewood Avenue, Apt. 407, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general contractors, under the name of "Laurentide Vacation Homes Inc.— Les Maisons de vacances Laurentides inc.", with a total capital stock of

total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 207-66

Laverne Automobile Center Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Charles Ambrose Lame Hibbard, Arthur M. Terroux, tous deux avocats et conseils en Loi de la reine, et Andrew Henry Pytel, avocat, tous trois de 615, ouest, boulevard Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, agir comme garagistes, sous le nom de « Laverne Automobile Center Inc. », avec un capital-actions divisé en 500 actions ordinaires sans valeur au pair et 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 90e avenue et la rue Boivin, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 5273-65

Lawrence Jusko & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Lawrence Jusko, marchand, 5545, Clanranald, Montréal, Sidney Goldstein, marchand, 2245, boulevard Beaudet, Montréal, Moe Moscovitch, avocat, 6077, avenue Wilderton, Montréal, et Cornelia Van Zyl, secrétaire, fille majeure, 3440, rue Durocher, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de bijoutiers, sous le nom de « Lawrence Jusko & Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 1,900 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,900 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5780, avenue Decelles, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 93-66

Malchas Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Hamilton Larratt Smith, avocat et conseil en Loi de la reine, 3955, chemin Ramezay, Montréal, Michael Dennis, avocat, 3300, avenue Ridgewood, Montréal, et David Terence Dingle, avocat, 561, avenue Lansdowne, Westmount, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de « Malchas Cor-

$40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 207-66

Laverne Automobile Center Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles Ambrose Lame Hibbard, Arthur M. Terroux, both advocates and Queen's Counsels, and Andrew Henry Pytel, advocate, all three of 615 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To deal in motor vehicles and to do business as garage-keepers, under the name of "Laverne Automobile Center Inc.", with a capital stock divided into 500 common shares without par value and 350 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at 90th Avenue and Boivin Street, LaSalle, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 5273-65

Lawrence Jusko & Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lawrence Jusko, merchant, 5545 Clanranald, Montreal, Sidney Goldstein, merchant, 2245 Beaudet Boulevard, Montreal, Moe Moscovitch, advocate, 6077 Wilderton Avenue, Montreal, and Cornelia Van Zyl, secretary, fille majeure, 3440 Durocher Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of jewellers, under the name of "Lawrence Jusko & Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $1 each, 1,900 class "A" preferred shares of a par value of $10 each and 1,900 class "B" preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 5780 Decelles Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 93-66

Malchas Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hamilton Larratt Smith, advocate and Queen's Counsel, 3955 Ramezay Road, Montreal, Michael Dennis, advocate, 3300 Ridgewood Avenue, Montreal, and David Terence Dingle, advocate, 561 Lansdowne Avenue, Westmount, for the following purposes:

To act as a holding and investment company, under the name of "Malchas Corporation", with

poration », avec un capital-actions divisé en 400 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 5442-65

Maple Leaf Shoe Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Lawrence L. Fligel, avocat, 5711, Edgemore, Côte-St-Luc, Stanley Cytrynbaum, avocat, 234, Sheraton Drive, Montréal ouest, et Morton Bell, avocat, 701, Bertrand Drive, St-Laurent, pour les objets suivants:

Manufacturer des bottines et des souliers et en faire le commerce, sous le nom de « Maple Leaf Shoe Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2070, rue Clark, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 248-66

Martap inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Clovis Marcoux, hôtelier, Gatineau, Claude Marcoux, industriel, et Léo Marcoux, commis, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Fabrication et commerce de mesures pour bière en fût, sous le nom de « Martap inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8455, Pascal-Gagnon, St-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 180-66

Meubles Sam inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Jean-Pierre Lefebvre, courtier d'assurance, 1275, Chanteclerc, St-Bruno-de-Montarville, Marcel Roy, homme d'affaires, 384, rue Julien, et Gaétan Trudel, commerçant, 190, de Grandmont, ces deux derniers de Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Meubles Sam inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 260 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 180, rue de Grandmont, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 97-66

a capital stock divided into 400 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 5442-65

Maple Leaf Shoe Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lawrence L. Fligel, advocate, 5711 Edgemore, Côte-St-Luc, Stanley Cytrynbaum, advocate, 234 Sheraton Drive, Montreal West, and Morton Bell, advocate, 701 Bertrand Drive, St-Laurent, for the following purposes:

To manufacture and deal in boots and shoes, under the name of "Maple Leaf Shoe Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2070 Clark Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 248-66

Martap inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporatng: Clovis Marcoux, hotel keeper, Gatineau, Claude Marcoux, industrialist, and Léo Marcoux, clerk, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in measures for draught beer, under the name of "Martap inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 8455 Pascal-Gagnon, St-Léonard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 180-66

Meubles Sam inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Pierre Lefebvre, insurance broker, 1275 Chanteclerc, St-Bruno-de-Montarville, Marcel Roy, businessman, 384 Julien Street, and Gaétan Trudel, merchant, 190 de Grandmont, the latter two of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on the business of furniture and novelties of all kinds, under the name of "Meubles Sam inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 400 common shares of $10 each and 260 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 180 de Grandmont Street, Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 97-66

Montada Mortgage Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Lilian Rabinovitch, avocate, épouse séparée de biens de Moe Reinblatt, 4520, Rosedale, Montréal, Saul Handelman 175, chemin Dufferin, Hampstead, et Lawrence Fligel, 5711, Edgmore, Côte-St-Luc, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de finance, sous le nom de « Montada Mortgage Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1010, ouest, rue Ste-Catherine, suite 1101 Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 68-66

Montada Mortgage Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lilian Rabinovitch, advocate, wife separate as to property of Moe Reinblatt, 4520 Rosedale, Montreal, Saul Handelman, 175 Dufferin Road, Hampstead, and Lawrence Fligel, 5711 Edgmore, Côte-St-Luc, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a finance company, under the name of "Montada Mortgage Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1010 St. Catherine Street West, Room 1101, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 68-66

Nordic Marine Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1965, constituant en corporation: David A. Schwartz, avocat, 90, avenue Elgin, Pointe-Claire, Stanley L. Selinger, commis en Loi, 6265, Mountain Sights, et Claire Wilisky, secrétaire, célibataire, 3420, rue Hutchison, ces deux dernières de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre un commerce général de réparation de bateaux, sous le nom de « Nordic Marine Inc. », avec un capital total de $150,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10790, rue Salk, Montréal Nord, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 5775-65

Nordic Marine Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: David A. Schwartz, advocate, 90 Elgin Avenue, Pointe-Claire, Stanley L. Selinger, law clerk, 6265 Mountain Sights, and Claire Wilisky, secretary, spinster, 3420 Hutchison Street, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To engage in the general business of ship repair, under the name of "Nordic Marine Inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 500 common shares of $100 each and 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 10790 Salk Street, Montreal North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 5775-65

North State Paving ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Antonio Tutino, 8018, De Lorimier, Montréal, Giusseppe Borselino, 8510, 8e Avenue, St-Michel, et Gerlando Tutino, 7540, rue Papineau, Montréal, tous trois entrepreneurs en construction, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, sous le nom de « North State Paving ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8018, De Lorimier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 32-66

North State Paving ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Antonio Tutino, 8018, De Lorimier, Montreal, Giusseppe Borselino, 8510, 8th Avenue, St-Michel, and Gerlando Tutino, 7540 Papineau Street, Montreal, all three building contractors, for the following purposes:

To carry on business as a building company, under the name of "North State Paving ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 8018 De Lorimier, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 32-66

Ohman's Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Ohman's Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1966, have been issued

patentes, en date du 14e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, 512, rue Leroyer, St-Lambert, Clifford George Meek, comptable, 3101, avenue Maplewood, Montréal, Theodore William Martinson, commis, 4217, avenue Western, Westmount, Charles Eric Humphrey, comptable, 7376, avenue Truman, Verdun, et Guy Ambrose Miller, gérant de perception, 1300, chemin De Carillon, St-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de marchandises, articles et effets, sous le nom de « Ohman's Ltd. », avec un capital total de $90,000, divisé en 15,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 7,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 158-66

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, 512 Leroyer Street, St-Lambert, Clifford George Meek, accountant, 3101 Maplewood Avenue, Montreal, Theodore William Martinson, clerk, 4217 Western Avenue, Westmount, Charles Eric Humphrey, accountant, 7376 Truman Avenue, Verdun, and Guy Ambrose Miller, collection manager, 1300 De Carillon Road, St-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To deal in all kinds of goods, wares and merchandise, under the name of "Ohman's Ltd.", with a total capital stock of $90,000, divided into 15,000 common shares of the par value of $1 each and 7,500 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Westmount, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 158-66

Optical Modes Ltd.
Modes optiques ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Irving Shapiro, 4750, avenue Plamondon, Montréal, Stanley Cytrynbaum, 6325, avenue Somerled, Montréal, tous deux avocats et solliciteurs, Carol Partridge, secrétaire, fille majeure, jouissant de tous ses droits, 4750, avenue Plamondon, Montréal, et Lawrence Marks, conseil en Loi de la reine, avocat et solliciteur, 656, avenue Grosvenor, Westmount, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général, en gros seulement, de marchandises et outillage d'optique, sous le nom de « Optical Modes Ltd.— Modes optiques ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 212-66

Optical Modes Ltd.
Modes optiques ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving Shapiro, 4750 Plamondon Avenue, Montreal, Stanley Louis Cytrynbaum, 6325 Somerled Avenue, Montreal, both barristers and solicitors, Carol Partridge, secretary, fille fille majeure in the full enjoyment of all her rights, 4750 Plamondon Avenue, Montreal, and Lawrence Marks, Queen's Counsel, barrister and solicitor, 656 Grosvenro Avenue, Westmount, for the following purposes:

To deal generally, at wholesale only, in optical goods and equipment, under the name of "Optical Modes Ltd.— Modes optiques ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 212-66

Paro incorporée
Paro Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Zoël Babineau, barbier, 915, Dequen, Jean-Paul Lalonde, commis, 396, Noël, et Honoré Dionne, avocat, 403, Arnaud, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Paro incorporée — Paro Incorporated », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 311-66

Paro incorporée
Paro Incorporated

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Zoël Babineau, barber, 915 Dequen, Jean-Paul Lalonde, clerk, 396 Noël, and Honoré Dionne, advocate, 403 Arnaud, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on the business of all products, articles and merchandise, under the name of "Paro incorporée — Paro Incorporated", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 311-66

Pointe Claire Ornamental Iron Works Ltd.
Fabrique de fer ornemental
Pointe-Claire ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Robert Learmont Jamieson, avocat et conseil en Loi de la reine, 15, Westwood Drive, Pointe-Claire, Norman Souaid, avocat, 253, rue Roy, LeMoyne, et Ethel Davies, secrétaire, épouse divorcée de Noël Gwynne Davies, 2122, rue Depatie, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce consistant en la fabrication de fer ornemental et d'acier léger, sous le nom de « Pointe Claire Ornamental Iron Works Ltd.— Fabrique de fer ornemental Pointe-Claire ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 22B, rue St-Joachim, Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 105-66

Pointe Claire Ornamental Iron Works Ltd.
Fabrique de fer ornemental
Pointe-Claire ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Learmont Jamieson, advocate and Queen's Counsel, 15 Westwood Drive, Pointe-Claire, Norman Souaid, advocate, 253 Roy Street, LeMoyne, and Ethel Davies, secretary, wife divorced of Noël Gwynne Davies, 2122 Depatie, Street St-Laurent, for the following purposes:

To carry on the businesses of ornamental and other iron and light steel fabrication, under the name of "Pointe Claire Ornamental Iron Works Ltd.— Fabrique de fer ornemental Pointe-Claire ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 22B St. Joachim Street, Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 105-66

Precision Technical Design Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Harold W. Ashenmil, avocat, 5911, Dolbeau, Montréal, Julian Kotler, avocat, 5510, Robinson, Côte-St-Luc, et Stanley R. Shuster, avocat, 5526, Ashdale,. Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme conseillers et consultants en matière de construction et des industries s'y rattachant, sous le nom de « Precision Technical Design Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4590, avenue Wilson, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 62-66

Precision Technical Design Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harold W. Ashenmil, advocate, 5911 Dolbeau, Montreal, Julian Kotler, advocate, 5510 Robinson, Côte-St-Luc, and Stanley R. Shuster, advocate, 5526 Ashdale, Montreal, for the following purposes:

To act as consultants and advisers in the construction, building and related industries, under the name of "Precision Technical Design Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4590 Wilson Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 62-66

Les Prêts Cap-Diamant inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Émile Lacroix, courtier, 1296, Richard-Turner, Ste-Foy, Normand Tremblay, industriel, 12290, Guertin, Montréal, et Fernand Royer, entrepreneur général, Ste-Hénédine, comté de Dorchester, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de financement, sous le nom de « Les Prêts Cap-Diamant inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1298, avenue Maguire, Sillery, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 281-66

Les Prêts Cap-Diamant inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Émile Lacroix, broker, 1296, Richard-Turner, Ste-Foy, Normand Tremblay, industrialist, 12290, Guertin, Montréal, and Fernand Royer, general contractor, Ste-Hénédine, county of Dorchester, for the following purposes:

To carry on business as a financing company, under the name of "Les Prêts Cap-Diamant inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1298 Maguire Avenue, Sillery, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 281-66

The P'Tit Pierre Snack Bar Ltd.
Le Casse croute P'tit Pierre ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Murray Lapin, avocat et conseil en Loi de la reine, 167, chemin Edgehill, Westmount, Harold Derner, avocat, 47, White Pine Drive, Beaconsfield, et Norman May, avocat, 5748, Eldridge, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « The P'Tit Pierre Snack Bar Ltd.— Le Casse croute P'tit Pierre ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 615, boulevard Dorchester, suite 630, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 279-66

The P'Tit Pierre Snack Bar Ltd.
Le Casse croute P'tit Pierre ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Murray Lapin, advocate and Queen's Counsel, 167 Edgehill Road, Westmount, Harold Derner, advocate, 47 White Pine Drive, Beaconsfield, and Norman May, advocate, 5748 Eldridge, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of restaurateurs, under the name of "The P'Tit Pierre Snack Bar Ltd.— Le Casse croute P'tit Pierre ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 615 Dorchester Boulevard West, suite 630, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 279-66

R. A. J. Equipment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Dr J.-Allan Scott, médecin, 22, Laurier, Étienne Dussault, notaire, 269, Main ouest, et Vena E. Sullivan, infirmière, célibataire, 792, rue George, tous trois de Magog, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles et agir comme garagistes, sous le nom de « R. A. J. Equipment Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Tuque, district judiciaire de St-Maurice.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 359-66

R. A. J. Equipment Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Dr. J.-Allan Scott, physician, 22 Laurier, Étienne Dussault, notary, 269 Main West, and Vena E. Sullivan, nurse, spinster, 792 George Street, all three of Magog, for the following purposes:

To deal in motor vehicles and to do business as garage-keepers, under the name of "R. A. J. Equipment Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at La Tuque, judicial district of St-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 359-66

Reed Gardens Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat et conseil en Loi de la reine, 5654, avenue MacDonald, Hampstead, John Michelin, avocat, 5200, Prince de Galles, Montréal, Micheline Hénault, secrétaire, épouse séparée de biens de Gaston Hénault, 2860, Ekers, Montréal, et Fleurette Major, secrétaire, épouse séparée de biens de Réjean Major, 7659, Chabot, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction et d'immeubles, sous le nom de « Reed Gardens Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions catégorie « A » de $10 chacune, 1,000 actions catégorie « B » de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 348-66

Reed Gardens Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel, 5654 MacDonald Avenue, Hampstead, John Michelin, advocate, 5200 Prince of Wales, Montreal, Micheline Hénault, secretary, wife separate as to property of Gaston Hénault, 2860 Ekers, Montreal, and Fleurette Major, secretary, wife separate as to property of Réjean Major, 7659 Chabot, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Reed Gardens Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 class "A" shares of $10 each, 1,000 class "B" shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 348-66

Restaurant « Le Montagnard » inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Jean-Marc Lessard, restaurateur, Pierrette Blouin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Marc Lessard, tous deux de 10, des Bouleaux, Notre-Dame-des-Laurentides, et Jeanne Tremblay, serveuse de restaurant, épouse séparée de biens de Frédérick Vaillancourt, 2415, Alexandra, app. 7, Giffard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant « Le Montagnard » inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 87, côte Bédard, Notre-Dame-des-Laurentides, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 395-66

Restaurant "Le Montagnard" inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Marc Lessard, restaurateur, Pierrette Blouin, housewife, wife separate as to property of said Jean-Marc Lessard, both of 10 des Bouleaux, Notre-Dame-des-Laurentides, and Jeanne Tremblay, waitress, wife separate as to property of Frédérick Vaillancourt, 2415, Alexandra, apt. 7, Giffard, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant "Le Montagnard" inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 87 Côte Bédard, Notre-Dame-des-Laurentides, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 395-66

Roland Rioux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Roland Rioux, électricien, Irène Bradette, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roland Rioux, tous deux de 171, Bowen, et Louis-Denis Bouchard, avocat, 462, Main ouest, tous trois de Magog, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « Roland Rioux inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 171, rue Bowen, Magog, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 90-66

Roland Rioux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roland Rioux, electrician, Irène Bradette, housewife, wife contractually separate as to property of said Roland Rioux, both of 171, Bowen, and Louis-Denis Bouchard, advocate, 462 Main West, all three of Magog, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Roland Rioux inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 171 Bowen St., Magog, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 90-66

Romdale Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Murray Lapine, avocat et conseil en Loi de la reine, 167, chemin Edgehill, Westmount, Harold Dermer, avocat, 47, White Pine Drive, Beaconsfield, et Norman May, avocat, 5748, avenue Eldridge, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Romdale Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à suite 630, 615, ouest, boulevard Dorchester, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 244-66

Romdale Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Murray Lapin, advocate and Queen's Counsel, 167 Edgehill Road, Westmount, Harold Dermer, advocate, 47 White Pine Drive, Beaconsfield, and Norman May, advocate, 5748 Eldridge Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Romdale Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Suite 630, 615 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 244-66

The M. & S. Ross Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Ida Polisuk, secrétaire, veuve d'âge majeur, 2070, Veniard, St-Laurent, Louis H. Rohrlick avocat et conseil en Loi de la reine, 4300, avenue Western, Westmount, Benjamin J. Greenberg, avocat, 4211, Grand Boulevard, Montréal, et John E. Stephens, secrétaire, fille majeure, 500, 40e Avenue, Lachine, pour les objets suivants:

Faire des placements de toutes sortes, sous le nom de « The M. & S. Ross Corp. », avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 5,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 40,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 320-66

The M. & S. Ross Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ida Polisuk, secretary, widow of the full age of majority, 2070 Veniard, St-Laurent, Louis H. Rohrlick, advocate and Queen's Counsel, 4300 Western Avenue, Westmount, Benjamin J. Greenberg, advocate, 4211 Grand Boulevard, Montreal, and Joan E. Stephens, secretary, spinster of the full age of majority, 500, 40th Avenue, Lachine, for the following purposes:

To make investments of all kinds, under the name of "The M. & S. Ross Corp.", with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 common shares of the par value of $1 each, 5,000 class "A" preferred shares of the par value of $1 each and 40,000 class "B" preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 320-66

S-B Dry Cleaning Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Athanasios Spyroulias, Spiros Spyroulias, Dimitrios Spyroulias, tous trois nettoyeurs, 10860, rue Frigon, et Vassilios Spyroulias, presseur, 6955, Outremont, app. 1, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de nettoyeurs, sous le nom de « S-B Dry Cleaning Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnies est Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 206-66

S-B Dry Cleaning Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Athanasios Spyroulias, Spiros Spyroulias, Dimitrios Spyroulias, all three cleaners, of 10860 Frigon Street, and Vassilios Spyroulias, presser, 6955 Outremont, Apt. 1, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of cleaners, under the name of "S-B Dry Cleaning Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 206-66

St-Paul automobile ltée
St-Paul Automobile Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Paul Lanctôt, administrateur, S-Constant, Simon Paré, administrateur, 10640, L'Acadie, app. 23, Montréal, et Charles-Henri Lanctôt, administrateur, St-Constant, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de garagistes, sous le nom de « St-Paul automobile ltée — St-Paul Automobile Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et 38,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2115, rue de l'Église, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 4976-65

St-Paul automobile ltée
St-Paul Automobile Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Lanctôt, executive, St-Constant, Simon Paré, executive, 10640 L'Acadie, Apt. 23, Montreal, and Charles-Henri Lanctôt, executive, St-Constant, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, under the name of "St-Paul automobile ltée — St-Paul Automobile Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 38,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 2115 de l'Église Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 4976-65

Service des loisirs de Ste-Marie-de-la-Médaille-Miraculeuse

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Émilien Lange, surintendant, 4704, Boyce, Jean-Marie Hébert, opérateur de fournaux, 2570, Théodore, # 6, Léo-Paul Gagnon, outilleur, 2540, Théodore, Roland Sirois, assistant-surintendant, 2372, St-Clément, et Charles LePage, inspecteur en électronique, 2480, St-Clément, tous cinq de Montréal, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Service des loisirs de Ste-Marie-de-la-Médaille-Miraculeuse ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 5593-65

Service des loisirs de Ste-Marie-de-la-Médaille-Miraculeuse

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Émilien Lange, superintendent, 4704 Boyce, Jean-Marie Hébert, furnace operator, 2570 Théodore, # 6, Léo-Paul Gagnon, tool-maker, 2540 Théodore, Roland Sirois, assistant-superintendent, 2372 St-Clément, and Charles LePage, inspector in electronics, 2480 St-Clément, all five of Montreal, for the following purposes:

To organize a recreation centre, under the name of "Service des loisirs de Ste-Marie-de-la-Médaille-Miraculeuse".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province,

14110 5593-65

Service électrique (Val d'Or) inc.
Electric Service (Val d'Or) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Raymond Chevalier, électricien, 528 A, 3e avenue, Gaston Gratton, électricien, 1208, 1re avenue, et Claudette Tremblay, sténographe, épouse contractuellement séparée de biens d'Antoine Perron, 838, 3e avenue, tous trois de Val-d'Or, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « Service électrique (Val d'Or) inc. — Electric Service (Val d'Or) Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 89-66

Service électrique (Val d'Or) inc.
Electric Service (Val d'Or) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Chevalier, electrician, 528 A, 3rd Avenue, Gaston Gratton, electrician, 1208, 1st Avenue, and Claudette Tremblay, stenographer, wife contractually separate as to property of Antoine Perron, 838, 3rd Avenue, all three of Val d'Or, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Service électrique (Val d'Or) inc. — Electric Service (Val d'Or) Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province,

14110 89-66

La Société de gestion Missisquoi inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Monique Lauzière, secrétaire, fille majeure, Rosaire Raymond, transporteur, et Raymond Boily, notaire, tous trois de Cowansville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion, sous le nom de « La Société de gestion Missisquoi inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $5 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $15 chacune.

Le siège social de la compagnie est 127, rue Nord, Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 260-66

La Société de gestion Missisquoi inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Monique Lauzière, secretary, fille majeure, Rosaire Raymond, carrier, and Raymond Boily, notary, all three of Cowansville, for the following purposes:

To carry on business as a management company, under the name of "La Société de gestion Missisquoi inc.", with a total capital-stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $5 each and 1,000 preferred shares of $15 each.

The head office of the company is at 127, North St., Cowansville, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 260-66

Sonmar Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Simon Slajen, constructeur, Marilyn Janson, marchande, épouse séparée de biens dudit Simon Slajen, tous deux de 2455, Henri-Bourassa, Montréal, et Ellen Ball, secrétaire, épouse séparée de biens de Selbourne H. Theed, 140, Queen's Road, Pointe-Claire, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Sonmar Development Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5250, rue Ferrier, chambre 806, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 5570-65

Sonmar Development Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Simon Slajen, builder, Marilyn Janson, merchant, wife separate as to property of the said Simon Slajen, both of 2455 Henri-Bourassa, Montreal, and Ellen Ball, secretary, wife separate as to property of Selbourne H. Theed, 140 Queen's Road, Pointe-Claire, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Sonmar Development Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $10 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 5250 Ferrier Street, Room 806, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 5570-65

Southern Manufacturing Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1965, autorisant la fusion de « Southern Industries Limited » et « S. I. Manufacturing Limited », toutes deux constituées en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes, datées respectivement du 6 août 1946 et du 23 décembre 1965, pour les objets suivants:

Exercer les commerces de manufacturiers de machinerie, fabricants d'outils, fondeurs de cuivre, fondeurs de métal, fabricants de chaudières, constructeurs de moulins, machinistes, forgerons, menuisiers, constructeurs, métallurgistes, peintres et électriciens, sous le nom de « Southern Manufacturing Limited », avec un capital total de $40,100, divisé en 25,100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5800, chemin Côte e Liesse, ville de Mont Royal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 115-66 — 1305/97

Southern Manufacturing Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, letters patent bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, authorizing the amalgamation of "Southern Industries Limited" and "S. I. Manufacturing Limited", both incorporated under the said Part I of the Companies Act, by letters patent, respectively, August 6, 1946, and December 23, 1965, for the following durposes:

To carry on the business of manufacturers of machinery, tool makers, brass founders, metal founders, metal workers, boiler makers, millwrights, machinists, smiths, wood workers, builders, metallurgists, painters and electrical workers, under the name of "Southern Manufacturing Limited", with a total capital stock of $40,100, divided into 25,100 common shares of a par value of $1 each and 150 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the new company is at 5800 Côte de Liesse Road, town of Mount Royal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 115-66 — 1305/97

Les Spécialistes de tournage sur bois inc. The Wood Turning Specialists Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Paul-André Julien, industriel, Cécile Bilodeau, ménagère, épouse dudit Paul-André Julien, tous deux de boulevard Grégoire, Arthabaska, et Gaston Tardif, comptable agréé, 32a, rue Alice, Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tournage ou de sculture industrielle sur bois, sous le nom de « Les Spécialistes de tournage sur bois inc.— The Wood Turning Specialists Inc. », avec un capital total de $25,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Les Spécialistes de tournage sur bois inc. The Wood Turning Specialists Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-André Julien, industrialist, Cécile Bilodeau, housewife, wife of the said Paul-André Julien, both of Grégoire Boulevard, Arthabaska, and Gaston Tardif, chartered accountant, 32a Alice Street, Victoriaville, for the following purposes:

To carry on the business of wood turning and industrial sculpture, under the name of "Les Spécialistes de tournage sur bois inc.— The Wood Turning Specialists Inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est boulevard Grégoire, Arthabaska, district judiciaire d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 5592-65

Sullipek Mines Inc.
(No Personal Liability)
Les Mines Sullipek inc.
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Theodore William Martinson, commis, 4217, avenue Western, Westmount, Colin Richard Chisholm, commis, 2534, boulevard Pie IX, Montréal, Guy Ambrose Miller, commis en loi, 1300, chemin De Carillon, St-Bruno-de-Montarville, Ernest William Mockridge, gérant, 512, Le Royer, St-Lambert, Clifford George Meek, comptable, 3101, avenue Maplewook, Montréal, Charles Eric Humphrey, comptable, 7376, avenue Truman, Verdun, Donald Harry Bunker, gérant de perception, 728, rue Boissy, St-Lambert, Ian Francis, contrôleur, 4683, avenue Grosvenor, Westmount, Peter Harold Doherty, teneur de livres, 2035, avenue Trenholme, Montréal, André Guertin, commis en loi, 222, Lacharité, LaSalle, et William Patrick Creagh, commis en loi, 919, chemin Caledonia, Mont Royal, pour les objets suivants:

Prospecter et explorer pour la découverte de mines et minéraux, sous le nom de « Sullipek Mines Inc. » (No Personal Liability) — « Les Mines Sullipek inc. » (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de $3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 266-66

Super-marché Sam inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Jean-Pierre Lefebvre, courtier d'assurances, 1275, Chanteclerc, St-Bruno-de-Montarville, Gaétan Trudel, commerçant, 190, de Grandmont, et Marcel Roy, homme d'affaires, 384, Julien, ces deux derniers de Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Super-marché Sam inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 260 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 180, de Grandmont, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 96-66

Tac Machine Shop Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1966,

The head office of the company is at Grégoire Boulevard, Arthabaska, judicial district of Arthabaska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 5592-65

Sullipek Mines Inc.
(No Personal Liability)
Les Mines Sullipek inc.
(Libre de responsabilité personnelle)

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Theodore William Martinson, clerk, 4217 Western Avenue, Westmount, Colin Richard Chisholm, clerk, 2534 Pie IX Boulevard, Montreal, Guy Ambrose Miller, law clerk, 1300 De Carillon Road, St-Bruno-de-Montarville, Ernest William Mockridge, manager, 512 Le Royer, St-Lambert, Clifford George Meek, accountant, 3101 Maplewood Avenue, Montreal, Charles Eric Humphrey, accountant, 7376 Truman Avenue, Verdun, Donald Harry Bunker, collection manager, 728 Boissy Street, St-Lambert, Ian Francis, controller, 4683 Grosvenor Avenue, Westmount, Peter Harold Doherty, bookkeeper, 2035 Trenholme Avenue, Montreal, André Guertin, law clerk, 222 Lacharité, LaSalle, and William Patrick Creagh, law clerk, 919 Caledonia Road, Mount Royal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Sullipek Mines Inc." (No Personal Liability) — "Les Mines Sullipek inc." (Libre de responsabilité personnelle), with a total capital stock of $3,000,000, divided into 3,000,000 shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 266-66

Super-marché Sam inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Pierre Lefebvre, insurance broker, 1275 Chanteclerc, St-Bruno-de-Montarville, Gaétan Trudel, trader, 190 de Grandmont, and Marcel Roy, businessman, 384 Julien, the latter two of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Super-marché Sam inc." with a total capital stock of $30,000, divided into 400 common shares of $10 each and 260 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 180 de Grandmont, Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 96-66

Tac Machine Shop Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incor-

constituant en corporation: Vincent Desjardins, industriel, Yvette Lauzé, ménagère, épouse séparée de biens dudit Vincent Desjardins, tous deux de 264, rue Montigny, et Normand Desjardins, machiniste, 256, rue Montigny, tous trois de Saint-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de machines, outils et appareils et faire affaires comme quincailliers, sous le nom de « Tac Machine Shop Inc. », avec un capital divisé en 2,000 actions sans valeur nominale et en 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 264, rue Montigny, Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 5323-65

Taverne La Remise inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Luc Cloutier, comptable agréé, Thérèse Cloutier, ménagère, épouse séparée de biens dudit Luc Cloutier, tous deux de 11724, Poincaré, et Maurice Langlais, administrateur, 5089, Charlemagne, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Taverne La Remise inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 540, rue Boucher, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 304-66

Taxi St-Louis ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Louis A. Gendreau, 116, Moreau, Roméo Bélanger, 25, Rouleau, Léonard Lévesque, 34, Dollard, Lucien Lévesque, 52, Dollard, Aurèle Lepage, 549, Lasalle, tous cinq taxis, et André P. Casgrain, avocat, rue de la Sapinière, tous six de Rimouski, pour les objets suivants:

Exploiter une station de taxis, sous le nom de « Taxi St-Louis ltée », avec un capital total de $30,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 272-66

Le théâtre lyrique de Montréal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Melvin Rothman, avocat, 638, avenue Roslyn, Westmount, Alan Golden, avocat, 4067, avenue Vendôme, Montréal, Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure, 4650, avenue Madison, Montréal, et Eleanor Johnson, secrétaire, fille majeure, 5020, avenue Clanranald, Montréal, pour les objets suivants:

porating: Vincent Desjardins, industrialist, Yvette Lauzé, housewife, wife separate as to property of the said Vincent Desjardins, both of 264 Montigny Street, and Normand Desjardins, machinist, 256 Montigny Street, all three of Saint-Jérôme, for the following purposes:

To carry on the business of all kinds of machines, tools and apparatus and to deal in hardware, under the name of "Tac Machine Shop Inc.", with a capital stock divided into 2,000 shares without nominal value and 900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 264 Montigny Street, Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 5323-65

Taverne La Remise inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Luc Cloutier, chartered accountant, Thérèse Cloutier, housewife, wife separate as to property of said Luc Cloutier, both of 11724 Poincaré, and Maurice Langlais, executive, 5089 Charlemagne, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Taverne La Remise inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 540 Boucher St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 304-66

Taxi St-Louis ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis A. Gendreau, 116 Moreau, Roméo Bélanger, 25 Rouleau, Léonard Levesque, 34 Dollard, Lucien Lévesque, 52 Dollard, Aurèle Lepage, 549 Lasalle, all five taxis drivers, and André P. Casgrain, advocate, de la Sapinière St., all six of Rimouski, for the following purposes:

To operate a taxi service station, under the name of "Taxi St-Louis ltée", with a total capital stock of $30,000, divided into 3,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 272-66

Le théâtre lyrique de Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Melvin Rothman, advocate, 638 Roslyn Avenue, Westmount, Alan Golden, advocate, 4067 Vendôme Avenue, Montreal, Yvonne Bélanger, secretary, fille majeure, 4650 Madison Avenue, Montreal, and Eleanor Johnson, secretary, fille majeure, 5020 Clanranald Avenue, Montreal, for the following purposes:

Exercer un commerce qui consiste à fournir des distractions au public, sous le nom de « Le théâtre lyrique de Montréal inc. », avec un capital total de $21,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 149-66

To carry on business which consists in supplying the public with amusement, under the name of "Le théâtre lyrique de Montréal inc.", with a total capital stock of $21,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 149-66

Thériault auto inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1965, constituant en corporation: Lucien Thériault, garagiste, Estelle Pelletier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Lucien Thériault, tous deux de Ste-Perpétue-de-L'Islet, et Claude Bélanger, gérant de service, St-Damase-de-L'Islet, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Thériault auto inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,600 actions ordinaires de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Perpétue, comté de L'Islet, district judiciaire de Montmagny.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 5709-65

Thériault auto inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lucien Thériault, garage keeper, Estelle Pelletier, housewife, wife contractually separate as to property of said Lucien Thériault, both of Ste-Perpétue-de-L'Islet, and Claude Bélanger, service manager, St-Damase-de-L'Islet, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, and to act as garage keepers, under the name of "Thériault auto inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,600 common shares of $25 each.

The head office of the company is at Sainte-Perpétue, county of L'Islet, judicial district of Montmagny.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 5709-65

Tomar Investments Ltd.
Les Investissements Tomar ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1965, constituant en corporation: James Gibb Stewart, avocat et conseil en Loi de la reine, Raymond Crépault, avocat et conseil en Loi de la reine, et Thomas Justin McKenna, avocat, tous trois de 507, place d'Armes, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de « Tomar Investments Ltd. — Les Investissements Tomar ltée », avec un capital actions divisé en 100 actions ordinaires sans valeur au pair, 3,980 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et 100 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont Royal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 5421-65

Tomar Investments Ltd.
Les Investissements Tomar ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: James Gibb Stewart, advocate and Queen's Counsel, Raymond Crépault, advocate and Queen's Counsel, and Thomas Justin McKenna, advocate, all three of 507 Place d'Armes, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Tomar Investments Ltd. — Les Investissements Tomar ltée", with a capital stock divided into 100 common shares without par value, 3,980 class "A" preferred shares of the par value of $10 each and 100 class "B" preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Mount Royal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 5421-65

P.-E. Vachon ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Paul-Eugène Vachon, marchand, Juliette Lehoux, ménagère, épouse dudit Paul-Eugène Vachon, et Louis-Arthur Lehoux, commis, tous trois de St-Elzéar, comté de Beauce, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « P.-E. Vachon ltée », avec un capital total de

P.-E. Vachon ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-Eugène Vachon, merchant, Juliette Lehoux, housewife, wife of said Paul-Eugène Vachon, and Louis-Arthur Lehoux, clerk, all three of St-Elzéar, county of Beauce, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "P.-E. Vachon ltée", with a total

$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Elzéar, district judiciaire de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 148-66

Valcartier Village Youth Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Martin Hicks, commis de bureau, James Monaghan, assistant gérant de la circulation, Donald McKinley, camionneur général, Clarence Monaghan, électricien, Nancy Smith, étudiante infirmière, fille majeure, Eva McBain, étudiante infirmière, et Helen Corrigan, institutrice, fille majeure, tous sept de St-Gabriel-de-Valcartier (Valcartier Village), pour les objets suivants:

Établir et maintenir un club de jeunes d'un caractère social, athlétique et sportif ou autre chose du même genre, sous le nom de « Valcartier Village Youth Club Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder et détenir est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à St-Gabriel-de-Valcartier (Valcartier Village), district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 5581-65

Vanguard Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1966, constituant en corporation: Julius Briskin, avocat et conseil en Loi de la reine, 134, chemin Finchley, Hampstead, Arthur Yanofsky, avocat, 5872, Ferncroft, Hampstead, Grace Blackett, 1451, Closse, Montréal, et June Williams, 1230, Quenneville, St-Laurent, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Vanguard Industries Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 138-66

Westbury College

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1965, constituant en corporation: Boris J. Berbrier, avocat, 4851, rue Fulton, Montréal, Horace Friedman, avocat, 7497, chemin Briar, Côte-St-Luc, et Stephen Harper, avocat, 5501, avenue Randall, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et administrer une institution d'enseignement comme une ou des écoles privées pour des fins éducatives, sous le nom de « Westbury College », avec un capital-actions

capital stock of $40,000, divided into 2,000 common of $10 and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at St-Elzéar, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 148-66

Valcartier Village Youth Club Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Martin Hicks, office clerk, James Monaghan, assistant circulation manager, Donald McKinley, general trucker, Clarence Monaghan, electrician, Nancy Smith, student nurse, fille majeure, Eva McBain, student nurse, fille majeure, and Helen Corrigan, school-teacher, fille majeure, all seven of St-Gabriel-de-Valcartier (Valcartier Village), for the following purposes:

To establish and maintain youth club of a social, athletic and sporting character or the like, under the name of "Valcartier Village Youth Club Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at St-Gabriel-de-Valcartier (Valcartier Village), judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 5581-65

Vanguard Industries Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Julius Briskin, advocate and Queen's Counsel, 134 Finchley Road, Hampstead, Arthur Yanofsky, advocate, 5872 Ferncroft, Hampstead, Grace Blackett, 1451 Closse, Montreal, and June Williams, 1230 Quenneville, St-Laurent, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Vanguard Industries Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 138-66

Westbury College

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Boris J. Berbrier, advocate, 4851 Fulton Street, Montreal, Horace Friedman, advocate, 7497 Briar Road, Côte-St-Luc, and Stephen Harper, advocate, 5501 Randall Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To establish, maintain and administer an institution of learning as a private school or schools for educational purposes, under the name of "Westbury College", with a capital stock divided

divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5047, chemin Queen Mary, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 2063-65

into 5,000 common shares having no par value and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 5047 Queen Mary Road, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 2063-65

Letters patentes supplémentaires

L'Agence de sécurité Phillips inc.
Phillips Security Agency Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de décembre 1965, à la compagnie « L'Agence de sécurité Phillips inc. — Phillips Security Agency Inc. », augmentant son capital de $100,000 à $600,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 47,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 2346-64 — 1306/119

L'Association des commissions scolaires Saguenay-Lac-St-Jean inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de décembre 1965, à « L'Association diocésaine des commissions scolaires du diocèse de Chicoutimi inc. », constituée en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite Loi des compagnies par lettres patentes en date du 30e jour d'octobre 1961, changeant son nom en celui de « L'Association des commissions scolaires Saguenay-Lac-St-Jean inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 14832-61 — 1306/81

Compagnie de fabrication sur commande de Pincourt ltée
Custom Fittings Company of Pincourt Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31e jour de décembre 1965, à la compagnie « Compagnie de fabrication sur commande de Pincourt ltée — Custom Fittings Company of Pincourt Ltd. », augmentant son capital de $40,000 à $70,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 1536-65 — 1306/126

Crédit Sept-Ilien inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de décembre 1965, à la compagnie « Crédit Sept-Ilien inc. », augmentant son capital de $40,000 à

Supplementary Letters Patent

L'Agence de sécurité Phillips inc.
Phillips Security Agency Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "L'Agence de sécurité Phillips inc. — Phillips Security Agency Inc.", increasing its capital stock from $100,000 to $600,000, the additional share capital being divided into 2,500 common shares of a nominal value of $10 each and 47,500 preferred shares of a nominal value of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 2346-64 — 1306/119

L'Association des commissions scolaires Saguenay-Lac-St-Jean inc.

Notice is given that, under the provisions of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "L'Association diocésaine des commissions scolaires du diocèse de Chicoutimi inc.", incorporated under the provisions of Part III of the said Companies Act by letters patent dated the 30th day of October, 1961, changing its name to that of "L'Association des commissions scolaires Saguenay-Lac-St-Jean inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 14821-61 — 1306/81

Compagnie de fabrication sur commande de Pincourt ltée
Custom Fittings Company of Pincourt Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Compagnie de fabrication sur commande de Pincourt ltée — Custom Fittings Company of Pincourt Ltd.", increasing its capital from $40,000 to $70,000, the additional capital stock being divided into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 1536-65 — 1306/126

Crédit Sept-Ilien inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Crédit Sept-Ilien inc.", increasing its capital stock from $40,000 to

$120,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 8,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 14272-62 — 1306/130

Garage National de St-Georges incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de décembre 1965, à la compagnie « Garage National de St-Georges incorporée », étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 13493-51 — 1306/58

Henri Harwood & compagnie (ltée)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de décembre 1965, à la compagnie « Henri Harwood & compagnie (ltée) », augmentant son capital de $39,000 à $79,000, le capital-actions additionel étant divisé en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 1775-49 — 1306/59

Kenwood's Moving & Storage Ltd.
Déménagement & entreposage
Kenwoods ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de décembre 1965, à la compagnie « Kenwood's Moving & Storage Ltd.— Déménagement & entreposage Kenwoods ltée, » augmentant son capital de $99,000 à $174,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 75,000 actionsprivilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 1018-27 — 1306/136

Joseph Lamarche inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de décembre 1965, à la compagnie « Joseph Lamarche inc. », augmentant son capital de $50,000 à $55,000, le capital-actions additonnel étant divisé en 500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 8599-46 — 1306/137

Lévis automobile inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de décembre 1965, à la compagnie « Lévis automobile inc. », augmentant son capital de $40,000 à $140,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 7530-47 — 1306/63

$120,000, the additional share capital being divided into 8,000 common shares of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 14272-62 — 1306/130

Garage National de St-Georges incorporée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Garage National de St-Georges incorporée", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 13493-51 — 1306/58

Henri Harwood & compagnie (ltée)

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Henri Harwood & compagnie (ltée)", increasing its capital stock from $39,000 to $79,000, the additional share capital being divided into 400 preferred shares of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 1775-49 — 1306/59

Kenwood's Moving & Storage Ltd.
Déménagement & entreposage
Kenwoods ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Kenwood's Moving & Storage Ltd.— Déménagement & entreposage Kenwoods ltée", increasing its capital from $99,000 to $174,000, the additionnel capital stock being divided into 75,000 preferred shares of a par value of $1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 1018-27 — 1306/136

Joseph Lamarche inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Joseph Lamarche inc.", increasing its capital stock from $50,000 to $55,000, the additionnel share capital being divided into 500 preferred shares of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 8599-46 — 1306/137

Lévis automobile inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Lévis automobile inc.", increasing its capital stock from $40,000 to $140,000, the additionnel share capital being divided into 1,000 preferred shares of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 7530-47 — 1306/63

Peltier Handling Equipment compagnie limitée
Peltier Handling Equipment Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de décembre 1965, à la compagnie « Peltier Handling Equipment compagnie limitée — Peltier Handling Equipment Company Limited », 1° subdivisant ses 253 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune en 2,530 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune; 2° augmentant son capital de $25,300 à $100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,970 actions d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 3243-48 — 1306/138

Les Placements Collectifs inc.
Collective Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de décembre 1965, à la compagnie « Les Placements Collectifs inc. », constituée par lettres patentes en date du 5e jour de juillet 1956, 1° changeant son nom en celui de « Les Placements Collectifs inc.— Collective Investments Inc. »; 2° réduisant son capital par l'annulation de 908 actions classe « A » d'une valeur nominale de $100 chacune; 3° subdivisant ses 992 actions classe « A » non émises d'une valeur nominale de $100 chacune en 992,000 actions classe « A » sans valeur nominale; 4° augmentant son capital par la création de 8,000 actions classe « A » sans valeur nominale; 5° modifiant les droits afférents aux actions classe « A » et classe « B ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 5734-65 — 1306/12

Ludger Porlier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de décembre 1965, à la compagnie « Ludger Porlier inc. », augmentant son capital de $40,000 à $100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 600 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chcune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 12839-54 — 1306/139

Quebec Terminals Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de décembre 1965, à la compagnie « Quebec Terminals Ltd. », 1° réduisant son capital de $100,000 à $60,000, par l'annulation de 400 actions catégorie « A » de $100 chacune; 2° convertissant ses 50 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $100 chacune en 50 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune; 3° subdivisant ses 550 actions ordinaires d'une

Peltier Handling Equipment compagnie limitée
Peltier Handling Equipment Company Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Peltier Handling Equipment compagnie limitée — Peltier Handling Equipment Company Limited", 1. subdividing its 253 common shares of a nominal value of $100 each into 2,530 common shares of a nominal value of $10 each; 2. increasing its capital stock from $25,300 to $100,000, the additional share capital being divided into 4,970 shares of a nominal value of $10 each; and 2,500 preferred shares of a nominal value of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 3243-48 — 1306/138

Les Placements Collectifs inc.
Collective Investments Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Placements Collectifs inc.", incorporated by letters patent dated the 5th day of July, 1956, 1. changing its name to that of "Les Placements Collectifs inc.— Collective Investments Inc."; 2. reducing its capital stock by the cancellation of 908 class "A" shares of a nominal value of $100 each; 3. subdividing its 992 unissued class "A" shares of a nominal value of $100 each into 992,000 class "A" shares of no nominal value; 4. increasing its capital stock by the creation of 8,000 class "A" shares of no nominal value; 5. amending the rights attached to class "A" and class "B" shares.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 5734-65 — 1306/12

Ludger Porlier inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Ludger Porlier inc.", increasing its capital stock from $40,000 to $100,000, the additionnel share capital being divided into 600 preferred shares of a nominal value of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 12839-54 — 1306/139

Quebec Terminals Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Quebec Terminals Ltd.", 1. reducing its capital from $100,000 to $60,000 by the cancellation of 400 class "A" shares of $100 each; 2. converting its 50 class "B" preferred shares of a par value of $100 each into 50 preferred shares of a par value of $100 each; 3. subdividing its 550 common shares of a par value of $100 each into 55,000 common shares

valeur au pair de $100 chacune en 55,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune; 4° augmentant son capital de $60,000 à $555,000, par la création de 4,950 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune; 5° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 3886-52 — 1306/18

Riveredge Village Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de décembre 1965, à la compagnie « Riveredge Village Inc. », augmentant son capital de $1,010 à $2,501,010, le capital-actions additionnel étant divisé en 500,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $5 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 3014-63 — 1306/140

Savoy Shoe Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31e jour de décembre 1965, à la compagnie « Savoy Shoe Company Limited », augmentant son capital de $40,000 à $115,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 750 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 11491-57 — 1307/1

Terry Burners Inc.
Brûleurs Terry inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de janvier 1966, à la compagnie « Terry Burners Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 23e jour d'août 1951, changeant son nom en celui de « Terry Burners Inc. — Brûleurs Terry inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 11464-61 — 1306/114

Transmaris Holding and Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31e jour de décembre 1965, à la compagnie « Wolkswagen Sales & Service Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 2e jour de décembre 1952, 1° changeant son nom en celui de « Transmaris Holding and Investment Corpotion »; 2° modifiant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 16499-52 — 1307/2

Vêtements Pierre ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10e jour

of a par value of $1 each; 4. increasing its capital from $60,000 to $555,000, by the creation of 4,950 preferred shares of a par value of $100 each; 5. modifying the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 3886-52 — 1306/18

Riveredge Village Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Riveredge Village Inc.", increasing its capital from $1,010 to $2,501,010, the additional capital stock being divided into 500,000 class "B" shares of a par value of $5 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 3014-63 — 1306/140

Savoy Shoe Company Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Savoy Shoe Company Limited", increasing its capital stock from $40,000 to $115,000, the additional share capital being divided into 750 preferred shares of a nominal value of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 11491-57 — 1307/1

Terry Burners Inc.
Brûleurs Terry inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of January, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Terry Burners Inc.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of August, 1951, changing its name to that of "Terry Burners Inc. — Brûleurs Terry inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 11464-61 — 1306/114

Transmaris Holding and Investment Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of December, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Wolkswagen Sales & Service Ltd.", incorporated by letters patent dated the 2nd day of December, 1952, 1. changing its name to that of "Transmaris Holding and Investment Corporation"; 2. modifying its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 16499-52 — 1307/2

Vêtements Pierre ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of December, 1965, have been issued gy the Lieutenant-Governor

de décembre 1965, à la compagnie « Vêtements Pierre Tardif ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 4e jour de novembre 1965, changeant son nom en celui de « Vêtements Pierre ltée ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110 4875-65 — 1307/3

of the Province to "Vêtements Pierre Tardif ltée", incorporated by letters patent dated the 4th day of November, 1965, changing its name to that of "Vêtements Pierre ltée".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110-o 4875-65 — 1307/3

Avis

L'Église Baptiste de St-Constant

Avis est, par les présentes, donné que L'Église Baptiste de St-Constant, une congrégation baptiste, ayant sa place de services à Montée Griffin et rang St-Ignace, municipalité de St-Constant, comté de Laprairie, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour être incorporé sous le nom de « L'Église Baptiste de St-Constant », conformément aux dispositions du chapitre 305, S.R.Q. 1964.

Les Procureurs de la requérante,
HUTCHESON, JOHNSTON, TODD & DURSO.

13743-5-5-o

The Church of Jesus Christ of Latter-day Saints

Avis est par les présentes donné que Lamont F. Toronto, de Toronto, président de la mission canadienne des Mormons, Robert F. Ferris, de Québec, missionnaire, et John A. Armstrong, de Toronto, conseiller du président de la mission canadienne, s'adresseront au Lieutenant-gouverneur en conseil pour demander leur constitution en une corporation religieuse sous le nom de « The Church of Jesus Christ of Latter-day Saints ».

Québec, 16 février 1966.

Les Procureurs des requérants,
LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE, BIENVENUE, PRICE, DELISLE & LARUE.

14026-8-5-o

Leonard Norman Burofsky

Prenez avis que Leonard Norman Burofsky, de la cité de Saint-Laurent, district de Montréal, demandera au Lieutenant-gouverneur en conseil, sous la Loi de changement de nom, de changer son nom à « Leonard Norman Burrows ».

Montréal, 17 février, 1966.

Les Procureur du requérant,
TINKOFF, SEAL, SHAPOSNICK & MOSCOWITZ.

14035-8-2-o

Stephen Burofsky

Prenez avis que Stephen Burofsky, de la cité de Saint Laurent, district de Montréal, demandera au Lieutenant-gouverneur en conseil, sous la Loi de changement de nom, de changer son nom à « Stephen Burrows ».

Montréal, 17 février 1966.

Les Procureur du requérant,
TINKOFF, SEAL, SHAPOSNICK & MOSCOWITZ.

14036-8-2-o

René Veinberg

Avis est donné que René Veinberg, courtier en immeubles, résidant à 5852, Place Plantagenet, Montréal, s'adressera au Lieutenant-gouverneur en conseil de la Province de Québec, afin d'obtenir un décret changeant son nom en celui de « René Valmont », lequel changement de

Notices

L'Église Baptiste de St-Constant

Notice is hereby given that L'Église Baptiste de St. Constant, a Baptist Congregation having its place of worship at Montée Griffin and rang St. Ignace, municipality of St. Constant, county of Laprairie, shall apply to the Lieutenant-Governor in Council for incorporation under the name of "L'Église Baptiste de St.-Constant", in conformity with the provisions of chapter 305 R.S.Q. 1964.

HUTCHESON, JOHNSTON, TODD & DURSO,
Attorneys for the petitioner.

13743-5-5-o

The Church of Jesus Christ of Latter-day Saints

Notice is hereby given that Lamont F. Toronto, from Toronto, president of the Canadian Mission of the Mormons, Robert F. Ferris, from Quebec, missionary, and John A. Armstrong, from Toronto, assistant to the President of the Canadian Mission, will apply to the Lieutenant-Governor in council for their incorporation as a religious corporation under the name of "The Church of Jesus Christ of Latter-day Saints".

Quebec, February 16, 1966.

LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE, BIENVENUE, PRICE, DELISLE & LARUE,
Attorneys for applicants.

14026-8-5-o

Leonard Norman Burofsky

Take notice that Leonard Norman Burofsky, of the city of Saint-Laurent, district of Montreal, will make application to the Lieutenant-Governor in Council, under the change of name Act, to change his name to "Leonard Norman Burrows".

Montreal, February 17, 1966.

TINKOFF, SEAL, SHAPOSNICK & MOSCOWITZ,
Attorneys for applicants.

14035-8-2-o

Stephen Burofsky

Take notice that Stephen Burofsky, of the city of Saint Laurent, district of Montreal, will make application to the Lieutenant-Governor in council, under the change of name Act, to change his name to "Stephen Burrows."

Montreal, February 17, 1966.

TINKOFF, SEAL, SHAPOSNICK & MOSCOWITZ,
Attorneys for applicants.

14036-8-2-o

René Veinberg

Notice is hereby given that René Veinberg, Real Estate Broker, residing at 5852 Plantagenet Place, Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in council of the Province of Quebec, for an order changing his name to "René Valmont", which change of name shall also apply

nom s'appliquera également à son épouse, née Jeannette Fainboim-Felberg, et à sa fille, Jacqueline Veinberg, de la même adresse.

Montréal, le 18ième jour de février 1966.

Les Procureurs du requérant,
DESJARDINS, DUCHARME, CHOQUETTE,
14037-8-2-o DESJARDINS & CORDEAU.

Marie Claudette Louise Gauvreau

Avis est, par les présentes, donné que « Marie Claudette Louise Gauvreau », ménagère, domiciliée et résidant à 25 ouest, rue des Saules, Québec, s'adressera à l'honorable Secrétaire de la Province de Québec, pour l'obtention d'un décret du Lieutenant-gouverneur en conseil, devant changer son nom en celui de « Marie-Claudette-Louise Montes ».

Québec, le 17 février 1966.

Les Procureurs de la requérante,
14070-8-2-o GRAVEL, THOMSON & GRAVEL.

Antonio Jurinick

Avis est par les présentes donné que « Antonio Jurinick », commis, homicilié et résidant au numéro 310 rue Principale à Granby, demandera au Lieutenant-gouverneur en conseil, par une pétition adressée au Secrétaire Provincial, de changer son nom en celui de « Antonio Carbonneau », par un arrêté ministériel. Ce changement concernera également Joseph, Théobald, Alain Jurinick, fils mineur de moins de quatorze ans, du requérant, district de Bedford.

Granby, ce 18 février 1966.

Les Procureurs du requérant,
LIZOTTE, MARCHESSAULT, ARSENAULT,
14071-8-2-o LAGACÉ & POUSSARD.

Leo Sedlezky

Prenez avis que Leo Sedlezky, 4395 Rosedale, Montréal, Québec, fera application au secrétaire de la province de Québec, pour que son nom, celui de sa femme, Evelyn, et de leur fils, John Gerald, soit changé en « Sedley ».

14085-8-2-o

to his wife, née Jeannette Fainboim-Felberg, and to his daughter, Jacqueline Veinberg, of the same address.

Montreal, this 18th day of February, 1966.

DESJARDINS, DUCHARME, CHOQUETTE,
DESJARDINS & CORDEAU,
14037-8-2-o *Attorneys for petitioner.*

Marie Claudette Louise Gauvreau

Notice is hereby given that "Marie Claudette Louise Gauvreau", housewife, domiciled and residing at 25 des Saules Street, West, Quebec, will apply to the Honourable Secretary of the Province of Quebec to obtain a decree from the Lieutenant-Governor in Council changing her name to that of "Marie-Claudette-Louise Montes".

Quebec, February 17, 1966.

GRAVEL, THOMSON & GRAVEL,
14070-8-2 *Attorneys for the petitioner.*

Antonio Jurinick

Notice is hereby given that "Antonio Jurinick", clerk, domiciled and residing at number 310 Main Street, at Granby, will apply to the Lieutenant-Governor in Council, by a petition addressed so the Provincial Secretary, to change his name to that of "Antonio Carbonneau", by an Order in Council. This change will affect also Joseph, Théobald, Alain Jurinick, minor son of less than fourteen years, of the petitioner, district of Bedford.

Granby, February 18, 1966.

LIZOTTE, MARCHESSAULT, ARSENAULT,
LAGACÉ & POUSSARD,
14071-8-2 *Attorney for the petitioner.*

Leo Sedlezky

Take notice that Leo Sedlezky, of 4395 Rosedale, Montreal, Quebec, will make application to the Secretary of the Province of Quebec to change his name, his wife's Evelyn, and their son's John Gerald, to that of "Sedley".

14085-8-2-o

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse d'Économie Hodelau

(*Erratum*)

Dans l'avis de formation de la Caisse d'épargne et de crédit ci-haut mentionnée, publié dans la *Gazette officielle de Québec* le 26 février 1966, à la page 1293, veuillez corriger le nom de cette caisse en remplaçant le mot « Hodeleau » par le mot « Hodelau », le nom de cette caisse devant se lire: « Caisse d'Économie Hodelau ».

14087-x

Caisse d'Économie des employés de la Régie des Alcools du Québec «Québec»

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse d'Économie des employés de la Régie des Alcools du Québec « Québec ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les employés de la Régie des Alcools de la ville de Québec.

Savings and Credit Unions

Caisse d'Économie Hodelau

(*Erratum*)

In the notice of the formation of the Savings and Credit Union above-mentioned, published in the *Quebec Official Gazette* on February 26, 1966, on page 1293, please correct the name of this union by replacing the word "Hodeleau" by the word "Hodelau", the name of this union reading: "Caisse d'Économie Hodelau".

14087-x

Caisse d'Économie des employés de la Régie des Alcools du Québec "Québec"

(*Savings and credit Unions Act*)

Notice is given that the Provincial Secretary has approved the formation of a savings and credit union "Caisse d'Économie des employés de la Régie des Alcools du Québec "Québec".

The group in which the union will recruit its members will be the employees of the Liquor Board of the city of Quebec.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Québec, Québec, dans le district électoral de Québec-Est.

Québec, le 25 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
14163-o RAYMOND DOUVILLE.

The head office of this savings and credit union is situated at Quebec, Quebec, in the electoral district of Quebec-East.

Quebec, February 25, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
14163 *Assistant Secretary of the Province.*

Chartes — Abandon de

Marché St. Augustin Inc.

Avis est donné par les présentes que « Marché St. Augustin Inc. », une corporation constituée d'après la Loi des compagnies du Québec, et ayant son bureau-chef dans la cité de Montréal, fera application auprès du Procureur-Général de la Province de Québec pour obtenir la permission de rendre sa chartre selon les provisions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, Québec, ce 18e jour de février, 1966.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
14111-o MAX KARPMAN.

La Nouveauté Inc.

Avis est donné conformément à la Loi des compagnies de Québec, que « La Nouveauté Inc. », à 333 rue St-Joseph, La Tuque, demandera au secrétaire de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à La Tuque, ce 21e jour de février 1966.

Le Procureur de la compagnie,
14112-o C. R. DUCHARME, C.R.

Phillip Ruttenberg Inc.

Avis est donné que la compagnie « Phillip Ruttenberg Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 23e jour de février, 1966.

Phillip Ruttenberg Inc.
Le Procureur de
14113-o CHARLES WOLFSON, C.R.

The Fairbanks Diesel Company Ltd.

Avis est donné que la compagnie « The Fairbanks Diesel Company Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 23e jour de février 1966.

Les Procureurs de la requérante,
CHISHOLM, SMITH, DAVIS, ANGLIN,
14119 LAING, WELDON & COURTOIS.

The Fairbanks Pump Company Ltd.

Avis est donné que la compagnie « The Fairbanks Pump Company Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec

Charters — Surrender of

Marché St. Augustin Inc.

Notice is hereby given that "Marché St. Augustin Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, Quebec, this 18th day of February, 1966.

(Seal) MAX KARPMAN,
14111-o *Secretary.*

La Nouveauté Inc.

Notice is hereby given that "La Nouveauté Inc.", 333 St. Joseph St. La Tuque, will apply to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at La Tuque, this 21st day of February, 1966.

C. R. DUCHARME, Q.C.,
14112-o *Attorney for the company.*

Phillip Ruttenberg Inc.

Notice is hereby given that "Phillip Ruttenberg Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 23rd day of February, 1966.

Phillip Ruttenberg Inc.
CHARLES WOLFSON, Q.C.,
14113-o *Attorney for.*

The Fairbanks Diesel Company Ltd.

Notice is hereby given that "The Fairbanks Diesel Company Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 23rd day of February, 1966.

CHISHOLM, SMITH, DAVIS, ANGLIN,
LAING, WELDON & COURTOIS,
14119-o *Attorneys for the applicant.*

The Fairbanks Pump Company Ltd.

Notice is hereby given that "The Fairbanks Pump Company Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office of the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of

pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 23e jour de février 1966.

Les Procureurs de la requérante,
CHISHOLM, SMITH, DAVIS, ANGLIN,
14120 LAING, WELDON & COURTOIS.

The Fairbanks Scale Company Ltd.

Avis est donné que la compagnie « The Fairbanks Scale Company Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 23e jour de février 1966.

Les Procureurs de la requérante,
CHISHOLM, SMITH, DAVIS, ANGLIN,
14121 LAING, WELDON & COURTOIS.

La Société d'Orthopédie et de Traumatologie de la Province de Québec

Prenez avis que « La Société d'Orthopédie et de Traumatologie de la Province de Québec », incorporée en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 24e jour de février 1966.

Le Secrétaire,
14122-o ANDRÉ DEROME, M.D.

L'Association des Allergistes de la Province de Québec

Prenez avis que « L'Association des Allergistes de la Province de Québec », incorporée en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 25e jour de février 1966.

Le Secrétaire,
14145-o FRANÇOIS LÉGER, M.D.

Ruco Construction Inc.

Prenez avis que la compagnie « Ruco Construction Inc. », demandera au secrétaire de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte suivant la Loi des compagnies de Québec.

Québec, le 25 février 1966.

Le Secrétaire de la compagnie,
14146-o HUBERT WALTERS.

Rogers Frères Ltd.

Avis est donné par les présentes que « Rogers Frères Ltd. », constituée une corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 18e jour de février 1966.

La Secrétaire,
14147-o MARGARET MCMARTIN.

The Mill Coffee Shops Inc.

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies, telle qu'amendée, la compagnie « The

Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 23rd day of February, 1966.

CHISHOLM, SMITH, DAVIS, ANGLIN,
LAING, WELDON & COURTOIS,
14120-o *Attorneys for the applicant.*

The Fairbanks Scale Company Ltd.

Notice is hereby given that "The Fairbanks Scale Company Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office of the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 23rd day of February, 1966.

CHISHOLM, SMITH, DAVIS, ANGLIN,
LAING, WELDON & COURTOIS,
14121-o *Attorneys for the applicant.*

The Province of Quebec Society of Orthopaedics and Traumatology

Take notice that "The Province of Quebec Society of Orthopaedics and Traumatology", incorporated under Part III of the Quebec Companies Act, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Montreal, this 24th day of February, 1966.

ANDRÉ DEROME, D.M.,
14122-o *Secretary.*

The Province of Quebec Association of Allergists

Take notice that "The Province of Quebec Association of Allergists," incorporated under the Third Part of the Quebec Companies Act, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Montreal, this 25th day of February, 1966.

FRANÇOIS LÉGER, M.D.,
14145-o *Secretary.*

Ruco Construction Inc.

Notice is hereby given that "Ruco Construction Inc.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Quebec, February 25, 1966.

HUBERT WALTERS,
14146-o *Secretary of the company.*

Rogers Frères Ltd.

Notice is hereby given that "Rogers Frères Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 18th day of February, 1966.

MARGARET MCMARTIN,
14147-o *Secretary.*

The Mill Coffee Shops Inc.

Under the provisions of the Companies Act, as amended, "The Mill Coffee Shops Inc.",

Mill Coffee Shops Inc. », donne avis qu'elle demandera au secrétaire de la province de Québec d'accepter l'abandon de sa charte et d'effectuer son annulation et fixer une date à laquelle elle sera dissoute.

Montréal, P.Q., 16 février 1966.

Le Secrétaire,
PHILIP CUTLER.

14148 12538-59

Manmar Realty Inc.

Avis est par les presentes donné que « Manmar Realty Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, ayant son siège social dans les ville et district de Montréal, demandera au Secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 25e jour de février, 1966.

Le Président,
14193-o NATHAN IKEMAN.

hereby gives notice that it will make application to the Provincial Secretary of Quebec for acceptance of the surrender of its charter and to direct its cancellation and fix a date upon and from which it shall be dissolved.

Montreal, P.Q., February 16, 1966.

PHILIP CUTLER,
Secretary.

14148-o 12538-59

Manmar Realty Inc.

Notice is hereby given that "Manmar Realty Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having ist head office in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 25th day of February, 1966.

NATHAN IKEMAN,
14193-o *President.*

Compagnies dissoutes

Louis Boulanger inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Louis Boulanger inc. », constituée en corporation le 14 avril 1960, à compter du 28 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 11695-60

Clairma construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Clairma construction inc. », constituée en corporation le 14 avril 1960, à compter du 28 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 11694-60

Dionne Spinning Mills Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Dionne Spinning Mills Co. Ltd. », constituée en corporation le 3 octobre 1960, à compter du 28 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 14177-60

Lakeview Plaza Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Lakeview Plaza Inc. », constituée en corporation le 30 juin 1961, à compter du 28 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 13374-61

M. B. C. Investment Corp. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « M. B. C.

Companies Dissolved

Louis Boulanger inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Louis Boulanger inc.", incorporated on April 14, 1960, on and from February 28, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 11695-60

Clairma construction inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Clairma construction inc.", incorporated on April 14, 1960, on and from February 28, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 11694-60

Dionne Spinning Mills Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Dionne Spinning Mills Co. Ltd.", incorporated on October 3, 1960, on and from February 28, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 14177-60

Lakeview Plaza Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Lakeview Plaza Inc.", incorporated on June 30, 1961, on and from February 28, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 13374-61

M. B. C. Investment Corp. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "M. B. C.

Investment Corp. Ltd. », constituée en corporation le 6 décembre 1962, à compter du 28 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14110-o 14835-62

Investment Corp. Ltd.", incorporated on December 6, 1962, on and from February 28, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14110 14835-62

Divers
Compagnies

Bell Asbestos Mines, Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Bell Asbestos Mines, Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 11 à 13.

Le Secrétaire,
J. E. LEMAY.

14123 2623-36

Compagnie pharmaceutique Vita ltée

Avis est donné que la « Compagnie pharmaceutique Vita ltée », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le Secrétaire,
JEAN RIVARD.

14124-o 2589-64

Les Placements Paradis-Gaudet inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Placements Paradis-Gaudet inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
NORMAND GAUDET.

14125 12735-62

Service des loisirs St-Valérien

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 21 décembre 1965, approuvé les règlements généraux du « Service des loisirs St-Valérien », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14130-o 16366-59

Classy Linen Supply Inc.

Avis est donné que la compagnie « Classy Linen Supply Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
O. GAUTHIER.

14149-o 16853-59

Club Richelieu-St-Laurent inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 21 février 1966, approubé les règlements généraux du « Club Richelieu-St-Laurent inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14150-o 11101-60

Fonds Adanac inc.
Adanac Funds Inc.

Avis est donné que la compagnie « Fonds Adanac inc. — Adanac Funds Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 10.

Le Secrétaire-trésorier,
SERGE ROCHELEAU.

14151-o 5160-63

Miscellaneous
Companies

Bell Asbestos Mines, Ltd.

Notice is given that "Bell Asbestos Mines, Ltd.", has changed the number of its directors from 11 to 13.

J. E. LEMAY,
Secretary.

14123-o 2623-36

Compagnie pharmaceutique Vita ltée

Notice is given that "Compagnie pharmaceutique Vita ltée", has changed the number of its directors from 5 to 3.

JEAN RIVARD,
Secretary.

14124 2589-64

Les Placements Paradis-Gaudet inc.

Notice is given that "Les Placements Paradis-Gaudet inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

NORMAND GAUDET,
Secretary.

14125-o 12735-62

Service des loisirs St-Valérien

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on December 21, 1965, approved the general by-laws of "Service des loisirs St-Valérien", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14130 16366-59

Classy Linen Supply Inc.

Notice is hereby given that "Classy Linen Supply Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

O. GAUTHIER,
Secretary.

14149 16853-59

Club Richelieu-St-Laurent inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on February 21, 1966, has approved the general by-laws of "Club Richelieu-St-Laurent inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14150 11101-60

Fonds Adanac inc.
Adanac Funds Inc.

Notice is hereby given that "Fonds Adanac inc. — Adanac Funds Inc.", has changed the number of its directors from 9 to 10.

SERGE ROCHELEAU,
Secretary-Treasurer.

14151 5160-63

The Mill Coffee Shops Inc.

Règlement « B »

La distribution de l'actif de la compagnie entre ses actionnaires au prorata au nombre d'actions détenues par chacun d'eux est par les présentes autorisée.

Certifié vrai sommaire du règlement « B » de « The Mill Coffee Shops Inc. ».

Daté à Montréal, P.Q., 16 février 1966.

Le Secrétaire,
PHILIP CULTER.

14148 12538-59

The Mill Coffee Shops Inc.

By-law "B"

The distribution of the assets of the company amongst its shareholders ratably to the numbers of shares held by each is hereby authorized.

Certified true summary of by-law "B" of "The Mill Coffee Shops Inc.".

Dated at Montreal, P.Q., February 16, 1966.

PHILIP CULTER,
Secretary.

14148-o 12538-59

Hôpital Christ-Roi

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 21 février 1966, approuvé une modification aux règlements de l' « Hôpital Christ-Roi », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14152-o 16205-59

Hôpital Christ-Roi

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on February 21, 1966, has approved an amendment to the by-laws of "Hôpital Christ-Roi", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14152 16205-59

Hôpital Christ-Roi

Avis est donné que la corporation « Hôpital Christ-Roi », a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 9.

Le Secrétaire,
JEAN-H. GAGNÉ, C.R.

14152-o 16205-59

Hôpital Christ-Roi

Notice is hereby given that "Hôpital Christ-Roi", has changed the number of its directors from 7 to 9.

JEAN-H. GAGNÉ, Q.C.,
Secretary.

14152 16205-59

Livres, Revues et Presse inc.

Avis est donné que la compagnie « Livres, Revues et Presse inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le Secrétaire,
GEORGES A. ROY.

14153-o 14044-59

Livres, Revues et Presse inc.

Notice is given that "Livres, Revues et Presse inc.", has changed the number of its directors from 4 to 5.

GEORGES A. ROY,
Secretary.

14153 14044-59

Chambre d'Immeubles Richelieu-Yamaska

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 19 janvier 1966, approuvé les règlements généraux de la corporation « Chambre d'Immeubles Richelieu-Yamaska », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14164-o 2520-63

Chambre d'Immeubles Richelieu-Yamaska

Notice is given that the Provincial Secretary has, on January 19, 1966, approved the general by-laws of the corporation "Chambre d'Immeubles Richelieu-Yamaska", and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14164 2520-63

Chambre d'Immeubles Richelieu-Yamaska

Avis est donné que la corporation « Chambre d'Immeubles Richelieu-Yamaska », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 7.

Le Secrétaire,
ROLAND CHOQUETTE.

14164-o 2520-63

Chambre d'Immeubles Richelieu-Yamaska

Notice is given that the corporation "Chambre d'Immeubles Richelieu-Yamaska", has changed the number of its directors from 5 to 7.

ROLAND CHOQUETTE,
Secretary.

14164 2520-63

Externat classique de Longueuil

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 3 février 1966, approuvé les règlements numéros 28 et 29 de l'« Externat classique de Longueuil », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14165-o 5616-50

Externat classique de Longueuil

Notice is given that the Provincial Secretary has, on February 3, 1966, approved by-laws numbers 28 and 29 of the "Externat classique de Longueuil", and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14165 5616-50

Externat classique de Longueuil

Avis est donné que l'« Externat classique de Longueuil », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 11.

Le Secrétaire,
H. BOURGEAULT.

14165-o 5616-50

Externat classique de Longueuil

Notice is given that the "Externat classique de Longueuil", has changed the number of its directors from 5 to 11.

H. BOURGEAULT,
Secretary.

14165 5616-50

Garnier inc.

Avis est donné que la compagnie « Garnier inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
PAUL LARUE.

14166-o 13598-51

Garnier inc.

Notice is given that "Garnier inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

PAUL LARUE,
Secretary.

14166 13598-51

Peltier Handling Equipment compagnie limitée
Peltier Handling Equipment Company Limited

Avis est donné que la compagnie « Peltier Handling Equipment compagnie limitée — Peltier Handling Equipment Company Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
G. LAMOUREUX.

14181-o 3243-48

Peltier Handling Equipment compagnie limitée
Peltier Handling Equipment Company Limited

Notice is hereby given that "Peltier Handling Equipment compagnie limitée — Peltier Handling Equipment Company Limited", has changed the number of its directors from 3 to 5.

G. LAMOUREUX,
Secretary.

14181 3243-48

Société Française d'Étude d'Installations Sidérurgiques

Avis est donné que, par nouvelle procuration en date du 1er février 1966, dont une copie a été transmise au secrétaire de la province, M. René P. Lherbier, ingénieur, du 3000, rue Brighton, Montréal, a été nommé en remplacement de M. Jean A. Desjardins, agent principal dans la province, de « Société Française d'Étude d'Installations Sidérurgiques », compagnie étrangère, dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec en vertu des dispositions de la Loi des compagnies étrangères, (Statuts refondus, 1964, chapitre 282).

Avis est aussi donné qu'en vertu de la nouvelle procuration ci-haut mentionnée, le bureau principal de ladite compagnie est établi au numéro 4333, rue Ste-Catherine ouest, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14182-o 63-65

Société Française d'Étude d'Installations Sidérurgiques

Notice is given that, by new power of attorney dated February 1, 1966, copy of which has been transmitted to the Provincial Secretary, Mr. René P. Lherbier, engineer, of 3000 Brighton Street, Montreal, has been appointed in replacement of Mr. Jean A. Desjardins, principal agent in the province of "Société Française d'Étude d'Installations Sidérurgiques", extra-provincial company, duly authorized to carry on business in the province of Quebec pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 282).

Notice is also given that under the new power of attorney above-mentioned, the principal office of the said company is established at number 4333, Ste-Catherine St. West, Westmount, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14182 63-65

Sièges sociaux

L'Association des Marchés Publics d'Animaux Vivants du Québec Inc.

Avis est donné que la compagnie « L'Association des Marchés Publics d'Animaux Vivants du Québec, Inc. », constituée en corporation en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 9 décembre 1965, a établi son siège social à 316, rue Bridge, en les cité et district de Montréal.

Donné à Montréal, ce 4e jour de février 1966.

(Sceau) *Le Président,*
ROGER MEUNIER.

14114-o 5060-65

Head Offices

L'Association des Marchés Publics d'Animaux Vivants du Québec Inc.

Notice is hereby given that "L'Association des Marchés Publics d'Animaux Vivants du Québec Inc.", incorporated under Part III of the Quebec Companies Act by letters patent dated December 9, 1965, has established its head office at 316 Bridge Street, in the city and district of Montreal.

Given at Montreal, this 4th day of February 1966.

(Seal) ROGER MEUNIER,
President.

14114 5060-65

Land Associates of Montreal Ltd.

Avis est donné que « Land Associates of Montreal Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 23e jour de novembre 1965 et ayant son siège social dans le district de Montréal, a établi son bureau à 4141 ouest rue Sherbrooke, dans la cité de Westmount.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, le 21e jour de février 1966.

Le Président,
HARVEY MARON.

14115-o 5144-65

Land Associates of Montreal Ltd.

Notice is hereby given that "Land Associates of Montreal Ltd.", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act on the 23rd day of November 1965 and having its head office in the district of Montreal, has established its office at 4141 Sherbrooke Street West, in the city of Westmount.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 21st day of February 1966.

HARVEY MARON,
President.

14115-o 5144-65

La Société Import-Métal Ltée

Prenez avis que « La Société Import-Métal Ltée », a été constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec le 11 janvier 1966 et qu'elle a établi son siège social et sa principale place d'affaires au 454 Place Jacques-Cartier dans les cité et district de Montréal.

En foi de quoi, cette déclaration est faite par moi, Pierre Sauvé, secrétaire de la compagnie, ce 15e jour de février, 1966.

Le Secrétaire,
PIERRE SAUVÉ.

14118-o 126-66

La Société Import-Métal Ltée

Take notice that "La Société Import-Métal Ltée", has been incorporated by letters patent issued under Part I of the Quebec Company Act on the 11th day of January 1966 and that it has established its head office and principal place of business at 454 Place Jacques-Cartier in the city and district of Montreal.

In witness whereof, this declaration is made by Pierre Sauvé, Secretary of the above mentioned company on the 15th day of February 1966.

PIERRE SAUVÉ,
Secretary.

14118-o 126-66

S.M.A. Inc.

Avis est donné par les présentes que la compagnie « S. M. A. Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 9 janvier 1964, a transporté son siège social de 445 rue Jean-Talon ouest, Montréal, à 1127 ouest, rue Laurier, Outremont, Montréal, 8, Province de Québec, et ce à compter du 1er février 1966.

Montréal, le 14 février 1966.

Le Président,
BENOIT LACHAPELLE.

14117-o 132-64

S.M.A. Inc.

Notice is hereby given that the company "S. M. A. Inc.", incorporated under the Quebec Companies Act on January 9, 1964, has moved its head office and principal place of business from 445 Jean-Talon St. West, Montreal, to 1127 Laurier St. West, Outremont, Montreal 8, Province of Quebec, as of February 1, 1966.

Montreal, February 14, 1966.

BENOIT LACHAPELLE,
President.

14117 132-64

Plastic Packaging Products Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Plastic Packaging Products Ltd. », a transporté son siège social de la cité de St-Laurent à la ville de Montréal.

Le Secrétaire,
S. A. KERR.

14167 14589-61

Plastic Packaging Products Ltd.

Notice is given that "Plastic Packaging Products Ltd.", has transferred its head office from the city of St-Laurent, to the city of Montreal.

S. A. KERR,
Secretary.

14167-o 14589-61

F. Bacon & Co. Inc.

La compagnie « F. Bacon & Co. Inc. », a été constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes en date du 30 décembre 1965.

Sa principale place d'affaires dans la province de Québec est à Montréal, au numéro 111 ouest, rue Saint-Paul.

En foi de quoi cette déclaration en double est faite et signée par moi, Jean Mottet, marchand, résidant et domicilié au numéro 2366 de la rue Étienne-Parent, dans les cité et district de Montréal, le président de ladite compagnie, à Montréal, ce 14ième jour de février 1966.

(Sceau) J. MOTTET.

14168-o 5479-65

F. Bacon & Co. Inc.

The company "F. Bacon & Co. Inc.", has been incorporated in the province of Quebec by letters patent dated December 30, 1965.

Its head office in the province of Quebec is in Montreal, at number 111 Saint-Paul Street west.

In testimony whereof this declararion in duplicate is made and signed by me, Jean Mottet, merchant, residing and domiciled at number 2366 Étienne-Parent Street, in the city and district of Montreal, président of the said company, in Montreal, this 14th day of February, 1966.

(Seal) J. MOTTET.

14168 5479-65

Larche Autos Inc.

Avis est donné que la compagnie « Larche Autos Inc. », ayant son siège social en la cité de St-Léonard, a établi son bureau au numéro 7700 rue Le Mans, cité de St-Léonard.

Daté à Montréal, ce 3e jour de février 1966.

Le Président,
FRANÇOIS BOISCLAIR.

14116-o 440-66

Larche Autos Inc.

Notice is hereby given that "Larche Autos Inc.", having its head office in the city of St. Leonard, has established its office at 7700 Le Mans Street, city of St. Leonard.

Dated in Montreal, this 3rd day of February 1966.

FRANÇOIS BOISCLAIR,
Le President.

14116-o 440-66

Boulangerie Baril Inc.

Avis est donné que la compagnie « Boulangerie Baril Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 février 1966, a établi son bureau à Rouyn, à 230 est rue Taschereau.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré comme étant le bureau principal de la compagnie.

Daté à Rouyn, ce 18e jour de février 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
GASTON BARIL.

14126-o 411-66

Boulangerie Baril Inc.

Notice is hereby given that "Boulangerie Baril Inc.", incorporated by letters patent under date of February 10, 1966, has established its head office in Rouyn, at 230 East Taschereau Street.

As and from this date, the said office is considered by the company as being its principal office.

Dated at Rouyn, this 18th day of February 1966.

GASTON BARIL,
Secretary-Treasurer.

14126-o 411-66

Claudini inc.

Avis est donné que la compagnie « Claudini inc. », a changé son siège social du numéro 976, Marguerite-Bourgeois, Québec, au numéro 735, avenue Dalquier, Ste-Foy.

Le Secrétaire,
M. LAURIN.

14129-o 9186-49

Claudini inc.

Notice is given that "Claudini inc.", has changed its head office from number 976 Marguerite-Bourgeois, Quebec, to number 735 Dalquier Avenue, Ste-Foy.

M. LAURIN,
Secretary.

14129 9186-49

Les Explorations Sun du Québec Ltée
Sun Explorations of Quebec Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Les Explorations Sun du Québec Ltée — Sun Explorations of Quebec Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du sixième jour d'octobre, mil neuf cent soixante-cinq et qui avait son siège social, à suite 718 Édifice Price, 65 rue Ste-Anne, cité de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, ce dix-huitième jour de février, mil neuf cent soixante-six.

Le Requérant dûment autorisé,
FRANÇOIS DE B. GRAVEL.

14131-o

Les Explorations Sun du Québec Ltée
Sun Explorations of Quebec Ltd.

Notice is hereby given that "Les Explorations Sun du Québec Ltée — Sun Explorations of Quebec Ltd.", incorporated by letters patent dated the sixth day of October, nineteen hundred and sixty-five, and having its head office at suite 718 Price House, 65 Ste-Anne Street, Quebec City.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Quebec, this eighteenth day of February, nineteen hundred and sixty-six.

FRANÇOIS DE B. GRAVEL,
Duly authorized representative.

14131-o

Extra Discount Stores Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Extra Discount Stores Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de la province Québec, le 11e jour de février 1966, et ayant son siège social en la ville de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à suite 612, 800 carré Victoria, Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 18e jour de février 1966.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
EVELYN SIMINOVITCH.

14132 604-66

Extra Discount Stores Ltd.

Notice is hereby given that "Extra Discount Stores Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Companies Act of the province of Quebec on the 11th day of February, 1966, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at suite 612, 800 Victoria Square, Montreal, province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 18th day of February, 1966.

(Seal) EVELYN SIMINOVITCH,
Secretary.

14132-o 604-66

Capital Quality Homes (Quebec) Limited

Avis est donné que la compagnie « Capital Quality Homes (Quebec) Limited », dont le siège social était à 508, rue Vallières, dans la ville de Greenfield Park, a changé la situation de son siège social à 512, rue Vallières, dans la ville de Greenfield Park, province de Québec.

Daté à Greenfield Park, P.Q., ce 21e jour de février 1966.

L'Assistant-secrétaire,
R. A. HEATH.

14128 11997-62

FMC - Beloit - Sorel Company

Avies est donné que la compagnie « FMC–Beloit–Sorel Company », a transporté son siège social de Sorel, à la rue Montcalm, St-Joseph-de-Sorel.

Le Secrétaire,
E. T. NIELSEN, JR.

14133 154-66

Garage Roger Girard Ltée

Avis est donné que la compagnie « Garage Roger Girard Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 décembre 1965, a établi son bureau à 87 est rue Perreault, Rouyn.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré comme étant le bureau principal de la compagnie.

Rouyn, ce 16 février 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
HERMAN GIRARD.

14134-o 5723-65

Gérard Harbec Transport Inc.

Avis est donné que la compagnie « Gérard Harbec Transport Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 4e jour de janvier 1966, aura sa principale place d'affaires au No 162 de la rue Principale à Farnham, province de Québec.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Farnham, ce 7e jour de février 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
RAYMOND HARBEC.

14135-o 3-66

Intex Inc.

Avis est donné que la compagnie « Intex Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 25e jour de novembre 1965, a établi son siège social à 9500, boulevard St-Laurent, en la ville de Montréal.

Montréal, P.Q. le 1er février 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
JOSEF FRYML.

14136 5219-65

Matane Plywood Inc.

Avis est donné que la compagnie « Matane Plywood Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de janvier mil neuf cent soixante-cinq et ayant son bureau principal dans la ville de Matane, a établi son bureau au No 230 de l'avenue d'Amours.

Capital Quality Homes (Quebec) Limited

Notice is hereby given that "Capital Quality Homes (Quebec) Limited", which had its head office at 508 Vallières Street, in the town of Greenfield Park has changed the location of its head office to 512 Vallières Street, in the town of Greenfield Park, province of Quebec.

Dated at Greenfield Park, P.Q., this 21st day of February, 1966.

R. A. HEATH,
Assistant-Secretary.

14128-o 11997-62

FMC - Beloit - Sorel Company

Notice is given that "FMC–Beloit–Sorel Company", has transferred its head office from Sorel, to Montcalm Street, St-Joseph-de-Sorel.

E. T. NIELSEN, JR.,
Secretary.

14133-o 154-66

Garage Roger Girard Ltée

Notice is hereby given that "Garage Roger Girard Ltée", incorporated by letters patent under date of December 30, 1965, has established its head office at Rouyn, at 87 Perreault Street East.

From and after the date, the said office is considered by the company as being its principal office.

Rouyn, February 16, 1966.

HERMAN GIRARD,
Secretary-Treasurer.

14134-o 5723-65

Gérard Harbec Transport Inc.

Notice is hereby given that "Gérard Harbec Transport Inc.", company incorporated by letters patent issued under the Part I of the Quebec Companies Act, on the 4th day of January, 1966, has its head office at 162 Main Street, Farnham.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office.

Dated at Farnham, this 7th day of February, 1966.

RAYMOND HARBEC,
Secretary-Treasurer.

14135-o 3-66

Intex Inc.

Notice is hereby given that "Intex Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act of Quebec by letters patent dated the 25th day of November, 1965, has established its head office at 9500 St. Lawrence Boulevard in the city of Montreal.

Montreal, P.Q., February 1st, 1966.

JOSEF FRYML,
Secretary-Treasurer.

14136-o 5219-65

Matane Plywood Inc.

Notice is hereby given that "Matane Plywood Inc.", a corporation constituted by letters patent dated the twenty-second day of January, one thousand nine hundred and sixty-five, and having its head office in the town of Matane, has established its office at No. 230 d'Amours Avenue.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Matane, ce 14e jour de février 1966.

Le Président,
GEORGES ÉMILE GIRARD.

14137-o 319-65

Mid-City Press Limited

Avis est donné que la compagnie « Mid-City Press Limited », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 16 décembre 1965, a établi son siège social à 8400, avenue Mountain Sights, en la ville de Montréal, province de Québec.

Montréal, P.Q., 18 février 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
M. RENAUT.

14138 5415-65

10-Pin Tap Room Inc.

Avis est donné que la compagnie « 10-Pin Tap Room Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 novembre 1965, et ayant son bureau principal dans Montréal a établi son bureau au numéro 7507 boulevard Décarie.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 11e jour de février 1966.

Le Président,
WELLVILLE LITHWICK.

14139-o 5030-65

Preplan Construction Incorporée

Avis est donné que la compagnie « Preplan Construction Incorporée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 9e jour de février 1966, et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal, a établi son bureau au numéro civique 3958, rue Bélanger.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 14e jour de février 1966.

Le Président,
LUCIEN GIRARDEAU.

14140-o 568-66

Rosecraft Holding Corporation

Avis est donné que la compagnie « Rosecraft Holding Corporation », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 23e jour de mars 1964, et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, a établi son bureau à 4770, avenue Kent, Montréal, Québec.

Daté à Montréal, ce 22e jour de décembre 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
TIM ROSEN.

14141 1257-64

St-Leonard Dep't Store Inc.

Avis est donné que la compagnie « St-Leonard Dep't Store Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Matane, this 14th day of February, 1966.

GEORGES ÉMILES GIRARD,
President.

14137 319-65

Mid-City Press Limited

Notice is hereby given that "Mid-City Press Limited", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated December 16, 1965, has established its head office at 8400 Mountain Sights Avenue, in the city of Montreal, Province of Quebec.

Montreal, P.Q., February 18, 1966.

M. RENAUT,
Secretary-Treasurer.

13138-o 5415-65

10-Pin Tap Room Inc.

Notice is given that "10-Pin Pap Room Inc.", incorporated by letters patent dated November 16, 1965, and having its head office in Montreal, has established its office at number 7507 Décarie Boulevard.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 11th day of February, 1966.

WELLVILLE LITHWICK,
President.

14139 5030-65

Preplan Construction Incorporée

Notice is hereby given that the company "Preplan Construction Incorporée », constituted in corporation by letters patent the 9th day of February, 1966 and having its head office in the town of Montreal has established its office at number 3958 Bélanger Street East.

From and after the date of this notice the said office shall be considered as the head office of the company.

Given at Montreal, this 14th day of February 1966.

LUCIEN GIRARDEAU,
President.

14140-o 568-66

Rosecraft Holding Corporation

Notice is hereby given that "Rosecraft Holding Corporation", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 23rd day of March, 1964, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at 4770 Kent Avenue, Montreal, Quebec.

Dated at Montreal, this 22nd day of December, 1965.

TIM ROSEN,
Secretary-Treasurer.

14141-o 1257-64

St-Leonard Dep't Store Inc.

Notice is hereby given that "St-Leonard Dep't Store Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated February 13, 1964, has moved its head

date du 13 février 1964, a transporté son siège social de 7744, rue Fabre, à 5335, rue Jean Talon, est, Montréal, province de Québec.

Daté à Montréal, ce premier jour de février 1966.

Le Secrétaire,
GIUSEPPE SUTERA.

14143 729-64

Anjou Businessmen's Association
Association des Hommes d'Affaires d'Anjou

Avis est donné que la compagnie « Anjou Businessmen's Association — Association des Hommes d'Affaires d'Anjou », constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 décembre 1965, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, district de Montréal, a établi son bureau au 10251 Bay Lawson, Ville d'Anjou, Montréal, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 21e jour de janvier 1966.

Le Président,
CARL BULUA.

14154-o 5643-65

Canadian Pulp and Paper Pavillon Ltd.
Le Pavillon des Pâtes et Papiers du Canada Ltée

Avis est donné que la compagnie« Canadian Pulp and Paper Pavillon Ltd.— Le Pavillon des Pâtes et Papiers du Canada Ltée », une corporation constituée en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes le trentième jour de décembre 1965, et ayant son siège social en la ville de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à chambre 2280, édifice Sun Life.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la corporation comme étant le siège social de la corporation.

Daté à Montréal, ce 17e jour de février 1966.

Le Président,
E. W. MOCKRIDGE.

14155 5728-65

Infranor Canada Inc.

Avis est donné par la présente que « Infranor Canada Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 13 septembre 1965, a établi son siège social à 1405 rue Peel, chambre 300, Montréal, P.Q.

Daté ce 18e jour de février 1966.

Le Secrétaire,
PIERRE SAUVÉ.

14156-o 4041-65

Ruby Foo's Limited

Avis est donné que la compagnie « Ruby Foo's Limited », une compagnie constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 7e jour de décembre 1965, et ayant son siège social en la ville de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 8715, boulevard Décarie.

office from 7744 Fabre Street to 5335 Jean Talon Street, East, Montreal, province of Québec.

Dated at Montreal, this first day of February, 1966.

GIUSEPPE SUTERA,
Secretary.

14143-o 729-64

Anjou Businessmen's Association
Association des Hommes d'Affaires d'Anjou

Notice is hereby given that "Anjou Businessmen's Association — Association des Hommes d'Affaires d'Anjou", incorporated by letters patent dated December 28, 1965, and having its head office in Montreal, district of Montreal, has established its office at 10251 Ray Lawson, Ville d'Anjou, Montréal, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 21st day of January 1966.

CARL BULUA,
President.

14154-o 5643-65

Canadian Pulp and Paper Pavillon Ltd.
Le Pavillon des Pâtes et Papiers du Canada Ltée

Notice is hereby given that "Canadian Pulp and Paper Pavillon Ltd.— Le Pavillon des Pâtes et Papiers du Canada Ltée", a corporation incorporated under Part III of the Quebec Companies Act by letters patent on the thritieth day of December, 1965, and having its head office in the city of Montreal, province of Quebec, has established its office at room 2280, Sun Life Building.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the corporation as being the head office of the corporation.

Dated at Montreal, this 17th day of February, 1966.

E. W. MOCKRIDGE,
President.

14155-o 5728-65

Infranor Canada Inc.

Notice is hereby given that "Infranor Canada Inc.", incorporated by letters patents of the province of Quebec under date of September 13, 1965, has established its head office at 1405 Peel Street, suite 300, Montreal, P.Q.

Dated this 18th day of February 1966.

PIERRE SAUVÉ,
Secretary.

14156-o 4041-65

Ruby Foo's Limited

Notice is hereby given that "Ruby Foo's Limited", a company incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent on the 7th day of December, 1965, and having its head office in the city of Montreal, province of Quebec, has established its office at 7815 Decarie Boulevard.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 22e jour de février 1966.

Le Secrétaire,
JAMES WILLIAM LAY.

14157 5397-65

Montreal Blue Print (1965) Incorporated
Montreal Blue Print (1965) Incorporée

La compagnie « Montreal Blue Print (1965) Incorporated — Montreal Blue Print (1965) Incorporée », a été constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes en date du 12 novembre 1965.

Sa principale place d'affaires dans la province de Québec est à Montréal, au numéro 621 ouest, rue Craig.

En foi de quoi cette déclaration en double exemplaire est faite et signée par moi, Gérard Dansereau, ingénieur, résidant et domicilié au numéro 395 de l'avenue Lethbridge, à ville Mont-Royal, district de Montréal, le président de ladite compagnie, à Montréal, ce 21ième jour de février 1966.

(Sceau) GÉRARD DANSEREAU.

14169-o 4903-65

Overhead Door Co. of Montreal (1965) Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Overhead Door Co. of Montreal (1965) Ltd. », a transporté son siège social de 8779, rue Henri Julien, Montréal, à 8050 est, rue Jarry, ville d'Anjou.

Le Secrétaire,
C. F. BRITNELL.

14170 2050-65

Les Publications Industrielles Ltée
Industrial Publications Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Les Publications Industrielles Ltée — Industrial Publications Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 31 août 1965, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, district de Montréal, a établi son bureau principal au numéro 1224 ouest rue Ste-Catherine dans ladite localité.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considérée par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 9 février 1966.

(Sceau) *Le Président,*
FÉLIX GUIBERT.

14171-o

Central Station Jewellers Ltd.
Bijouterie de la Gare Centrale Ltée

Avis est donné que la compagnie « Central Station Jewellers Ltd.— Bijouterie de la Gare Centrale Ltée », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 3e jour de février 1966, et ayant son siège social en la ville de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à suite 612, 800, carré Victoria, Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, lecit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 24e jour de février 1966.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
JOSEPH SKLAR.

14183 476-66

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 22nd day of February, 1966.

JAMES WILLIAM LAY,
Secretary.

14157-o 5397-65

Montreal Blue Print (1965) Incorporated
Montreal Blue Print (1965) Incorporée

The company "Montreal Blue Print (1965) Incorporated — Montreal Blue Print (1965) Incorporée", has been incorporated in the province of Quebec by letters patent dated November 12, 1965.

Its head office in the province of Quebec is in Montreal, at number 621 Craig Street West.

In testimony whereof this declaration in duplicate is made and signed by me, Gérard Dansereau, engineer, residing and domiciled at number 395 Lethbridge Avenue, in ville Mont-Royal, district of Montreal, president of the said company, in Montreal, this 21st day of February, 1966.

(Seal) GÉRARD DANSEREAU.

14169 4903-65

Overhead Door Co. of Montreal (1965) Ltd.

Notice is given that "Overhead Door Co. of Montreal (1965) Ltd.", has transferred its head office from 8779 Henri Julien Street, Montreal, to 8050 Jarry Street East, ville d'Anjou.

C. F. BRITNELL,
Secretary.

14170-o 2050-65

Les Publications Industrielles Ltée
Industrial Publications Ltd.

Notice is hereby given that "Les Publications Industrielles Ltée — Industrial Publications Ltd." incorporated in virtue of the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, dated August 31, 1965, and having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, has established its principal office at number 1224 Ste-Catherine St., West, in said locality.

From and after the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, February 9, 1966.

(Seal) FÉLIX GUIBERT,
President.

14171

Central Station Jewellers Ltd.
Bijouterie de la Gare Centrale Ltée

Notice is hereby given that "Central Station Jewellers Ltd.— Bijouterie de la Gare Centrale Ltée", incorporated under the provisions of Part I of the Companies Act of Quebec, on the 3rd day of February, 1966, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at suite 612, 800 Victorie Square, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 24th day of February, 1966.

(Seal) JOSEPH SKLAR,
Secretary.

14183-o 476-66

Capitaland (Quebec) Limited

Avis est donné que « Capitaland (Quebec) Limited », a transporté son siège social de 1405, rue Peel, en la ville de Montréal, à 512, rue Vallières, en la ville de Greenfield Park.

L'Assistant-Secrétaire,
R. A. HEATH.

14127 11996-62

Capitaland (Quebec) Limited

Notice is given that "Capitaland (Quebec) Limited", has transferred its head office from 1405 Peel Street, in the city of Montreal, to 512 Vallières Street, in the town of Greenfield Park.

R. A. HEATH,
Assistant-Secretary.

14127-o 11996-62

Imprimerie Medik Inc.
Medik Printing Inc.

Prenez avis que le siège social de l'« Imprimerie Medik Inc.— Medik Printing Inc. », incorporée selon la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettre patentes datée le 4 novembre 1965 est située au numéro 2536 est, rue Jean-Talon, dans la ville de Saint-Michel.

Montréal, le 23 février 1966.

Le Secrétaire,
BERNARD DUBREUIL.

14184-o 4908-65

Imprimerie Medik Inc.
Medik Printing Inc.

Take notice that the head office of "Imprimerie Medik Inc.— Medik Printing Inc.", incorporated according to section I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated November 4, 1965, is situated at 2536 Jean-Talon Street East, in the town of Saint-Michel.

Montreal, February 23, 1966.

BERNARD DUBREUIL,
Secretary.

14184 4908-65

Laguë Ménard & Associés Inc.

Avis est donné que la compagnie « Laguë Ménard & Associés Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec en date du 7e jour de février 1966, aura sa principale place d'affaires à 263 rue Principale à Granby, district de Bedford.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Granby, ce 17e jour de février 1966.

(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier,*
ANDRÉ LAGUË.

14185-o 519-66

Laguë Ménard & Associés Inc.

Notice is hereby given that "Laguë Ménard & Associés Inc.", company incorporated by letters patent issued under the part first of the Quebec Companies Act, on the 7 day of February 1966, has its head office at 263, Main Street, Granby, district of Bedford.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office.

Dated at Granby, this 17th day of February, 1966.

(Seal) ANDRÉ LAGUË,
Secretary-Treasurer.

14185-o 519-66

Sogep Investment & Finance Corporation

Avis est donné que la compagnie « Sogep Investment & Finance Corporation », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 1er février 1966, et ayant son bureau principal à Montréal, province de Québec, a établi son bureau au numéro 3132 rue Fendall.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 21 février 1966.

Le Président,
ALFRED CHEVALIER.

14186-o 427-66

Sogep Investment & Finance Corporation

Notice is hereby given that "Sogep Investment & Finance Corporation", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act on February 1, 1966, and having its head office in Montreal, province of Quebec, has established its office at number 3132 Fendall St.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, on February 21, 1966.

ALFRED CHEVALIER,
President.

14186 427-66

Specometal Inc.

Avis est donné que la compagnie « Specometal Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, le 23e jour de décembre 1965, et ayant son bureau principal à St-Narcisse, comté de Champlain, district de Trois-Rivières, a établi son bureau à St-Narcisse.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Trois-Rivières, ce 24e jour de janvier 1966.

Le Président,
PAULIN VEILLETTE.

14187-o 4821-65

Specometal Inc.

Notice is hereby given that "Specometal Inc.", company incorporated by letters patent, on the 23th day of December 1965, and having its head office in St-Narcisse, Champlain county, in Trois-Rivières district, has established its office at St-Narcisse.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Trois-Rivières, this 24th day of January, 1966.

PAULIN VEILLETTE,
President.

14187-o 4821-65

Demandes à la Législature

Ville de Kirkland

Avis public est, par les présentes, donné que la « Ville de Kirkland », s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 9-10, Elizabeth II, chapitre 131, pour amender les règlements 30 et 30A, afin d'établir une nouvelle répartition de taxes et pour toutes autres fins.

Kirkland, le 1er février 1966.

Le Secrétaire-trésorier de
de la Ville de Kirkland
13848-6-4-o ROMÉO LABRÈCHE.

The Church Society of the Diocese of Quebec

Avis est par les présentes donné que « The Church Society of the Diocese of Quebec », demandera à la Législature de la Province de Québec, au cours de la présente session, de passer une loi augmentant ses pouvoirs de placement.

Signé à Québec, ce troisième jour de février 1966.

Les Procureurs de la requérante,
13861-6-4-o CARTER & LEAHY.

Ville de Châteauguay

Avis public est par les présentes donné que la ville de Châteauguay dans le comté de Châteauguay, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant des pouvoirs spéciaux pour les fins suivantes:

1° Amender les règlements d'emprunts portant les numéros 213, 215, 230, 236, 260, 263 et 265, afin de différer le paiement des taxes imposées suivant la proportion de la longueur de la façade des immeubles situés sur une partie des lots P-45, P-50 et P-51 du cadastre officiel de la paroisse de St-Joachim de Châteauguay, jusqu'à ce que les services d'aqueduc et d'égout construits selon les règlements susdits soient utilisés.

2° Et pour toutes autres fins.

Ville de Châteauguay, le 10 février 1966.

Les Procureurs de la ville
de Châteauguay,
13971-7-4-o POUPART, GOYER & THOMAS.

Ville de Châteauguay-Centre

Avis public est par les présentes donné, que la ville de Châteauguay-Centre, dans le comté de Châteauguay, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant des pouvoirs spéciaux pour les fins suivantes:

1° Amender les règlements d'emprunts numéros 223, 232, 237, 247, 262, 348, 359, 405, 432, 433 et 452, pour modifier le mode de taxation y prévu;

2° Amender le règlement numéro 240, pour modifier le mode de taxation y prévu, conformément à un plan préparé par monsieur Jean-Guy Leduc, ingénieur, et portant le numéro 65-35;

3° Amender le règlement numéro 256, pour modifier la taxation y prévue, conformément à un plan préparé par monsieur Jean-Guy Leduc, portant le numéro 65-36;

4° Et pour toutes autres fins.

Châteauguay-Centre, 10 février 1966.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
la ville de Châteauguay-Centre,
13972-7-4-o POUPART, GOYER & THOMAS.

Applications to Legislature

Town of Kirkland

Public notice is hereby given that the "Town of Kirkland", will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act, to amend its charter, the Act 9-10, Elizabeth II, chapter 131, to amend by-laws numbers 30 and 30 A, in order to establish a new apportionment of taxes and for all other purposes.

Kirkland, February 1st 1966.

ROMÉO LABRÈCHE,
Treasurer Secretary of
13848-6-4-o *the Town of Kirkland.*

The Church Society of the Diocese of Quebec

Notice is hereby given that "The Church Society of the Diocese of Quebec", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the adoption of an Act to extend its investment powers.

Signed at Quebec, this third day of February, 1966.

CARTER & LEAHY,
13861-6-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Town of Châteauguay

Public notice is hereby given that the town of Châteauguay in the county of Châteauguay, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present Session, for the adoption of an act amending its charter and granting the special powers as mentioned below:

1. To modify the borrowing by-laws bearing numbers 213, 215, 230, 236, 260, 263 and 265, to defer payment of taxes levied proportionately to the Frontage of the immoveables situated on part of lots P-45, P-50 and P-51 of the official cadastre of the parish of St-Joachim of Châteauguay, until water and sewer service are used by the proprietors of said lots.

2. And for all other purposes.

Town of Châteauguay, February 10, 1966.

POUPART, GOYER & THOMAS,
Attorneys for the petitioner
13971-7-4-o *the town of Châteauguay.*

Town of Châteauguay-Centre

Public notice is hereby given that the town of Châteauguay-Centre, in the county of Châteauguay, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present Session for the adoption of an Act amending its charter and granting the special powers as mentioned below:

1. To amend by-laws bearing numbers 223, 232, 237, 247, 262, 348, 359, 405, 432, 433 and 452, for the purpose of changing the taxation therein provided;

2. To amend by-law number 240, for the purpose of changing the taxation therein provided, according to a plan prepared by Mr Jean-Guy Leduc, Engineer, and bearing number 65-35;

3. To amend by-law number 256, for the purpose of changing the taxation therein provided, according to a plan prepared by Mr Jean-Guy Leduc, bearing number 65-36;

4. And for all other purposes.

Châteauguay-Centre, February 10, 1966.

POUPART, GOYER & THOMAS,
Attorneys for the petitioner,
13972-7-4-o *the town of Châteauguay-Centre.*

Cité de St-Léonard

Avis public est par les présentes donné, que la « Cité de St-Léonard », dans le comté de Bourget, s'adressera à la Législature de la province de Québec, a sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant des pouvoirs spéciaux pour les fins suivantes:

1. Amender l'article 526-A de la Loi des cités et villes pour imposer un maximum de 20% de la valeur annuelle des immeubles comme taxe d'affaires pour le commerce de camionnage;

2. Abroger le dernier paragraphe de l'article 526-A de la Loi des cités et villes;

3. Amender le règlement No 238 pour modifier la taxation y présue;

4. Corriger certaines limites séparatives irrégulières entre la cité de St-Léonard, la cité de Montréal-Nord et la ville de Montréal;

5. Amender l'article 429 de la Loi des cités et villes, au sujet des rues et des ruelles;

6. Décréter que les propriétaires d'immeubles situés en front d'une ruelle utilisée par eux peuvent devenir propriétaires de cette ruelle;

7. Amender l'article 537 de la Loi des cités et villes pour faire la perception des taxes scolaires, après que le taux de ces taxes aura été communiqué à la cité par les diverses Commissions Scolaires;

8. Obliger les propriétaires ou usagers de véhicules servant à l'excavation, de munir ces machineries de sabots protecteurs;

9. Amender les règlements numéros 99, 101, 102, 103, 112, 116, 154, 160, 182, 185, 186, 187, 189, 198, 205, 206, 213, 214, 220, 221, 225, 237, 238, 242, 243, 244, 258, 259, 260, 264, 268, 279 et 280, de façon à établir un taux uniforme de taxation;

10. Et pour toutes autres fins.

Cité de St-Léonard, le 10 février 1966.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
de la Cité de St-Léonard,
13973-7-2-o POUPART, GOYER & THOMAS.

Ville de Laval

Avis est par les présentes donné, que la ville de Laval, s'adressera à la législature de la province de Québec à sa présente session, pour l'adoption d'une loi sur les matières suivantes:

Modification à l'article 33 de la charte de la ville de façon à déterminer les biens-fonds assujettis à l'avenir au paiement des dettes et obligations encourues, avant le 6 août 1965, par les « municipalités visées à l'article 2, pour des fins pouvant bénéficier à toute ou partie de la ville de Laval;

Consolidation de dettes contractées par l'une quelconque des municipalités visées à l'article 2 de la charte, sans appropriation suffisante de deniers;

Modification du règlement L-129 de la ville de Laval concernant l'imposition de la taxe foncière générale pour l'année 1966;

Et pour toute autre fin qui, lors de l'étude et de la présentation des amendements à la charte de la ville de Laval, pourrait être dans l'intérêt de la ville et de ses contribuables.

Ville de Laval, ce 16e jour de février 1966.

Le Procureur de la ville de Laval,
13982-7-4-o ROGER SAVARD.

Corporation de la paroisse de Saint-Basile-le-Grand

Avis public est par les présentes donné que la « Corporation de la paroisse de Saint-Basile-le-

City of St-Léonard

Public notice is hereby given that the "City of St-Léonard", in the county of Bourget, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the adoption of an Act amending its charter and granting the special powers as mentioned below:

1. To amend section 526-A of the Cities and Towns Act to levy as business tax a maximum of 20% of the annual value of the immoveables where trucking business is operated;

2. To amend the last paragraph of section 526-A of the Cities and Towns Act;

3. To amend by-law number 238 for the purpose of changing the taxation therein provided;

4. To correct irregular lines separating the city from the city of Montreal-North and from the town of Montreal;

5. To amend section 429 of the Cities and Towns Act;

6. To rule that proprietors of immoveables fronting a lane, may acquire said lane;

7. To amend section 537 of the Cities and Towns Act to collect school taxes after the assessment roll is presented to the city by the School Boards;

8. To rule that the owners of heavy machineries used for digging purposes shall equip these machineries with protective devices;

9. To amend by-laws numbers 99, 101, 102, 103, 112, 116, 154, 160, 182, 185, 186, 187, 189, 198, 205, 206, 213, 214, 220, 221, 225, 237, 238, 242, 243, 244, 258, 259, 260, 264, 268, 279 and 280, for the purpose of establishing a equal rate of taxation;

10. And for all other purposes.

City of St-Léonard, February 10, 1966.

POUPART, GOYER & THOMAS,
Attorneys for the petitioner
13973-7-2-o *of the City of St-Léonard.*

City of Laval

Notice is hereby given that the city of Laval, will apply to the Provincial Legislature at its present session, for the adoption of an act, the objects thereof are the following:

To amend section 33 of its charter in order to determine the real estate which shall in the future be subject to the payment of debts and obligations incurred by the municipalities contemplated in section 2, before August the 6, 1965, for purposes which may benefit to the whole or part of city of Laval;

To consolidate debts incurred by each of the municipalities contemplated in section 2 without sufficient appropriation of funds;

To amend its by-law 129 concerning the imposition of general taxes for the year 1966;

And for other purposes;

City of Laval, this 16th day of February 1966.

ROGER SAVARD,
13982-7-4-o *Attorney for the city of Laval.*

Corporation of the parish of Saint-Basile-le-Grand

Public notice is hereby given that the "Corporation de la paroisse de Saint-Basile-le-Grand",

Grand », s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi lui accordant le pouvoir de modifier ses règlements numéros 124, 132, 133, 136, 145, 151, 152, 155, 157 et 161 et pour toutes autres fins.

Montréal, le 15 février 1966.

Les Procureurs de la corporation de la paroisse de Saint-Basile-le-Grand,

14003-7-4-o PRÉVOST, TRUDEAU, & BISAILLON.

Cité de Saint-Michel

Avis est par les présentes donné que la « Cité de Saint-Michel », municipalité du comté de Bourget, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi dont les objets sont les suivants:

Abroger de nombreuses dispositions de sa charte;

Règlementer l'usage de distributeurs automatiques;

Obtenir le droit de verser au maire, suivant certaines conditions, une pension annuelle.

Cité de Saint-Michel, le 21 février 1966.

Les Procureurs de la requérante,

LONG & AQUIN.
LACROIX, VIAU, HÉBERT,
14096-8-4-o THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU.

Municipalité de Lucerne

Avis est par les présentes donné que la « Municipalité de Lucerne », s'adressera à la Législature de la province de Québec, lors de sa présente session, pour obtenir un amendement au Code municipal en tant qu'il s'applique à la municipalité de Lucerne pour limiter dans la municipalité de Lucerne l'évaluation des terres en culture, des terres à bois, ainsi que des bâtiments et habitations s'y rattachant et le taux de la taxe affectant lesdites terres, bâtiments et habitations.

Lucerne, ce 18e jour de janvier, 1966.

Le Procureur de la Municipalité de Lucerne,

14144-9-4-o CHARLES B. MAJOR.

La Cité de Québec

Avis public est donné que la Cité de Québec s'adressera à la Législature de la province, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi modifiant sa charte pour les fins suivantes:

Autoriser un emprunt de $7,000,000.00 pour la construction d'une usine de filtration;

Autoriser un emprunt de $132,000.00 pour l'acquisition des subdivisions 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124 partie, 125 partie et 14-A partie, du lot originaire 513 du cadastre officiel de St-Roch Nord;

Pour autoriser un emprunt de $100,000.00 nécessaire pour l'achat de deux camions combinés (pompe et échelle) pour le Service des Incendies;

Pour déterminer de façon plus précise les biens non imposables;

Pour disposer à d'autres fins, d'un caractère permanent, le solde des emprunts que la Cité a été autorisée à contracter et dont elle n'a pas besoin pour les fins originairement prévues;

Pour prévoir l'envoi d'un avis sommaire préalablement à l'institution de poursuite pénale pour infraction aux règlements de la circulation;

will apply to the legislature of the province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act granting it the power to amend its by-laws numbers 124, 132, 133, 136, 145, 151, 152, 155, 157 and 161 and for all other purposes.

Montreal, February 15, 1966.

PRÉVOST, TRUDEAU & BISAILLON,
Attorneys for the corporation de la paroisse
14003-7-4 *de Saint-Basile-le-Grand.*

City of Saint-Michel

Notice is hereby given that the "City of Saint-Michel", in the county of Bourget, will apply to the Legislator of the Province of Quebec at is present session for the adoption of an Act, the objects thereof are the following:

To have abrogated several provisions of its charter;

To obtain to make by-laws concerning the use of slot machines;

To obtain the right to the city to pay to the mayor, at certain conditions, an annual pension.

City of Saint-Michel, February 21, 1966.

LONG & AQUIN,
LACROIX, VIAU, HÉBERT,
THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU,
14096-8-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Municipality of Lucerne

Notice is hereby given that the "Municipality of Lucerne", will present a petition to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, to obtain an amendment to the Municipal Code, as it applies to the municipality of Lucerne, to limit within the municipality of Lucerne the valuation of lands under cultivation and wood lots and buildings and dwellings connected therewith and the rate of taxation affecting such lands, buildings and dwellings.

Lucerne, this 18th day of January, 1966.

CHARLES B. MAJOR,
Attorney for
14144-9-4-o *the Municipality of Lucerne.*

The City of Quebec

Public notice is hereby given that the City of Quebec will apply to the Provincial Legislature, during its next session, to request the adoption of a law amending its charter for the following purposes:

To authorize a $7,000,000.00 loan for the construction of a filtration plant;

To authorize a $132,000.00 loan for the purchase of subdivisions 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, part of 124, part of 125 and part of 14-A or original lot 513 in the official cadaster of St-Roch North;

To authorize a $100,000.00 loan necessary for the purchase of two combine trucks (pump and ladder) for the Fire Department;

To determine, more precisely, non-taxable goods;

To use for other purposes, of a permanent nature, the balance of loans which the City was authorized to contract, and of which it has no need for the purposes first mentioned;

To provide for the dispatch of a summary notice beforehand to the institution of penal prosecution for traffic violations;

Pour modifier la constitution de la Commission d'Urbanisme;

Pour donner au greffier de la Cour municipale le pouvoir de rendre les jugements par défaut lorsqu'une personne assignée fait défaut de comparaître;

Pour déterminer les règles de procédure applicables à la Cour municipale, en matière civile;

Pour autoriser l'érection et l'exploitation d'établissements commerciaux sur les terrains situés au coin nord-ouest du Boulevard St-Cyrille et de l'Avenue Belvédère;

Pour accorder une exemption des taxes imposables sur l'immeuble à être construit par la Corporation Notre-Dame de Bon Secours, destiné à être occupé comme foyer pour vieillards;

Pour autoriser la Cité à exploiter dans ses immeubles les restaurants et salles à manger qu'elle juge à propos d'y aménager;

Pour vendre de gré à gré les immeubles dont elle est ou deviendra propriétaire dans la partie du territoire de la Colline parlementaire;

Pour être autorisée de vendre de gré à gré au Gouvernement de la province ou à tout organisme de celui-ci les immeubles dont elle est ou peut devenir propriétaire;

Pour être autorisée à subventionner annuellement les bibliothèques publiques ouvertes dans la Cité de Québec;

Pour modifier la loi régissant les fonds de pension des fonctionnaires municipaux;

Et tous autres amendements qui peuvent être dans l'intérêt des contribuables de Québec.

Québec, le 1er mars 1966.

Le Procureur de la Cité,

14197-9-4-o BENOIT PELLETIER, C.R.

To amend the constitution of the Town Planning Commission;

To give the Clerk of the Municipal Court the power to render judgments by default when a defendant fails to appear;

To determine the rules of procedure applicable to the Municipal Court in civil matters;

To authorize the erection and operation of commercial establishments on land situated at the northwest corner of St-Cyrille Blvd. and Belvédère Avenue;

To grant an exemption from taxes assessable upon the immovable to be built by the Corporation Notre-Dame de Bon Secours, destined to be used as a home for the aged;

To authorize the City to operate, in its immovables, restaurants and dining halls which it deems expedient to set up;

To sell by private contract the immovables of which it is or will become owner on Parliament Hill;

To be authorized to sell by private contract to the Provincial Government or to any Government organization the immovables of which it is or may become owner;

To be authorized to subsidize annually the public libraries open in the City of uebec;

The amend the law governing pension funds for municipal civil servants;

And all other amendments which may be in the interest of Quebec taxpayers.

Quebec, March 1, 1966.

BENOIT PELLETIER, Q.C.,

14197-9-4 *Attorney for the City.*

Ministère des Affaires municipales

Municipalité de Saint-Alfred

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptés le 4 janvier 1966 par le conseil municipal de Saint-Alfred, comté de Beauce, et conformément à l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 23 février 1966, que les publications de tout avis public, règlement, résolution ou ordre de la corporation de Saint-Alfred, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront à l'avenir dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal.

Québec, le 23 février 1966.

Le Sous-ministre des affaires municipales,

14172-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Department of Municipal Affairs

Municipality of Saint-Alfred

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution adopted on January 4, 1966, by the Municipal Council of Saint-Alfred, county of Beauce, and pursuant to Section 130 of the Municipal Code, he has enacted, under date of February 23, 1966, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation of Saint-Alfred, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette* be made, henceforth, in the fench language only.

The present notice is published in conformity with section 131 of the Municipal Code.

Quebec, February 23, 1966.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,

14172 *Deputy Minister of the Municipal Affairs.*

Ministère de l'Éducation

Sainte-Thérèse, paroisse

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la paroisse de Sainte-Thérèse dans le comté de Terrebonne à la municipalité scolaire de la ville de Sainte-Thérèse dans le même comté.

Québec, le 18 février 1966.

Le Ministre de l'Éducation,

PAUL GÉRIN-LAJOIE.

14097-8-2-o 50-65

Department of Education

Sainte-Thérèse, parish

Application is made to annex the present territory of the parish of Sainte-Thérèse, in the county of Terrebonne, to the school municipality of the town of Sainte-Thérèse in the same county.

Quebec, February 18, 1966.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,

Minister of Education.

14097-8-2 50-65

Ministère des Finances
Assurances

The Nova Scotia Trust Company

Avis d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « The Nova Scotia Trust Company » a obtenu le certificat d'enregistrement prévu par l'article 18 de la Loi des compagnies de fidéicommis (chapitre 287, S.R.Q. 1964) qui l'autorise à effectuer des opérations de fidéicommis dans cette Province pour l'émission des obligations de Sobeys Stores Limited.

Le siège social de la compagnie est situé à 5415, Spring Garden Road, Halifax, Nouvelle-Écosse.

La compagnie a nommé monsieur John H. Tennant, C.R., ou monsieur John A. Ogilvy, 1, Place Ville Marie, Montréal 2, son procureur dans la Province.

Donné en conformité des dispositions de l'article 30 de la Loi des compagnies de fidéicommis, ce 25e jour de novembre 1965.

Pour le Ministre des finances de la Province,
L'Inspecteur des compagnies de fidéicommis,
14056-8-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

General Fire and Casualty Company

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « General Fire and Casualty Company », enregistrée sous le numéro 681, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 911, qui l'autorise, à compter du 9 février 1966, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Incendie, et accessoirement — agitation civile, défectuosité d'extincteurs automatiques, explosion limitée ou inhérente, fuite d'eau, grêle, tremblement de terre; Accident; Automobile; Maladie.

Le siège social de la compagnie est situé à 1790, Broadway, New York, New York 10019, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur C.-F. Dumaresq, Suite 1880, Édifice Sun Life, Carré Dominion, Montréal 2, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 18 février 1966.

Pour le Ministre des finances
de la province,
Le Surintendant des assurances,
14056-8-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

The Western Life Assurance Company

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « The Western Life Assurance Company », enregistrée sous le numéro 680, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 910, qui l'autorise, à compter du 3 février 1966, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Vie; Accident et Maladie.

Le siège social de la compagnie est situé à 149 est, rue Main, Hamilton, Ontario.

La compagnie a nommé monsieur Colin MacDonald, Édifice de la Banque Royale, Place Ville-Marie, Montréal, son procureur dans la Province.

Department of Finance
Insurance

The Nova Scotia Trust Company

Notice of Registration

Notice is hereby given that "The Nova Scotia Trust Company" has obtained the certificate of registration provided by section 18 of the Trust Companies Act (chapter 287, R. S. Q. 1964) authorizing it to carry on the operations of trustee for the bond issue of Sobeys Stores Limited in this Province.

The head office of the company is situated at 5415, Spring Garden Road, Halifax, Nova Scotia.

The company has appointed Mr. John H. Tennant, Q.C., or Mr. John A. Ogilvy, 1, Place Ville Marie, Montreal 2, its attorney in the Province.

Given pursuant to the provisions of section 30 of the Trust Companies Act, this 25th day of November 1965.

For the Minister of Finance of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
14056-8-2-o *Inspector of Trust Companies.*

General Fire and Casualty Company

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "General Fire and Casualty Company", registered under number 681, has obtained the license and certificate of registry number 911, authorizing it, as from the 9th of February 1966, to undertake in this Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, hail, limited or inherent explosion, sprinkler leakage, water damage; Accident; Automobile; Sickness.

The head office of the company is situated at 1790, Broadway, New York, New York 10019, United States of America.

The company has appointed Mr. C.-F. Dumaresq, Suite 1880, Sun Life Building, Dominion Square, Montreal 2, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 18th of February 1966.

For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
14056-8-2-o *Superintendent of Insurance.*

The Western Life Assurance Company

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "The Western Life Assurance Company", registered under number 680, has obtained the license and certificate of registry nubber 910, authorizing it, as from the 3rd of February 1966, to undertake in this Province contracts of insurance of the following classes: Life; Accident and Sickness.

The head office of the company is situated at 149, Main Street East, Hamilton, Ontario.

The company has appointed Mr. Colin MacDonald, Royal Bank of Canada Building, Place Ville Marie, Montreal, its attorney in the Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 18 février 1966.

Pour le Ministre des finances
de la province,
Le Surintendant des assurances,
14056-8-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

AEterna-Vie, Compagnie d'Assurance

Avis est donné que « AEterna-Vie, Compagnie d'Assurance », a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 9.

Le Secrétaire,
14158-o LUCIEN GROTHE.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 18th of February 1966.

For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
14056-8-2-o *Superintendent of Insurance.*

AEterna-Vie, Compagnie d'Assurance

Notice is hereby given that "AEterna-Vie, Compagnie d'Assurance", has changed the number of its directors from 6 to 9.

LUCIEN GROTHE,
14158 *Secretary.*

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Paroisse de St-Antoine

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine, municipalité de la paroisse de St-Antoine-sur-Richelieu, division d'enregistrement de Verchères.

Avis est par la présente donné que les lots 124-2, 124-3 et la partie restante du lot 124-1 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 janvier 1966.

Le Sous-ministre,
14142 FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Bruno

Cadastre officiel de la paroisse de St-Bruno' municipalité de la ville de St-Bruno-de-Montarville, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 150, 154, 155 à 158, 159-1 et partie des lots 152, 153, 159-2, 159 sont annulés et les lots 499 et 500 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 8 février 1966.

Le Sous-ministre,
14142-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Étienne de Lauzon

Cadastre officiel de la paroisse de St-Étienne de Lauzon, municipalité de Saint-Étienne, division d'enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que le lot 165-A est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 janvier 1966.

Le Sous-ministre,
14142-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Marie de Sayabec

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Marie de Sayabec, municipalité du village de Sayabec, division d'enregistrement de Matapédia.

Avis est par la présente donné que les lots 210, 210-B, 211, 212 et partie du lot 210-A sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code vivil.

Québec, le 17 décembre 1965.

Le Sous-ministre,
14142-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Martin

Cadaster officiel de la paroisse de St-Martin, municipalité de la ville de Laval, division d'enregistrement de Laval.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Parish of St-Antoine

Official cadastre of the parish of St-Antoine, municipality of the parish of St-Antoine-sur-Richelieu, registration division of Verchères.

Notice is hereby given that lots 124-2, 124-3 and the remaining part of lot 124-1 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 25, 1966.

FERNAND BOUTIN,
14142-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Bruno

Officiel cadastre of the parish of St-Bruno, municipality of the town of St-Bruno-de-Montarville, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 150, 154, 155 à 158, 159-1 and part of lots 152, 153, 159-2 159 are cancelled and lots 499 and 500 are added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, Februry 8, 1966.

FERNAND BOUTIN,
14142-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Étienne de Lauzon

Official cadastre of the parish of St-Étienne de Lauzon, municipality of Saint-Étienne, registration division of Lévis.

Notice is hereby given that lot 165-A is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 27, 1966.

FERNAND BOUTIN,
14142-o *Deputy Minister.*

Parish of Ste-Marie de Sayabec

Official cadastre of the parish of Ste-Marie de Sayabec, municipality of village of Sayabec, registration division of Matapédia.

Notice is hereby given that lots 210, 210-B, 211, 212 and part of lot 210-A are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, December 17, 1965.

FERNAND BOUTIN,
14142-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Martin

Official cadastre of the parish of St-Martin, municipality of the town of Laval, registration division of Laval.

Avis est par la présente donné que la partie restante des lots 23-30 et 26-79 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 8 février 1966.

Le Sous-ministre,
14142-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse du Sault-au-Récollet

Cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet, municipalité de la cité de St-Léonard, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que la partie restante des lots 419-360, 419-361, 419-372, 419-395 et 419-420 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 février 1966.

Le Sous-ministre,
14142-o FERNAND BOUTIN.

Seigneurie de la Terra-Firma-de-Mingan

Cadastre officiel de (partie) de la Seigneurie de la Terra-Firma-de-Mingan, division d'enregistrement de sept-Iles.

Avis est par la présente donné que les lots 59, 66, 77 et 106 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 11 février 1966.

Le Sous-ministre,
14142-o FERNAND BOUTIN.

Notice is hereby given that the remaining part of lots 23-30 and 26-79 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February 8, 1966.

FERNAND BOUTIN,
14142-o *Deputy Minister.*

Parish of Sault-au-Récollet

Official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet, municipality of the city of St-Léonard, Registration division of Montreal.

Notice is hereby given that the remaining part of lots 419-360, 419-361, 419-372, 419-395 and 419-420 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February 16, 1966.

FERNAND BOUTIN,
14142-o *Deputy Minister.*

Seigneurie de la Terra-Firma-de-Mingan

Official cadastre of (Part) of the Seigneurie de la Terra-Firma-de-Mingan, registration division of Sept-Iles.

Notice is hereby given that lots 59, 66, 77 and 106 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February 11, 1966.

FERNAND BOUTIN,
14142-o *Deputy Minister.*

Ministère du Travail

Avis de modification

Barbiers, coiffeurs et coiffeuses
Terrebonne, Deux-Montagnes, etc.

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans les districts électoraux de Terrebonne, Argenteuil, Deux-Montagnes, Laval, Labelle et Papineau, rendue obligatoire par le décret numéro 140 fu 27 février 1952 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° L'alinéa suivant sera ajouté au paragraphe « *a* » de l'article 116, (Horaires de travail pour la zone I), avant le paragraphe intitulé « Exceptions »:

« Les veilles de fêtes chômées, de 8h.30 du matin à 6h. du soir. »

2° L'alinéa i du paragraphe « *a* » de l'article 116 (Horaires de travail pour la zone I), sera remplacé par le suivant:

« i. Dans la ville de Mont-Laurier, le travail se termine à 6 heures du soir le samedi; »

3° Le dernier alinéa du paragraphe « *b* » de l'article 116 (Horaires de travail pour la sone II) sera remplacé par les suivants:

« Les veilles de fêtes chômées, de 8h. du matin à 6h. du soir.

Cependant, dans tout le territoire du district électoral de Papineau assujetti au présent décret, les horaires de travail sont les suivants:

le lundi: jour de repos;

le mardi: de 8h. du matin à 7h. du soir;

Department of Labour

Notice of amendment

Barbers and Hairdressers (male and female)
Terrebonne, Deux-Montagnes, etc.

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Barbering and Hairdressing trades in the electoral districts of Terrebonne, Argenteuil, Deux-Montagnes, Laval, Labelle and Papineau (made binding by decree number 140 of February 27, 1952 and amendments), have petitioned him to submit the following amendments to said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

1. The following paragraph will be added to subsection "*a*", section 116 (Working hours in zone I), before the paragraph entitled "Exceptions":

"Eves of non-working days: 8:30 a.m. to 6:00 p.m."

2. Paragraph i, subsection "*a*", section 116 (Working hours in zone I), will be superseded by the following:

"i. In the town of Mont-Laurier, work ends at 6:00 p.m. on Saturdays."

3. The last paragraph of subsection "*b*", section 116 (Working hours in zone II), will be replaced by the following:

"Eves of non-working days: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.

However, in all the territory of the electoral district of Papineau subject to this decree, working hours are as follows:

Monday: no work;

Tuesday: 8:00 a.m. to 7:00 p.m.;

le mercredi: de 8h. du matin à 7h. du soir;
le jeudi: de 8h. du matin à 7h. du soir;
le vendredi: de 8h. du matin à 9h. du soir;
le samedi: de 8h. du matin à 6h. du soir;
les samedis du 1er juin au 15 septembre, de 8h. du matin à 7h du soir. »

4° Les mots « ainsi que la partie du district électoral de Papineau assujettie au décret » seront ajoutés à la fin du premier paragraphe de l'article 116-A.

5° Les prix minima pour les services suivants apparaissant à l'article 117 seront remplacés par les suivants:

	Zones I	II
« Flambage des cheveux	$0.35	$0.35
Shampooing	1.00	1.00
Massage	1.50	1.50
Mise en plis	1.00	1.00
Tonique ou lotion	0.40	0.40
Teinture des cheveux	3.00	3.00
Aiguisage de rasoir	0.50	0.50»

6° Les horaires de travail du samedi (salons de coiffure et de beauté des zones I et II) apparaissant au paragraphe « *a* » de l'article 120 seront remplacés par les suivants:

« le samedi: de 7h.30 du matin à 5h. du soir. »

7° Les prix minima pour les services suivants apparaissant à l'article 121 seront remplacés par les suivants:

	Zones I et II
« Repeignage des cheveux	$1.50
Shampooing	1.00»

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 mars 1966. 14162-o

Avis de modification

Cercueils — Province

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à la fabrication des cercueils dans la province, rendue obligatoire par le décret numéro 101 du 31 janvier 1957 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modification suivantes audit décret:

1° Le nom de la partie contractante de première part suivante « Les Cercueils South Durham Enrg. », sera modifié pour se lire « Les Cercueils South Durham Ltée ».

2° Le paragraphe « *g* » de l'article V, (semaine de travail et surtemps) sera remplacé par le suivant:

Wednesday: 8:00 a.m. to 7:00 p.m.;
Thursday: 8:00 a.m. to 7:00 p.m.;
Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.;
Saturday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.;
Saturdays (from June 1st to September 15th): 8:00 a.m. to 7:00 p.m."

4. The words "as well as that part of the electoral district of Papineau subject to the decree" will be added to the end of the first paragraph of section 116-A.

5. The minimum prices for the following services listed in section 117 will be superseded by the following:

	Zones I	II
"Singeing	$0.35	$0.35
Shampoo	1.00	1.00
Massage	1.50	1.50
Setting	1.00	1.00
Tonic or lotion	0.40	0.40
Dyeing	3.00	3.00
Razor-stropping	0.50	0.50"

6. In subsection "*a*" of section 120, hours of work on Saturdays (Beauty and hairdressing parlours in zones I and II) will be replaced by the following:

"Saturday: 7:30 a.m. to 5:00 p.m."

7. The minimum prices for the following services listed in section 121 will be replaced by the following:

	Zones I and II
"Recombing	$1.50
Shampoo	1.00"

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, March 5, 1966. 14162-o

Notice of amendment

Casket Manufacturing — Province

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the manufacturing of caskets in the Province (made binding by decree number 101 of January 31, 1957 and amendments) have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

1. The name of "*Les Cercueils South Durham Enrg.*", contracting party of the first part, will be modified to read: "*Les Cercueils South Durham Ltée*".

2. Subsection "*g*" of section V (Work Week and Overtime) will be superseded by the following:

« *g*) Au 1er janvier de chaque année, l'employeur déterminera le taux de salaire horaire moyen de chaque salarié rémunéré à la pièce ou suivant un système de boni ou de prine au rendement, sur la base du salaire gagné au cours des douze (12) derniers mois de travail en fonction des heures travaillées durant ladite période.

Le taux de salaire horaire moyen ainsi déterminé, sera considéré comme étant le taux de salaire de base du salarié concerné au cours de l'année qui suivra, pour fins de calcul du surtemps, des vacances et des fêtes payées prévues par le décret. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double dopie, si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 mars 1966. 14162-o

"(*g*) On January 1st of each year, employers shall determine the average hourly rate for each employee paid on a piece-work basis or according to a bonus or incentive-performance plan, calculated on the basis of each employee's earnings during the last twelve (12) months of work, divided by the number of hours worked during the said period.

The average hourly wage rate so determined shall be considered as the basic hourly wage rate of the employee concerned for that year, for the purpose of calculating overtime, paid holidays and paid vacations provided in the decree."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force of the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate, if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, March 5, 1966. 14162-o

Avis de modification

Garage — Arthabaska

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S. R. Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1921 du 7 octobre 1964 et amendements, relatif aux employés de garage dans le district électoral d'Arthabaska, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Le paragraphe « *d* » de l'article I sera remplacé par le suivant:

« *d*) *Préposé au service:* Le terme « préposé au service » désigne tout salarié qui vend de l'essence ou des lubrifiants, graisse ou lave ou conduit les véhicules à moteur, fait le nettoyage ou le chauffage des établissements, change ou répare les pneus, les courroies de ventilateurs et de la dynamo, les accumulateurs, les boyaux, les essuie-glaces, les phares, les filtres. »

2° Le premier alinéa du paragraphe « *n* » de l'article I sera remplacé par le suivant:

« *n*) *Station-service:* Le terme « Station de service » désigne tout poste dans lequel: 1° on vend de l'essence et des lubrifiants, 2° on vend, monte et répare les pneus; 3° on lave, nettoie, polit, lubrifie et remise les véhicules à moteur; 4° on donne un service de dépannage; 5° on vend et monte les pièces d'équipement énumérées au paragraphe « *d* » du présent article. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Notice of amendment

Garage Employees — Arthabaska

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting Garage Employees in the electoral district of Arthabaska (made binding by decree number 1921 of October 7, 1964 and amendments) have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

1. Subsection "*d*" section I will be replaced by the following:

"(*d*) *Serviceman:* The word "serviceman" designates any employee who: sells gasoline or lubricants; lubricates, washes or drives motor vehicles; looks after the establishments cleaning or heating; changes or repairs tires, fan and generator belts, batteries, hoses, windshield wipers, lights and filters."

2. The first paragraph of subsection "*n*", section I, will be replaced by the following:

"(*n*) *Service station:* The term "service station" designates any station where: 1. Gasoline or lubricants are sold; 2. tires are sold, installed and repaired; 3. motor vehicles are washed, cleaned, polished, lubricated and stored; 4. emergency break-down service is given; 5, motor vehicle parts and equipment, as listed in subsection "*d*" of this section, are sold and installed."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objectifs, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 mars 1966. 14162-o

Avis de modification

Garage — Sherbrooke

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1637 du 26 août 1964 et amendements, relatif aux employés de garage dans la région de Sherbrooke, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Le paragraphe « *e* » de l'article I sera remplacé par le suivant:

« *e*) *Préposé au service:* Le terme « préposé au service » désigne tout salarié, qui vend de l'essence ou des lubrifiants, graisse, lave ou conduit les véhicules à moteur, fait le nettoyage ou le chauffage des établissements, change ou répare les pneus, les courroies de ventilateurs et de la dynamo, les accumulateurs, les boyaux, les essuie-glaces, les phares, les filtres. »

2° Le premier alinéa du paragraphe « *o* » de l'article I sera remplacé par le suivant:

« *o*) *Station de service:* Le terme « station de service » désigne tout poste dans lequel: 1. on vend de l'essence et des lubrifiants; 2. on vend, monte et répare les pneus; 3. on lave, nettoie, polit, lubrifie et remise les véhicules à moteur; 4. on donne un service de dépannage; 5. on vend et monte les pièces d'équipement énumérées au paragraphe « *e* » du présent article. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objectifs, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 mars 1966. 14162-o

Avis de modification

Imprimerie — Montréal

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, chapitre 143), que des parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 2114 du 4 ovembre 1964 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de l'imprimerie

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections shouls be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 5, 1966. 14162-o

Notice of amendment

Garage Employees — Sherbrooke

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting Garage Employees in the Sherbrooke region (made binding by decree number 1637 of August 26, 1964 and amendments), have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

1. Subsection "*e*" of section I will be superseded by the following:

"(*e*) *Serviceman:* The word "serviceman" designates any employee who: sells gasoline or lubricants; lubricates, washes or drives motor vehicles; looks after the establishmen's cleaning or heating; changes or repairs tires, fan and generator belts, batteries, hoses, windshield wipers, lights and filters."

2. The first paragraph of subsection "*o*", section I, will be replaced by the following:

"(*o*) *Service station:* The term "service station" designates any station where: 1. Gasoline or lubricants are sold; 2. tires are sold, installed and repaired; 3. motor vehicles are washed, cleaned, polished, lubricated and stored; 4. emergency break-down service is given; 5. motor vehicle parts and equipment, as listed in subsection "*e*" of this section, are sold and installed."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, March 5, 1966. 14162-o

Notice of amendment

Printing Industry — Montréal

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that contracting parties to the collective labour agreement respecting the Printing Industry and trades in the Montreal region (made binding by decree number 2114 of November 4, 1964 and amendments)

dans la région de Montréal, lui ont présenté deux requêtes à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en en conseil la modification suivante audit décret:

Les emplois suivants seront ajoutés au paragraphe A (Atelier de composition) de l'article XIX:

	Zone I		Zone II		Zone III	
	Taux de jour — Day rates	Taux de nuit — Night rates	Taux de jour — Day rates	Taux de nuit — Night rates	Taux de jour — Day rates	Taux de nuit — Night rates
« Préposé(e) à la composition à froid:— Cold type composition machine operator:						
1re année — 1st year	$1.25	$1.44	$1.15	$1.32	$1.10	$1.27
2e année — 2nd year	1.50	1.73	1.35	1.55	1.25	1.44
3e année — 3rd year	1.75	2.01	1.55	1.78	1.45	1.67
Après 3 années révolues — Thereafter	2.25	2.57	2.00	2.30	1.90	2.19
Tireur d'épreuves en galées à plein temps:— Galley proof puller (full time):						
Les six premiers mois — First six months	1.20	1.38	1.10	1.27	1.05	1.21
Ultérieurement — Thereafter	1.40	1.61	1.30	1.50	1.25	1.44»

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 mars 1966. 14162-o

have twice petitioned him to submit the following amendment to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

The following occupations will be added to subsection A (Composing room) of section XIX:

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice is the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, March 5, 1966. 14162-o

Avis d'approbation de règlements

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les règlements spéciaux du Comité paritaire de l'industrie de la construction, Région des Laurentides, dont le texte suit, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 2449 du 15 décembre 1965 (Section « A »).

« *Article 25. Certificat de qualification:*

Conformément à l'article 25 de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), le comité paritaire rend le certificat de qualification obligatoire dans tout le champ d'application territorial du décret numéro 2273 du 17 novembre 1965 et ses modifications ultérieures, excepté dans les comtés d'Argenteuil et de Deux-Montagnes, pour les salariés exerçant les métiers suivants: charpentier-menuisier, charpentier-menuisier 1re année, peintre, peintre 1re année, briqueteur, maçon, plâtrier, poseur de parpaings, carreleur (céramique), carreleur (asphalte, plastique, caoutchouc, vinyl, linoléum, amiante), granitiste, marbrier de bâtiment, polisseur-granitiste (machine à sec), polisseur-granitiste (machine à l'eau), poseur de bourrelets.

Article 29. Registre:

Conformément aux dispositions du paragraphe « *g* » de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective, le comité paritaire impose à

Notice of a by-laws approval

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the special by-laws of the Construction Industry Parity Committee, Laurentides region, text of which is given below, have been approved by Order in Council number 2449(A) of December 15, 1965.

"*Section 25. Competency certificate:*

In compliance with section 25 of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the Parity Committee makes competency certificates mandatory throughout the territorial jurisdiction of decree number 2273 of November 17, 1965 and its subsequent amendments (except in Argenteuil and Deux-Montagnes counties) for employees in the following trades: carpenter-joiner, carpenter-joiner (1st year), painter, painter (1st year), bricklayer, mason, plasterer, cement-block layer, ceramic tile setter, tile setter (asphalt, plastic, rubber, vinyl, linoleum, asbestos), terrazzo layer, marble setter, terrazzo polisher (dry process), terrazzo polisher (wet process), weatherstripping layer.

Section 29. Register:

In compliance with the provisions of subsection "*g*", section 20 of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee makes it

tout employeur professionnel régi par le décret numéro 2273 du 17 novembre 1965 et ses modifications ultérieures, l'obligation de tenir un registre où sont indiqués les noms, prénoms et résidence de chaque salarié à son emploi, sa qualification, la durée et la nature du travail régulier et supplémentaire de chaque jour ainsi que le salaire payé pour ce travail, avec mention du mode et de l'époque de paiement.

Article 30. Rapport mensuel:

Conformément au paragraphe « *h* » de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective, le comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 2273 du 17 novembre 1965 et ses modifications ultérieures, à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, donnant les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. »

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 mars 1966. 14162-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des coiffeurs de Sherbrooke, établi en exécution du décret numéro 255 du 5 mars 1953, été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 309 du 23 février 1966, section « A », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er mars 1966 au 1er mars 1967; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 255 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 255 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% calculée sur une rémunération hebdomadaire moyenne de $90.00. Tout employeur ou employeur professionnel qui pratique lui-même l'un ou l'autre des métiers visés par le décret est de plus considéré comme un artisan aux fins du présent règlement.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 255 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

mandatory for every professional employer governed by decree number 2273 of November 17, 1965 and its subsequent amendments, to keep a register containing the following: name, surname and address of each employee in his service, his qualification, length and type of regular and overtime work performed each day and wages paid therefor, with a note regarding how and when payment was made.

Section 30. Monthly report:

In compliance with subsection "*h*", section 20 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee compells every professional employer governed by decree number 2273 of November 17, 1965 and its subsequent amendments, to forward it a written monthly report. Such report should contain the following: name, surname and address of each employee in his service, his qualification, the number of regular and overtime hours worked each week, type of work and wages paid."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, March 5, 1966. 14162-o

Notice of levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Sherbrooke Hairdressers' Parity Committee (established in pursuance of decree No. 255 of March 5, 1953 and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 309 of February 23, 1966, section "A", authorizes such levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from March 1, 1966 to March 1, 1967. It is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by said decree No. 255 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees subject to said decree.

(*b*) Artisans governed by said decree No. 255 and amendments, shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent ot ½ of 1%, based on the average wage of $90.00 per week. Under this by-law, any employer who plies one or the other trades covered by the decree is moreover considered as an artisan.

(*c*) Employer governed by said decree No. 255 and amendments, shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages.

2. *Collection method*

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by said Parity Committee shouls be given. At the end of each week, the professional employer shall collect from the wages of every employee, the sums due the Parity Committee.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi des décrets de Convention Collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des coiffeurs de Sherbrooke, pour la période comprise entre le 1er mars 1966 et le 1er mars 1967.

COMITÉ PARITAIRE DES COIFFEURS DE SHERBROOKE

État des recettes et des déboursés problables pour la période comprise entre le 1er mars 1966 et le 1er mars 1967.

Recettes:	
Cotisations patronales	$ 1,800.00
Cotisations ouvrières	1,800.00
Cotisations artisanales	8,000.00
Pénalités et amendes	625.00
Honoraires d'examen	300.00
Cours de formation	450.00
Impôt fédéral	309.40
Impôt provincial	208.00
Fonds de pension	79.20
	$13,571.60
Déboursés:	
Salaire du secrétaire	$ 5,720.00
Salaire du personnel	520.00
Frais d'inspection	1,200.00
Honoraires: Bureau d'examinateurs	240.00
Frais: Bureau d'examinateurs	100.00
Loyer et taxes	960.00
Éclairages, chauffage, entretien	325.00
Frais judiciaires	150.00
Frais de vérification	200.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	400.00
Poste, téléphone, télégramme	550.00
Intérêts, échange, agios	60.00
Abonnement et publicité	100.00
Jetons de présence (membres du comité)	450.00
Frais de déplacements (membres du comité)	900.00
Frais de délégation	300.00
Frais d'affiliation	50.00
Cours de formation	400.00
Assurance caution	10.00
Assurances générales	90.00
Impôt fédéral	309.40
Impôt provincial	208.00
Rentes du Québec	158.40
	$13,400.80

Everymonth, the professional employer shall complete, sign, and forward his report to the Parity Committee. This Commitee has the authority to request the attestation of said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

The report, together with the dues shall be forwarded to the Parity Committee on or before the Wednesday following the expiry date of the period for which it is required.

3. *Financial report*

In compliance with the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30st, September 30st and December 31st of each year.

Attached herewith is a statement of estimated receipts and disbursements of the Sherbrooke Hairdressers' Parity Committee for the March 1, 1966 to March 1, 1967 period.

SHERBROOKE HAIRDRESSERS' PARITY COMMITTEE

Statement of estimated receipts and disbursements for the March 1, 1966 to March 1, 1967 period.

Receipts:	
Employers' dues	$ 1,800.00
Employees' dues	1,800.00
Artisans' dues	8,000.00
Penalties and fines	625.00
Examination fees	300.00
Training courses	450.00
Federal tax	309.40
Provincial tax	208.00
Pension fund	79.20
	$13,571.60
Disbursements:	
Secretary's salary	$ 5,720.00
Staff's salary	520.00
Inpection expenses	1,200.00
Fees: Board of Examiners	240.00
Expenses: Board of Examiners	100.00
Rent and taxes	960.00
Lights, head, maintenance	325.00
Legel fees	150.00
Auditor's fees	200.00
Printing, stationery, office equipment	400.00
Postage, telephone, telegrams	550.00
Interest, exchange, agio	60.00
Subscription and advertising	100.00
Attendance tokens (Committee members)	450.00
Travelling expenses (Committee members)	900.00
Delegation expenses	300.00
Affiliation fees	50.00
Training courses	400.00
Fidelity bond	10.00
General insurance	90.00
Federal tax	309.40
Provincial tax	208.00
Québec Pension Board	158.40
	$13,400.80

Excédent des recettes sur les déboursés avant dépréciation..... $ 170.80

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 mars 1966. 14162-o

Surplus, before deprecitation..... $ 170.80

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, March 5, 1966. 14162-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du commerce de la quincaillerie, district de Québec, établi en exécution du décret numéro 1090, du 7 mars 1940, et amendement, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 309 du 23 février 1966, section « B », le tout conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 16 mars 1966 au 16 mars 1967; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1090 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires, bonis ou allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 1090 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires, bonis et allocations.

c) Les artisans régis par le décret numéro 1090 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret numéro 1090 et amendements, pour le salarié le moins rémunéré suivant leur emploi.

2. *Mode de perception*

Les cotisations sont payables entre le 1er et le 10 de chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes dues au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

À chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au Comité paritaire un rapport détaillé indiquant, sur les formules mises à sa disposition par ledit Comité paritaire, les noms, prénoms et adresses de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salarié payé.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par ledit employeur professionnel et par ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province de Québec.

Le Comité paritaire a le droit d'exiger l'assermentation des rapports mensuels des employeurs professionnels chaque fois qu'il le juge à propos.

L'artisan doit payer sa cotisation au Comité paritaire avant le 10 de chaque mois.

Notice of levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Hardware Trade, Quebec district (established in pursuance of decree no. 1090 of March 7, 1940 and amendments), has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees governed by said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 309 of February 23, 1966, section "B", authorizes such levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from March 16, 1966 to March 16, 1967. It is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by decree no. 1090 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the salaries, bonuses and allocations paid to their employees subject to said decree.

(*b*) Employees governed by decree no. 1090 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages, bonuses and allocations.

(*c*) Artisans governed by decree no. 1090 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the salary fixed in decree no. 1090 and amendments for the lowest-paid employee according to their trade.

2. *Collection method*

Dues are payable between the 1st and 10th of each month.

At the end of every week, the professional employer must collect from each of his employee's wages, the sums due the Parity Committee.

Every month, the professional employer shall submit a detailed report to the Parity Committee. This report, submitted on forms made available by said Parity Committee, should indicate: the name, surname and address of each employee in his service, his qualification or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid.

This report, duly signed by the professional employer, shall accompany the dues payable to the Parity Committee by said professional employer and his employees. All such sums must be paid in money considered as legal tender in the Province of Quebec.

The Parity Committee has the authority to request an attestation of the professional employers' monthly reports whenever it shall deem it advisable.

Artisans must pay their dues to the Parity Committee before the 10th of each month.

3. *Rapport financier*

Selon les termes de la Loi des décrets de Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire du Commerce de la Quincaillerie, district de Québec, pour la période comprise entre le 16 mars 1966 au 16 mars 1967.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE LA QUINCAILLERIE DISTRICT DE QUÉBEC

Estimé des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 16 mars 1966 et le 16 mars 1967.

Recettes:	
Cotisations patronales	$18,400.00
Cotisations ouvrières	18,400.00
Pénalités et amendes	78.00
Intérêts de banque	75.00
Impôt fédéral	693.00
Impôt provincial	376.00
Assurance-chômage	150.00
Assurance-vie-santé	170.00
	$38,542.00
Déboursés:	
Salaires du secrétaire	$ 8,320.00
Salaires du personnel	6,380.00
Salaires des inspecteurs	13,000.00
Frais d'inspection	3,500.00
Honoraires: Bureau d'examinateurs	360.00
Frais: Bureau d'examinateurs	720.00
Frais judiciaires	250.00
Frais de vérification	350.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	800.00
Poste, téléphone, télégramme	150.00
Intérêt, échange, agios	3.00
Jetons de présence (membres du comité)	600.00
Frais de déplacements (membres du comité)	2,200.00
Assurance-chômage	300.00
Assurance-groupe	340.00
Impôt fédéral	693.00
Impôt provincial	376.00
	$38,342.00
Excédent des revenus sur les dépenses avant dépréciation	$ 200.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 mars 1966. 14162-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Directeurs de Funérailles, Ile de Montréal et Ile Jésus, établi en exécution du décret numéro 932 du 6 mai 1964, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 309 du 23 février 1966, section « C », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143) à prélever des cotisations des employeurs professionnels,

3. *Financial report*

In compliance with the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

A statement of estimated receipts and disbursements of the Joint Committee of the Hardware Trade, Québec district, is attached herewith for the March 16, 1966 to March 16, 1967 period.

THE JOINT COMMITTEE OF THE HARDWARE TRADE, QUEBEC DISTRICT

Statement of estimated receipts and disbursements for the March 16, 1966 to March 16, 1967 period.

Receipts:	
Employees' dues	$18,400.00
Employers' dues	18,400.00
Penalties and fines	78.00
Bank interest	75.00
Federal tax	693.00
Provincial tax	376.00
Unemployment Insurance	150.00
Life, health insurance	170.00
	$38,542.00
Disbursements:	
Secretary's salary	$ 8,320.00
Staff's salary	6,380.00
Inspectors' salaries	13,000.00
Inspection expenses	3,500.00
Fees: Board of Examiners	360.00
Expenses: Board of Examiners	720.00
Legal fees	250.00
Auditor's fees	350.00
Printing, stationery, office equipment	800.00
Postage, telephone, telegrams	150.00
Interest, exchange, agio	3.00
Attendance tokens (Committee members)	600.00
Travelling expenses (Committee members)	2,200.00
Unemployment Insurance	300.00
Group Insurance	340.00
Federal tax	693.00
Provincial tax	376.00
	$38,342.00
Surplus, before depreciation	$ 200.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, March 5, 1966. 14162-o

Notice of levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of Funeral Directors of the Island of Montréal and Ile Jésus (established in pursuance of decree number 932 of May 6, 1964) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in

des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 13 mars 1966 au 13 mars 1967; cette cotisation s'exerce comme ci-dessus mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par décret numéro 932 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 932 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire moyen établi à $100 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 932 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le quinze (15) du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Directeurs de Funérailles, Ile de Montréal et Ile Jésus, pour la période comprise entre le 13 mars 1966 et le 13 mars 1967.

COMITÉ PARITAIRE DES DIRECTEURS DE FUNÉRAILLES, ILE DE MONTRÉAL ET ILE JÉSUS

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 13 mars 1966 et le 13 mars 1967.

Council number 309 of February 23, 1966, section "C", authorizes such levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from March 13, 1966 to March 13, 1967. It is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by decree number 932 shall pay to Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for employees subject to said decree.

(*b*) Artisans governed by said decree number 932 shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the average weekly income, fixed at $100 per week.

(*c*) Employees governed by said decree number 932 shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages.

2. *Collection method*

In order to facilitate the collection of these contributions, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which must be noted all the information requested by said Parity Committee. The professional employer shall complete, sign and forward his report monthly to the Parity Committee.

At the end of each week and on behalf of the Committee, the professional employer shall collect the levy imposed on his employees, by means of a check-off.

The professional employer must submit his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees shall accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice so that me may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

In compliance with the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

Attached hereto is a statement of estimated receipts and disbursements of the Parity Committee of Funeral Directors of the Island of Montréal and Ile Jésus for the March 13, 1966 to March 13, 1967 period.

PARITY COMMITTEE OF FUNERAL DIRECTORS OF THE ISLAND OF MONTRÉAL AND ILE JÉSUS

Statement of estimated receipts and disburesments for the March 13, 1966 to March 13, 1967 period.

Recettes:	
Cotisations patronales	$4,000.00
Cotisations ouvrières	4,000.00
Cotisations artisanales	500.00
Pénalités et amendes	200.00
Dommages: intérêts liquidés	150.00
Intérêts sur placements	150.00
	$9,000.00

Déboursés:	
Salaire du secrétaire	$2,080.00
Salaire du personnel	400.00
Salaire des inspecteurs	1,040.00
Frais d'inspection	360.00
Loyer et taxes	600.00
Frais judiciaires	100.00
Frais de vérification	200.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	300.00
Poste, téléphone, télégramme	350.00
Intérêts, échange, agios	5.00
Jetons de présence	420.00
Frais de déplacements	2,100.00
Frais de délégation	800.00
Frais d'affiliation	50.00
Assurance-caution	10.00
	$8,815.00
Excédent prévu des recettes sur les déboursés	$ 185.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail.
Québec, le 5 mars 1966. 14162-o

Receipts:	
Employers' dues	$4,000.00
Employees' dues	4,000.00
Artisans' dues	500.00
Penalties and fines	200.00
Damages: liquidated interest	150.00
Interest on investments	150.00
	$9,000.00

Disbursements:	
Secretary's salary	$2,080.00
Staff's salary	400.00
Inspectors' salaries	1,040.00
Inspection expenses	360.00
Rent and taxes	600.00
Legal fees	100.00
Auditor's fees	200.00
Printing, stationery, office equipment	300.00
Postage, telephone, telegrams	350.00
Interest, exchange, agio	5.00
Attendance tokens	420.00
Travelling expenses	2,100.00
Delegation expenses	800.00
Affiliation fees	50.00
Fidelity bond	10.00
	$8,815.00
Forecast surplus	$ 185.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, March 5, 1966. 14162-o

Ministère de la Voirie

Avis

Les rues et routes ci-après désignées ne seront plus à l'avenir entretenues par le ministère de la Voirie:

Dans le comté de Vaudreuil:

Dans la municipalité du village de Hudson:

La rue Mount Pleasant d'une longueur de 3,292 pieds; la rue McNaughton d'une longueur de 1,350 pieds; le chemin du Quai d'une longueur de 1,450 pieds; la rue Melrose d'une longueur de 558 pieds; la rue Water d'une longueur de 400 pieds; la rue Cedar d'une longueur de 2,373 pieds; la rue Pine d'une longueur de 2,550 pieds; la rue Selkirk Sud d'une longueur de 1,850 pieds; la rue Selkirk Nord d'une longueur de 1,250 pieds; la rue Park d'une longueur de 295 pieds; la rue St. John d'une longueur de 1,048 pieds; la rue Lakeview d'une longueur de 2,055 pieds, la rue Ridgeroad d'une longueur de 1,548 pieds.

Dans la municipalité du village de Como-Est:

La rue Senderson d'une longueur de 888 pieds.

Dans la municipalité du village de Hudson Heights:

La rue Brisbane d'une longueur de 1,940 pieds; la rue Whitlock d'une longueur de 1,520 pieds; la rue Birch Hill d'une longueur de 4,534 pieds; la rue Ridgeroad d'une longueur de 2,343 pieds; la rue Oakland d'une longueur de 1,789 pieds; la rue Elm d'une longueur de 1,960 pieds; la rue Maple Sud d'une longueur de 1,710 pieds; la rue Maple Nord d'une longueur de 350 pieds; la rue Lakeview d'une longueur de 807 pieds.

Department of Roads

Notice

The streets and highways hereinafter designated shall no longer be maintained by the Department of Roads:

In the county of Vaudreuil:

In the municipality of the Village of Hudson:

Mount Pleasant Street to a length of 3,292 feet; McNaughton Street to a length of 1,350 feet; Chemin du Quai to a length of 1,450 feet; Melrose Street to a length of 558 feet; Water Street to a length of 400 feet; Cedar Street to a length of 2,373 feet; Pine Street to a length of 2,550 feet; Selkirk Street south to a length of 1,850 feet; Selkirk Street north to a length of 1,250 feet; Park Street to a length of 295 feet; St. John Street to a length of 1,048 feet; Lakeview Street to a length of 2,055 feet; Ridgeroad Street to a length of 1,548 feet.

In the municipality of the Village of Como-East:

Senderson Street to a length of 888 feet.

In the municipality of the Village of Hudson Heights:

Brisbane Street to a length of 1,940 feet; Whitlock Street to a length of 1,520 feet; Birch Hill Street to a length of 4,534 feet; Ridgeroad Street to a length of 2,343 feet; Oakland Street to a length of 1,789 feet; Elm Street to a length of 1,960 feet; Maple Street South to a length of 1,710 feet; Maple Street north to a length of 350 feet; Lakeview Street to a length of 807 feet.

Dans la municipalité de la ville de Rigaud:
La rue St-Anselme d'une longueur de 565 pieds.

Dans la municipalité de la ville de Vaudreuil:
La rue du Courant ou Couvent d'une longueur de 260 pieds; la rue Ste-Julie d'une longueur de 659 pieds; la rue St-Jean d'une longueur de 170 pieds; la rue Baptiste d'une longueur de 426 pieds; la rue Ste-Marguerite d'une longueur de 646 pieds; la rue St-Joseph d'une longueur de 1,085 pieds; la rue Ste-Angélique d'une longueur de 1,140 pieds; la rue St-Louis d'une longueur de 1,178 pieds; la rue St-Charles d'une longueur de 446 pieds; le chemin Quinchien Sud d'une longueur de 250 pieds.

Dans la municipalité de la ville de Beaconsfield, comté de Jacques-Cartier:
La montée Beaurepaire d'une longueur de 4,500 pieds.

Québec, 18 février 1966.

Le Ministre de la Voirie,
BERNARD PINARD.

14161-o

In the municipality of the Town of Rigaud:
St-Anselme Street to a length of 565 feet.

In the municipality of the Town of Vaudreuil:
Courant or Couvent Street to a length of 260 feet; Ste-Julie Street to a length of 659 feet; St-Jean Street to a length of 170 feet; Baptiste Street to a length of 426 feet; Ste-Marguerite Street to a length of 646 feet; St-Joseph Street to a length of 1,085 feet; Ste-Angélique Street to a length of 1,140 feet; St-Louis Street to a length of 1,178 feet; St-Charles Street to a length of 446 feet; Quinchien Road South to a length of 250 feet.

In the municipality of the Town of Beaconsfield, county of Jacques-Cartier:
Montée Beaurepaire to a length of 4,500 feet.

Quebec, February 18, 1966.

BERNARD PINARD,
Minister of Roads.

14161

Soumissions

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Beloeil
Comté de Verchères

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jacques Desautels, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures p.m., 742, rue Laurier, Beloeil, et par après de 7.30 heures p.m. à 8 heures p.m., Hôtel de Ville, Beloeil, jeudi, le 24 mars 1966, pour l'achat de $130,500 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Beloeil, comté de Verchères, datées du 1er avril 1966 et remboursables par séries du 1er avril 1967 au 1er avril 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er octobre et 1er avril de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolutions du 8 juillet 1964 — $25,000 — achat de terrain; 4 novembre 1965 — $30,500 — restauration de l'école élémentaire Ste-Maria-Goretti; 16 décembre 1965 — $75,000 — achat de terrain.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1966.

Tableau d'amortissement — $130,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1967	$ 3,500
1er avril 1968	3,500
1er avril 1969	4,500
1er avril 1970	4,500
1er avril 1971	4,500
1er avril 1972	4,500
1er avril 1973	5,000
1er avril 1974	5,000
1er avril 1975	6,000
1er avril 1976	6,000
1er avril 1977	6,000
1er avril 1978	7,000
1er avril 1979	7,000
1er avril 1980	8,000
1er avril 1981	8,000
1er avril 1982	8,500
1er avril 1983	8,500
1er avril 1984	9,500

Tenders

The school commissioners for the municipality of the town of Beloeil
County of Verchères

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders ford Bonds" will be received by the undersigned Jacques Desautels, secretary-treasurer, until 5:00 o'clock p.m., 742 Laurier Street, Beloeil, and thereafter from 7:30 p.m., to 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, Beloeil, Thursday, March 24, 1966, for the purchase of an issue of $130,500 of bonds for the school commissioners for the municipality of the town of Beloeil, county of Verchères, dated April 1, 1966, and redeemable serially from April 1, 1967 to April 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on October 1 and April 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolutions of July 8, 1964 — $25,000 — buying of land; November 4, 1965 — $30,500 — the restauration of Ste-Maria-Goretti Elementary School; December 16, 1965 — $75,000 — buying of land.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1966.

Table of redemption — $130,500 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1967	$ 3,500
April 1, 1968	3,500
April 1, 1969	4,500
April 1, 1970	4,500
April 1, 1971	4,500
April 1, 1972	4,500
April 1, 1973	5,000
April 1, 1974	5,000
April 1, 1975	6,000
April 1, 1976	6,000
April 1, 1977	6,000
April 1, 1978	7,000
April 1, 1979	7,000
April 1, 1980	8,000
April 1, 1981	8,000
April 1, 1982	8,500
April 1, 1983	8,500
April 1, 1984	9,500

1er avril 1985	$10,500
1er avril 1986	10,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beloeil.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 24 mars 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, Beloeil, comté de Verchères.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Beloeil, (Comté de Verchères), ce 1er mars 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
JACQUES DESAUTELS.

742, rue Laurier,
Beloeil, (Verchères), P.Q.
Téléphone: 467-6791, code 514. 14198-o

April 1, 1985	$10,500
April 1, 1986	10,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Beloeil.

Capital and interest are payable at all the branches, in the Province of Quebec, of the bank whose name is mentioned in the loan procedure, as well as the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Thursday, March 24, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, Beloeil, county of Verchères.

The school commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Beloeil, (County of Verchères), March 1, 1966.

JACQUES DESAUTELS,
Secretary-Treasurer.

742 Laurier Street,
Beloeil, (Verchères), P.Q.
Telephone: 467-6791, code 514. 14198

Ville de Cowansville
Comté de Missisquoi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J. R. Ouellette, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, C.P. 880, Cowansville, comté de Missisquoi, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 21 mars 1966, pour l'achat de $535,000 d'obligations de la ville de Cowansville, comté de Missisquoi, datées du 1er avril 1966 et remboursables par séries du 1er avril 1967 au 1er avril 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 398 — $3,400 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 400 — $2,600 — aqueduc; 409 — $1,000 — aqueduc; 424 — $220,000 — aqueduc et égouts; 429 — $185,000 — aqueduc et égouts; 430 — $1,500 — aqueduc et égouts; 431 — $52,000 — aqueduc, égouts et voirie; 434 — $32,000 — aqueduc et égouts; 441 — $12,500 — aqueduc et égouts; 454 — $25,000 — traverse à niveau.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1966.

Tableau d'amortissement — $535,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1967	$ 8,000
1er avril 1968	9,000

Town of Cowansville
County of Missisquoi

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J. R. Ouellette, secretary-treasurer, Town Hall, P.O. Box 880, Cowansville, county of Missisquoi, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, March 21, 1966, for the purchase of an issue of $535,000 of bonds for the town of Cowansville, county of Missisquoi, dated April 1, 1966, and redeemable serially from April 1, 1967 to April 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 398 — $3,400 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 400 — $2,600 — aqueduct; 409 — $1,000 — aqueduct; 424 — $220,000 — aqueduct and sewers; 429 — $185,000 — aqueduct and sewers; 430 — $1,500 — aqueduct and sewers; 431 — $52,000 — aqueduct, sewers and roads; 434 — $32,000 — aqueduct and sewers; 441 — $12,500 — aqueduct and sewers; 454 — $25,000 — level crossing.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1966.

Table of redemption — $535,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1967	$ 8,000
April 1, 1968	9,000

1er avril 1969	$10,000
1er avril 1970	13,000
1er avril 1971	13,000
1er avril 1972	15,000
1er avril 1973	18,000
1er avril 1974	18,000
1er avril 1975	21,000
1er avril 1976	23,000
1er avril 1977	26,000
1er avril 1978	29,000
1er avril 1979	29,000
1er avril 1980	33,000
1er avril 1981	36,000
1er avril 1982	43,000
1er avril 1983	42,000
1er avril 1984	49,000
1er avril 1985	51,000
1er avril 1986	49,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Cowansville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 21 mars 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, Parc Municipal, Cowansville, comté de Missisquoi, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cowansville, (Comté de Missisquoi), ce 28 février 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
J. R. OUELLETTE.

Hôtel de Ville, C.P. 880,
Cowansville, (Missisquoi), P.Q.
Téléphone: 263-0141, code 514. 14199-o

April 1, 1969	$10,000
April 1, 1970	13,000
April 1, 1971	13,000
April 1, 1972	15,000
April 1, 1973	18,000
April 1, 1974	18,000
April 1, 1975	21,000
April 1, 1976	23,000
April 1, 1977	26,000
April 1, 1978	29,000
April 1, 1979	29,000
April 1, 1980	33,000
April 1, 1981	36,000
April 1, 1982	43,000
April 1, 1983	42,000
April 1, 1984	49,000
April 1, 1985	51,000
April 1, 1986	49,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Cowansville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 21, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, Municipal Park, Cowansville, county of Missisquoi, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Cowansville, (County of Missisquoi), February 28, 1966.

J. R. OUELLETTE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, P.O. Box 880,
Cowansville, (Missisquoi), P.Q.
Telephone: 263-0141, code 514. 14199

Cité de Laflèche
Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné E. F. Taillon, greffier, Hôtel de Ville, 3350, Grande-Allée, Laflèche, comté de Chambly, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 22 mars 1966, pour l'achat de $491,000 d'obligations de la cité de Laflèche, comté de Chambly, datées du 1er avril 1966 et remboursables par séries du 1er avril 1967 au 1er avril 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 155 — $195,000 — aqueduc et égouts; 167 — $153,000 — aqueduc et égouts;

City of Laflèche
County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned E. F. Taillon, city clerk, City Hall, 3350 Grande-Allée, Laflèche, county of Chambly, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, March 22, 1966, for the purchase of an issue of $491,000 of bonds for the city of Laflèche, county of Chambly, dated April 1, 1966, and redeemable serially from April 1, 1967 to April 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 155 — $195,000 — aqueduct and sewers; 167 — $153,000 — aqueduct and

168 — $8,000 — achat de terrains; 169 (214) — $18,000 — acquisition de terrains; 213 — $107,000 — voirie; 220 — $10,000 — achat de terrains.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1966.

Tableau d'amortissement — $491,000 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1967	$ 6,000
1er avril 1968	6,000
1er avril 1969	7,000
1er avril 1970	8,000
1er avril 1971	8,000
1er avril 1972	9,000
1er avril 1973	9,000
1er avril 1974	10,000
1er avril 1975	11,000
1er avril 1976	11,000
1er avril 1977	13,000
1er avril 1978	13,000
1er avril 1979	14,000
1er avril 1980	15,000
1er avril 1981	15,000
1er avril 1982	17,000
1er avril 1983	18,000
1er avril 1984	18,000
1er avril 1985	19,000
1er avril 1986	264,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 22 mars 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 3350 Grande-Allée, Laflèche, comté de Chambly, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Laflèche, (Comté de Chambly), ce 1er mars 1966.

Le Greffier,
E. F. TAILLON.

Hôtel de Ville, 3350, Grande-Allée,
Laflèche, (Chambly), P.Q.
Téléphone: 676-1866, code 514. 14201-o

sewers; 168 — $8,000 — purchase of terrains; 169 (214) — $18,000 — acquisition of terrains; 213 — $107,000 — roads; 220 — $10,000 — purchase of terrains.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1966.

Table of redemption — $491,000 — 20 years

Year	Capital
April 1, 1967	$ 6,000
April 1, 1968	6,000
April 1, 1969	7,000
April 1, 1970	8,000
April 1, 1971	8,000
April 1, 1972	9,000
April 1, 1973	9,000
April 1, 1974	10,000
April 1, 1975	11,000
April 1, 1976	11,000
April 1, 1977	13,000
April 1, 1978	13,000
April 1, 1979	14,000
April 1, 1980	15,000
April 1, 1981	15,000
April 1, 1982	17,000
April 1, 1983	18,000
April 1, 1984	18,000
April 1, 1985	19,000
April 1, 1986	264,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, March 22, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the City Hall, 3350 Grande-Allée, Laflèche, county of Chambly, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Laflèche, (County of Chambly), March 1, 1966.

E. F. TAILLON,
City Clerk.

City Hall, 3350 Grande-Allée,
Laflèche, (Chambly), P.Q.
Telephone: 676-1866, code 514. 14201

Cité de Loretteville
Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Paul-A. Cantin, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 236, rue Racine, Loretteville, comté de Québec, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 21 mars 1966, pour l'achat de $264,000 d'obliga-

City of Loretteville
County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Paul-A. Cantin, secretary-treasurer, City Hall, 236 Racine St., Loretteville, county of Quebec, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, March 21, 1966, for the purchase of an issue of $264,000 of bonds for the

tions de la cité de Loretteville, comté de Québec, datées du 1er avril 1966 et remboursables par séries du 1er avril 1967 au 1er avril 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½% ni supérieur à 6% payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 442 — $850 — aqueduc, égouts, voirie; 446 — $8,450 — aqueduc, égouts, voirie; 466 — $2,400 — aqueduc, égouts, voirie; 469 — $900 — aqueduc; 515 — $20,850 — voirie; 516 — $36,000 — achat de machinerie; 517 — $21,600 — égouts et voirie; 518 — $43,800 — aqueduc; 520 — $26,050 — voirie; 521 — $20,000 — achat de terrains; 524 — $45,000 — aqueduc et égouts; 525 — $20,000 — terrains; 528 — $18,100 — voirie, aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1966.

Tableau d'amortissement — $264,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1967	$ 8,500
1er avril 1968	9,500
1er avril 1969	9,500
1er avril 1970	10,500
1er avril 1971	11,000
1er avril 1972	11,500
1er avril 1973	13,000
1er avril 1974	13,500
1er avril 1975	15,000
1er avril 1976	15,500
1er avril 1977	11,500
1er avril 1978	11,500
1er avril 1979	12,000
1er avril 1980	13,000
1er avril 1981	15,000
1er avril 1982	15,500
1er avril 1983	16,000
1er avril 1984	16,500
1er avril 1985	17,000
1er avril 1986	18,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Loretteville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi q'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 21 mars 1966, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 236, rue Racine, Loretteville, comté de Québec, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

city of Loretteville, county of Quebec, dated April 1, 1966, and redeemable serially from April 1, 1967 to April 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 442 — $850 — aqueduct, sewers, roads; 446 — $8,450 — aqueduct, sewers, roads; 466 — $2,400 — aqueduct, sewers, roads; 469 — $900 — aqueduct; 515 — $20,850 — roads; 516 — $36,000 — purchase of machinery; 517 — $21,600 — sewers and roads; 518 — $43,800 — aqueduct; 520 — $26,050 — roads; 521 — $20,000 — purchase of terrains; 524 — $45,000 — aqueduct and sewers; 525 — $20,000 — terrains; 528 — $18,100 — roads, aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1966.

Table of redemption — $264,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1967	$ 8,500
April 1, 1968	9,500
April 1, 1969	9,500
April 1, 1970	10,500
April 1, 1971	11,000
April 1, 1972	11,500
April 1, 1973	13,000
April 1, 1974	13,500
April 1, 1975	15,000
April 1, 1976	15,500
April 1, 1977	11,500
April 1, 1978	11,500
April 1, 1979	12,000
April 1, 1980	13,000
April 1, 1981	15,000
April 1, 1982	15,500
April 1, 1983	16,000
April 1, 1984	16,500
April 1, 1985	17,000
April 1, 1986	18,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Loretteville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 21, 1966, at 8:00 o'clock p.m., at the City Hall, 236 Racine St., Loretteville, county of Quebec, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Loretteville, (Comté de Québec), ce 1er mars 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
PAUL-A. CANTIN.

Hôtel de Ville, 236, rue Racine,
Loretteville, (Québec), P.Q.,
Téléphone: 842-1921, code 418. 14203-o

Cité de Dorval

Comté de Jacques-Cartier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Armand DelTorchio, greffier, Hôtel de Ville, 60 Avenue Martin, Dorval, comté de Jacques-Cartier, jusqu'à 9 heures p.m., lundi, le 21 mars 1966, pour l'achat de $1,529,000 d'obligations de la cité de Dorval, comté de Jacques-Cartier, datées du 1er avril 1966 et échéant par séries du 1er avril 1967 au 1er avril 1986 inclusivement ou, au choix, à fonds d'amortissement échéant le 1er avril 1986, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances, si l'émission est par séries; toutefois, si l'émission est à fonds d'amortissement, il ne devra y avoir qu'un saul taux d'intérêt.

Règlements Nos: 624 — $3,100 — aqueduc et égouts; 626 — $92,000 — agrandissement édifice public; 629 — $27,400 — voirie; 635 — $293,500 — voirie; 638 — $19,000 — aqueduc et égouts; 639 — $17,000 — aqueduc et égouts; 644 — $54,000 — voirie; 651 — $191,000 — voirie; 652 — $184,000 — voirie; 653 — $83,000 — aqueduc et égouts; 656 — $179,000 — aqueduc et égouts; 657 — $87,000 — achat d'un terrain; 658 — $26,000 — voirie; 659 — $80,000 — achat de terrain et bâtisse, voirie; 661 — $48,000 — aqueduc, égouts, voirie; 662 — $39,000 — voirie; 663 — $56,000 — drainage, trottoirs, pavage et éclairage; 665 — $50,000 — aqueduc, égouts et voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1966.

Tableau d'amortissement — $1,529,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1967	$ 42,000
1er avril 1968	43,000
1er avril 1969	47,000
1er avril 1970	48,000
1er avril 1971	53,000
1er avril 1972	55,000
1er avril 1973	58,000
1er avril 1974	61,000
1er avril 1975	67,000
1er avril 1976	71,000
1er avril 1977	75,000
1er avril 1978	78,000
1er avril 1979	84,000
1er avril 1980	89,000
1er avril 1981	94,000
1er avril 1982	99,000
1er avril 1983	105,000
1er avril 1984	114,000
1er avril 1985	120,000
1er avril 1986	126,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance dix ans ou en séries à courte échéance quinze

Loretteville, (County of Quebec), March 1, 1966.

PAUL-A. CANTIN,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 236 Racine St.,
Loretteville, (Quebec), P.Q.
Telephone: 842-1921, code 418. 14203

City of Dorval

County of Jacques-Cartier

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Armand DelTorchio, city clerk, City Hall, 60 Martin Avenue, Dorval, county of Jacques-Cartier, until 9:00 o'clock p.m., Monday, March 21, 1966, for the purchase of an issue of $1,529,000 of bonds for the city of Dorval, county of Jacques-Cartier, dated April 1, 1966, and maturing serially from April 1, 1967 to April 1, 1986 inclusively or, according to choice, as sinking fund maturing on April 1, 1986, with interest at a rate not less than 5½% nor more than 6%, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities, if the issue is by series; however, if the issue is in sinking fund, there must be only one rate of interest.

By-laws Nos. 624 — $3,100 — aqueduct and sewers; 626 — $92,000 — enlargement of public building; 629 — $27,400 — roads, 635 — $293,500 — roads; 638 — $19,000 — aqueduct and sewers; 639 — $17,000 — aqueduct and sewers; 644 — $54,000 — roads; 651 — $191,000 — roads; 652 — $184,000 — roads; 653 — $83,000 — aqueduct and sewers; 656 — $179,000 — aqueduct and sewers; 657 — $87,000 — purchase of a terrain; 658 — $26,000 — roads; 659 — $80,000 — purchase of terrain and building, roads; 661 — $48,000 — aqueduct, sewers, roads; 662 — $39,000 — roads; 663 — $56,000 — drainage, sidewalks, paving and lighting; 665 — $50,000 — aqueduct, sewers and roads.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1966.

Table of redemption — $1,529,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1967	$ 42,000
April 1, 1968	43,000
April 1, 1969	47,000
April 1, 1970	48,000
April 1, 1971	53,000
April 1, 1972	55,000
April 1, 1973	58,000
April 1, 1974	61,000
April 1, 1975	67,000
April 1, 1976	71,000
April 1, 1977	75,000
April 1, 1978	78,000
April 1, 1979	84,000
April 1, 1980	89,000
April 1, 1981	94,000
April 1, 1982	99,000
April 1, 1983	105,000
April 1, 1984	114,000
April 1, 1985	120,000
April 1, 1986	126,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term or fifteen-year short-term bonds serially or furthermore, according to choice, for ten-year of fifteen-

ans, ou encore, au choix, pour des obligations à fonds d'amortissement dix ans ou à fonds d'amortissement quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront être émises que pour un seul des modes d'émissions et elles ne devront comporter qu'un seul des termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair, à Dorval.

Le capital et les intérêts seront payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation, si elles sont émises par séries. Toutefois, si l'émission est à fonds d'amortissement, les obligations seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année, à compter du 1er avril 1967, mais seulement jusqu'à concurrence des montants annuels requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau ci-haut.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 21 mars 1966, à 9 heures du soir, Hôtel de Ville, 60, Avenue Martin, Dorval, comté de Jacques-Cartier.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Dorval, (Comté de Jacques-Cartier), ce 28 février 1966.

Le Greffier,
ARMAND DELTORCHIO.

Hôtel de Ville, 60, Avenue Martin,
Dorval, (Jacques-Cartier), P.Q.
Téléphone: 631-1857, code 514. 14200-o

year sinking fund bonds. However, tenders shall be considered for one kind of issue only and for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Dorval.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if issued serially. However, if the issue is in sinking fund, the bonds will be redeemable by anticipation, at par, on April 1 of each year from and after April 1, 1967, but only to the extent of the annual amounts required for the purposes of redemption of the issue, pursuant to the above table.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 21, 1966, at 9:00 o'clock p.m., at the City Hall, 60 Martin Avenue, Dorval, county of Jacques-Cartier.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Dorval, (County of Jacques-Cartier), February 28, 1966.

ARMAND DELTORCHIO,
City Clerk.

City Hall, 60 Martin Avenue,
Dorval, (Jacques-Cartier), P.Q.
Telephone: 631-1857, code 514. 14200

Ville de La Prairie
Comté de Napierville-Laprairie

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Léopold Péladeau, greffier, Hôtel de ville, 304, rue St-Ignace, La Prairie, comté de Napierville-Laprairie, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, mercredi, le 23 mars 1966, pour l'achat de $402,000 d'obligations de la ville de La Prairie, comté de Napierville-Laprairie, datées du 1er avril 1966 et remboursables par séries du 1er avril 1967 au 1er avril 1986 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5½%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 265 — $15,100 — égouts; 271 — $225,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 275 — $51,000 — pavages et bordures; 276 — $84,000 aqueduc et égouts; 281 — $15,300 — achat de terrain pour fins industrielles; 282 — $11,600 — construction d'une voir ferrée dans le parc industriel.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1966.

Town of La Prairie
County of Napierville-Laprairie

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Léopold Péladeau, clerk, Town Hall, 304 St-Ignace Street, La Prairie, county of Napierville-Laprairie, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., Wednesday, March 23, 1966, for the purchase of an issue of $402,000 of bonds for the town of La Prairie, county of Napierville-Laprairie, dated April 1, 1966, and redeemable serially from April 1, 1967 to April 1, 1986 inclusively, with interest at a rate not less than 5½%, nor more than 6%, payable semi-annually on October 1st and April 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturitiesl

By-laws Nos: 265 — $15,100 — sewers; 271 — $225,000 — aqueduct, sewers, roads, etc; 275 — $51,000 — pavements and curbs; 276 — $84,000 — aquecuct and sewers; 281 — $15,300 — buying of land for industrial purposes; 282 — $11,600 — construction of a railway track in the industrial park.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from April 1, 1966.

Tableau d'amortissement — $402,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1967	$10,000
1er avril 1968	12,000
1er avril 1969	12,000
1er avril 1970	14,000
1er avril 1971	14,000
1er avril 1972	14,000
1er avril 1973	16,000
1er avril 1974	16,000
1er avril 1975	17,000
1er avril 1976	19,000
1er avril 1977	20,000
1er avril 1978	20,000
1er avril 1979	22,000
1er avril 1980	23,000
1er avril 1981	25,000
1er avril 1982	26,000
1er avril 1983	27,000
1er avril 1984	28,000
1er avril 1985	29,000
1er avril 1986	38,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à La Prairie.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 23 mars 1966, à 8.30 heures du soir, Hôtel de ville, 304, rue St-Ignace, La Prairie, comté de Napierville-Laprairie, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

La Prairie, (Comté de Napierville-Laprairie), ce 1er mars 1966.

Le Greffier,
LÉOPOLD PÉLADEAU.

Hôtel de ville, C. P. 250,
La Prairie, (Napierville-Laprairie), P.Q.
Téléphone: 659-1947, code 514. 14202-o

Table of redemption — $402,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1967	$10,000
April 1, 1968	12,000
April 1, 1969	12,000
April 1, 1970	14,000
April 1, 1971	14,000
April 1, 1972	14,000
April 1, 1973	16,000
April 1, 1974	16,000
April 1, 1975	17,000
April 1, 1976	19,000
April 1, 1977	20,000
April 1, 1978	20,000
April 1, 1979	22,000
April 1, 1980	23,000
April 1, 1981	25,000
April 1, 1982	26,000
April 1, 1983	27,000
April 1, 1984	28,000
April 1, 1985	29,000
April 1, 1986	38,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at La Prairie.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender nust be accompanied by a certified cheque équal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, March 23, 1966, at 8:30 c'clock p.m., at the Town Hall, 304 St-Ignace Street, La Prairie, county of Napierville-Laprairie, P.Q.

The council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

La Prairie, (County of Napierville-Laprairie), March 1, 1966.

LÉOPOLD PÉLADEAU,
Clerk.

Town Hall, P. O. B. 250,
La Prairie, (Napierville-Laprairie), P.Q.
Telephone: 659-1947, code 514. 14202

Syndicats professionnels

L'Association des gérants de service de l'automobile
Automobile Service Managers Association

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des gérants de service de l'automobile — Automobile Service Managers Association », a été autorisée par le secrétaire de la province le 3 février 1966.

Professional Syndicates

L'Association des gérants de service de l'automobile
Automobile Service Managers Association

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association des gérants de service de l'automobile — Automobile Service Managers Association", has been authorized by the Provincial Secretary on February 3, 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 7 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14159-o 129-65

La Fédération des enseignants de Champlain

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 14 février 1966, autorisé le changement de nom de la « Fédération des professeurs laïques du diocèse de Saint-Jean-de-Québec », dont la constitution, sous le nom originaire de « Fédération des instituteurs et institutrices catholiques du diocèse de Saint-Jean-de-Québec », a été autorisée le 1er décembre 1952, et dont le siège social est situé à La Prairie, en celui de "La Fédération des enseignants de Champlain », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 22 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14160-o 2743-52

L'Association des allergistes du Québec
The Association of Allergists of Quebec

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des allergistes du Québec — The Association of Allergists of Quebec » a été autorisée par le Secrétaire de la province le 21 février 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 23 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14173-o 12-66

L'Association des chirurgiens orthopédistes du Québec
The Association of Orthopaedic Surgeons of Quebec

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des chirurgiens orthopédistes du Québec — The Association of Orthopaedic Surgeons of Quebec », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 21 février 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 23 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14174-o 128-65

Association des résidents, internes et externes de la région de Québec inc.

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des résidents, internes et externes de la région de Québec inc. », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 22 février 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, February 7, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14159 129-65

La Fédération des enseignants de Champlain

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on February 14, 1966, has authorized the change of name of "Fédération des professeurs laïques du diocèse de Saint-Jean-de-Québec", the incorporation of which, under the original name of "Fédération des instituteurs et institutrices catholiques du diocèse de Saint-Jean-de-Québec", was authorized on December 1, 1952, and the head office of which is situated in La Prairie, to that of "La Fédération des enseignants de Champlain", and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Quebec, February 22, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14160 2743-52

L'Association des allergistes du Québec
The Association of Allergists of Quebec

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association des allergistes du Québec — The Association of Allergists of Quebec", has been authorized by the Provincial Secretary on February 21, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, Febraury 23, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14173 12-66

L'Association des chirurgiens orthopédistes du Québec
The Association of Orthopaedic Surgeons of Quebec

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association des chirurgiens orthopédistes du Québec — The Association of Orthopaedic Surgeons of Quebec", has bee authorised by the Provincial Secretary on February 21, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Québec, February 23, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14174 128-65

Association des résidents, internes et externes de la région de Québec inc.

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des résidents, internes et externes de la région de Québec inc.", has been authorized by the Provincial Secretary on February 22, 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Québec, district judiciaire de Québec.

Québec, le 23 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14175-o 20-66

L'Association des spécialistes en chirurgie plastique et reconstructive du Québec
The Quebec Association of Plastic and Reconstructive Surgeons

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des spécialistes en chirurgie plastique et reconstructive du Québec — The Quebec Association of Plastic and Reconstructive Surgeons », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 21 février 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 23 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14176-o 11-66

L'Association des urologues du Québec
The Quebec Association of Urologists

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des urologues du Québec — The Quebec Association of Urologists », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 21 février 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 23 février 1966.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

14177-o 127-65

The head office of the said professional syndicate is situated at Quebec, judicial district of Quebec.

Quebec, February 23, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14175 20-66

L'Association des spécialistes en chirurgie plastique et reconstructive du Québec
The Quebec Association of Plastic and Reconstructive Surgeons

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association des spécialistes en chirurgie plastique et reconstructive du Québec — The Quebec Association of Plastic and Reconstructive Surgeons", has been authorized by the Provincial Secretary on February 21, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, February 23, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14176 11-66

L'Association des urologues du Québec
The Quebec Association of Urologists

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association des urologues du Québec — The Quebec Association of Urologists", has been authorized by the Provincial Secretary on February 21, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, February 23, 1966.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

14177 127-65

Vente d'effets non-réclamés

Canadian Pacific Railway Company

Avis est par les présentes donné que tous les effets de baggage reçus avant le premier jour de mars 1965, et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par Fraser Brothers (Canada) Limited, 4950 de la Savane, Ville Mont-Royal, à DIX heures de l'avant-midi, MERCREDI, le VINGT-TROISIÈME jour de MARS 1966, conformément à la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 24 janvier 1966.

Canadian Pacific Railway Company,
Par le Gérant du Service des Postes et Baggages,
W. C. WRIGHT.

13715-4-6-o

Sale of Unclaimed Baggage

Canadian Pacific Railway Company

Notice is hereby given that all baggage received prior to the first day of March 1965, and still remaining unclaimed in the offices of Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Fraser Brothers (Canada) Limited, auctioneers, at 4950 de la Savane, Town of Mount Royal, at TEN o'clock in the forenoon, on WEDNESDAY, the TWENTY-THIRD day of MARCH, 1966, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, January 24, 1966.

Canadian Pacific Railway Company,
Per: W. G. WRIGHT,
Manager, Mail and Baggage Traffic.

13715-4-6-o

Vente par licitation

Ennis *vs* Ennis

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans

Sale of Licitation

Ennis *vs* Ennis

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in

le district de Montréal, rendu le 17 janvier 1966, dans une cause No 696197 dans laquelle Michael Walter William Ennis, technicien, des ville et district de Montréal, est demandeur; et Mary Marguerite Agnes Ennis, fille majeure, du même lieu, est défenderesse, la licitation de l'immeuble ci-après désigné a été ordonnée, à savoir:

« Cet emplacement ayant front sur la rue St-Hubert, en la ville de Montréal, connu et désigné comme étant le numéro sept cent quarante-trois de la subdivision du lot originaire numéro sept (7-743) du cadastre du village de la Côte St-Louis, avec les bâtisses dessus construites portant les numéros civiques 7169 et 7171 de la rue St-Hubert. »

Un dépôt de $5,000.00 devra être fait par tout enchérisseur pour que soit reçue son offre et enchère sur le susdit immeuble.

L'immeuble ci-dessus sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le MERCREDI, SIXIÈME jour d'AVRIL 1966, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, Cour tenante, dans la salle d'audience No 31 du Palais de Justice de Montréal, ou dans toute autre salle indiquée par la Cour, ladite vente devant être faite sujette aux charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour. Toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les intéressés de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, ils seront forclos du droit de le faire.

Montréal, 16 février 1966.

Les Procureurs du demandeur,

14032-8-2-o LAURENDEAU & LAURENDEAU.

the district of Montreal, rendered the January 17, 1966, in a case No. 696197 wherein Michael Walter William Ennis, technician, of the city and district of Montreal, is plaintiff; and Mary Marguerite Agnes Ennis, spinster, of the same place, is defendant, the licitation of the immovable hereinafter designated has been ordered, to wit:

"An emplacement fronting on St. Hubert Street, in the city of Montreal, known and designated as number seven hundred and forty-three of the official subdivision of cadastral lot number seven (7-743) of the village de la Côte St-Louis, with the buildings thereon erected bearing civic numbers 7169 and 7171 St. Hubert Street."

A deposit of $5,000.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer of bid on the aforesaid immovable.

The above described immovable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on WESNESDAY, the SIXTH day of APRIL, 1966, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, Sitting the Court, in the Court Room No. 31 of the Court House of Montreal, or in any other room indicated by the Court, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and, failling the interested parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Montreal, February 16, 1966.

LAURENDEAU & LAURENDEAU,

14032-8-2-o *Attorneys for the Plaintiff.*

Vente — Loi de faillite

Juliette Poirier

Canada, province de Québec, district d'Iberville, Division No 19, Cour supérieure (en matière de faillite) No 132/1965. Dans l'affaire de la faillite de Juliette Poirier, 216 Mercier, St-Jean, P. Q.

Avis de vente aux enchères publiques, avec effet du décret

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement rendu par l'Honorable Juge Philippe Lamarre, un des Juges de la Cour Supérieure, siégeant en matière de faillite, dans et pour le district d'Iberville, division no 19, le syndic soussigné a été autorisé à procéder à la vente aux enchères publiques, en la forme accoutumée, à la porte de l'église de St-Athanase d'Iberville, P.Q., de l'immeuble ci-après décrit, pour avoir l'effet du décret:

Un terrain situé en la paroisse de St-Athanase d'Iberville connu et désigné comme étant la partie du lot no 2 de la subdivision officielle du lot originaire no 21 du cadastre officiel de la paroisse de St-Athanase d'Iberville, P.Q., mesurant quarante pieds anglais (40′) de largeur sur une profondeur de trois cent soixante pieds

Sale — Bankruptcy Act

Juliette Poirier

Canada, province of Quebec, district of Iberville, Division No. 19, Superior Court (in the matter of bankruptcy), No. 132/1965. In the matter of the bankruptcy of: Juliette Poirier, 216 Mercier, St-Jean, P.Q.

Notice of sale by public auction having effect of the decree

Notice is hereby given that pursuant to a judgment rendered by the Honourable Mr. Justice Philippe Lamarre, one of the Judges of the Superior Court sitting in matter of bankruptcy in and for the district of Iberville, division no. 19, the undersigned trustee has been authorized to carry on the sale by public auction, in the usual manner, at the church door, in the parish of St-Athanase, Iberville, P.Q., the immovable hereinafter described, being equal to a sheriff' sale:

A property situated in the parish of St-Athanase, Iberville, P.Q., composed of lot no. 2 of the subdivision no. 21 in the official cadaster of the parish of St-Athanase, Iberville, P.Q., measuring forty feet (40′) english measure on its width and three hundred and sixty feet (360′) english measure on its depth in its northeast line

(360′) anglais dans sa ligne nord-est et environ trois cent cinquante-sept pieds anglais (357′) dans sa ligne sud-ouest, et borné, ledit emplacement en front au sud-ouest par le chemin public d'un côté et au sud-ouest par partie dudit lot 21-2 appartenant à Émile Poirier, en arrière par la Rivière Richelieu et de l'autre côté par les lots nos 14 à 17 inclusivement de la subdivision.

Avec bâtisse y érigée.

Ledit immeuble est affecté des hypothèques et privilèges suivants:

1° Notaire André Gagnon, hypothèque, enregistrée à Iberville, sous le no 77962, le 18 novembre 1964, pour un montant de $1,000.00, plus les intérêts, au 16 décembre 1965, $46.86, plus un intérêt de $0.22 par jour à compter du 16 décembre 1965;

2° Val Riche Inc., hypothèque enregistrée à Iberville, sous le no 77860 le 7 juin 1965 pour une somme de $1,500.00, plus l'intérêt à 1% par mois à compter du 7 décembre 1965;

3° Émile Poirier, hypothèque enregistrée à Iberville, sous le no 77992, le 18 novembre 1964, pour une somme de $500.00, plus l'intérêt au taux de 6% l'an, depuis le 18 novembre 1964;

4° Elzéar Desrochers, privilège d'ouvrier enregistré à Iberville le 27 octobre 1965, pour une somme de $312.000 plus $25.00 pour les frais d'enregistrement;

5° Jean Perreault, privilège d'ouvrier enregistré à Iberville le 27 octobre 1965, pour une somme de $312.00 plus $25.00 pour les frais d'enregistrement;

6° L.O. Laporte Ltée., privilège de fournisseur de matériaux enregistré à Iberville, le 30 octobre 1965, pour une somme de $7,863.12;

7° Trans-Québec Electric, privilège de fournisseur de matériaux enregistré à Iberville, sous le no 77394, le 11 novembre 1965, pour une somme de $1,076.98;

8° P. Baillargeon Ltée., privilège de fournisseur de matériaux enregistré à Iberville, sous le no 79344, le 25 novembre 1965, pour une somme de $1,485.34.

La vente aux enchères publiques aura lieu, le SAMEDI VINGT-SIXIÈME jour de MARS 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Daté de Saint-Jean, P.Q., le 22e jour de février 1966.

Le Syndic,
ANTOINE BOURASSA.

204 Richelieu, St-Jean, P.Q. 14178-9-2-o

and approximately three hundred and fifty-seven feet (357′) in its southwest line and bounded, the said property on the front to the southwest by the public road on one side and on the southwest by part of lot 21-2 belonging to Émile Poirier, in the back by the Richelieu River and on the other side by lots no. 14 to 17 inclusively of the said subdivision.

With building thereon erected.

The said immovable has been mortgaged has follows:

1. Notaire André Gagnon, mortgage, registered in Iberville, under the no. 77962, on November 18, 1964, for an amount of $1,000,00, plus the interest, to December 16, 1965, $46.86, plus an interest of $0.22 per day starting on December 16, 1965;

2. Val Riche Inc., mortgage, registered in Iberville, under the no. 77860, on June 7, 1965, for a sum of $1,500.00, plus interest at 1% from December 7, 1965;

3. Émile Poirier, mortgage, registered in Iberville, under the no. 77992, on November 18, 1964 for a sum of $500.00 plus interest to the rate of 6% per year, since November 18, 1964;

4. Elzéar Desrochers, workman's privilege registered in Iberville on October 27, 1965, for a sum of $312.00, plus $25.00 for the fees;

5. Jean Perreault, workman's privilege registered in Iberville on October 27, 1965, for a sum of $312.00, plus $25.00 for the fees;

6. L.O. Laporte Ltée., supplier's privilege registered in Iberville, on October 30, 1965, for a sum of $7,863.12;

7. Trans-Quebec Electric, supplier's privilege registered in Iberville, under the no. 77394, on November 11, 1965, for a sum of $1,076.98;

8. P. Baillargeon Ltée., supplier's privilege registered in Iberville under no. 79344, on November 25, 1965 for a sum of $1,485.34.

The sale by public auction will be take place on SATURDAY, TWENTY-SIXTH day of MARCH, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

Dated at Saint-Jean, P.Q., on the 22nd day of February 1966.

ANTOINE BOURASSA,
Trustee.

204 Richelieu, St-Jean, P.Q. 14178-9-2-o

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, Cause no V-5625. ROGER GAREAU, garagiste de Val d'Or P.Q., y ayant fait affaires sous les noms et raison sociale de « Gareau Auto Enregistré » (demandeur dans l'instance originaire) saisissant, *vs* OVIDE PETEL, de Val d'Or, P.Q., (défendeur dans l'instance originaire), saisi.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, Case No. V-5625. ROGER GAREAU, garage keeper of Val d'Or, P.Q., carrying on business under name and style of "Gareau Auto Enregistré", (plaintiff in original suit) seizing creditor, *vs* OVIDE PETEL, of Val d'Or, P.Q., (defendant in original suit) seized.

La partie sud de la demie-ouest du lot (no 32) trente-deux, Rang B, canton de Dubuisson, avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Dubuisson, comté d'Abitibi est P.Q., le DIX-SEPTIÈME jour de MARS 1966 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. COSSETTE.

Amos, ce 7 février 1966. 13910-6-2-o

The south part of the west-half of lot (No. 32) thirty-two, Range B, township of Dubuisson, with buildings thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Dubuisson, county of Abitibi-East, P.Q., on the SEVENTEENTH day of MARCH, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

R. COSSETTE,
Sheriff.

Amos, February 7, 1966. 13910-6-2

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour de Magistrat, No 29,911. ROLAND TURGEON, cordonnier-sellier, domicilié à St-Gédéon,

comté de Frontenac, P.Q., demandeur, *vs* PHILIPPE BOISVERT, résidant à St-Ludger, comté de Frontenac, P.Q., défendeur.

Pour être vendu l'immeuble ci-après décrit:

« Un certain terrain, à St-Ludger, Frontenac, mesurant cent vingt-cinq pieds (125′) de largeur sur cent soixanteet-quinze pieds (175′) de profondeur, à prendre et détacher du lot de terre numéro trente-sept (37) du premier rang du canton de Gayhurst, en le comté de Frontenac; borné comme suit: tenant en avant au sud-est: au chemin public du 1er rang; du côté sud-ouest: et en arrière, le nord-ouest: au terrain de Monsieur Alexandre Rodrigue, ou représentants; et du côté nord-est: à un fossé existant gagnant le chemin vers le sud-est: avec toutes bâtisses dessus construites et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Ludger, comté de Frontenac, le DOUZIÈME jour d'AVRIL 1966, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
ADALBERT LESSARD.

Bureau du Shérif,
St-Joseph de Beauce,
le 25 février 1966. 14189-9-2-o

[Première insertion: 5 mars 1966]
[Deuxième insertion: 26 mars 1966]

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Beauce

Magistrate's Court, No. 29,911. ROLAND TURGEON, shoemaker and harness-maker, domiciled at

St-Gédéon, county of Frontenac, P.Q., plaintiff, *vs* PHILIPPE BOISVERT, residing at St-Ludger, county of Frontenac, P.Q., defendant.

To be sold the immoveable hereinafter described:

"A certain lot of land, in St-Ludger, Frontenac, measuring on hundred and twenty-five feet, (125′) in width by one hundred and seventy-five feet (175′) in depth, to take and detach from lot of land number thirty-seven, (37) in the first range of Gayhurst township, in the county of Frontenac; bounded as follows: touching in front on the south-east to the public road of the 1st range; on the south-west side and in arrear, the north-west to the lot of land of Mister Alexandre Rodrigue, or representatives, and on the north-east side, to a ditch existing going to the road towards south-east, with all the buildings and dependencies thereon erected."

To be sold at the parochial church door of St-Ludger, county of Frontenac, the TWELFTH day of APRIL, 1966, at TEN o'clock in the forenoon.

ADALBERT LESSARD,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Joseph de Beauce,
February 25, 1966. 14189-9-2

[First insertion: March 5, 1966]
[Second insertion: March 26, 1966]

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, No 15,365. NOËLLA OUIMET, ménagère, résidant et domiciliée à Cowansville, district

de Bedford, épouse séparée de biens d'Yvon Francis, autrefois de Cowansville, demanderesse, *vs* YVON FRANCIS, auterfois de Cowansville et aujourd'hui d'adresse inconnue, défendeur.

« Un terrain, sis et situé dans la ville de Cowansville, connu et désigné comme étant le lot numéro quatre-vingt de la subdivision officielle du lot numéro cent vingt et un (121-80) du cadastre officiel du village de Cowansville, avec les bâtisses y dessus construites.

Servitude et mitoyenneté. Le mur nord dudit cottage est commun (mitoyen) avec le cottage contigu construit sur le lot numéro soixante-dix-neuf de la subdivision officielle du lot numéro

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 15,365. NOËLLA OUIMET, housewife, residing and domiciled at Cowansville, district

of Bedford, wife separate as to property of Yvon Francis, heretofore of Cowansville, plaintiff, *vs* YVON FRANCIS, heretofore of Cowansville and now of unknown address, defendant.

"A terrain, lying and situated in the town of Cowansville, known and designated as being lot number eighty of the official subdivision of lot number one hundred and twenty-one (121-80) of the official cadaster of the village of Cowansville, with the buildings thereon constructed.

Servitude and joint ownership. The north wall of the said cottage is common (mitoyen) with the adjoining cottage built on lot number seventy-nine of the official subdivision of lot number one

cent vingt et un (121-79) du cadastre officiel du village de Cowansville et portant le numéro civique 119. »

Pour être vendu à la porte de l'église Ste-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus de Cowansville dans le district de Bedford, le VINGTIÈME jour d'AVRIL 1966 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
ANTONIN BOURASSA.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice, Sweetsburg, P.Q.
ce 25 février 1966. 14190-9-2-o

hundred and twenty-one (121-79) of the official cadaster of the village of Cowansville and bearing civic number 119."

To be sold at the church door of Ste-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus of Cowansville in the district of Bedford, on the TWENTIETH day of APRIL, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

ANTONIN BOURASSA,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House, Sweetsburg, P.Q.
February 25, 1966. 14190-9-2

HAUTERIVE

Fieri Facias de Terris
District de Hauterive

Hauterive, à savoir: No 2416. ROLAND TREMBLAY & FILS, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Hauterive, district de Hauterive, demandeur, *contre* JOHN BÉLANGER, domicilié et résidant à Les Buissons, district de Hauterive, défendeur.

Une maison construite sur le lot trois (3), au cadastre officiel du canton Manicouagan, rang Rivière aux Outardes, le défendeur occupant ledit lot suivant billet de location du Ministère de la Colonisation, propriété du défendeur, John Bélanger, domicilié à Les Buissons, district de Hauterive au plan et livre de renvoi du cadastre officiel avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Les Buissons district de Hauterive, comté de Saguenay, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS 1966 à ONZE heure de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
LOUIS DROUIN.

Bureau du Député Shérif,
Baie Comeau, 31 janvier 1966. 13849-6-2-o

Fieri Facias de Terris
District de Saguenay

Cour Supérieure, No 22,298. DR VICTOR LACOURSIÈRE, médecin, domicilié à La Malbaie, district de Saguenay, demandeur *vs* ISIDORE CORBEY, domicilié à Paul Baie près de Forestville, district de Hauterive, défendeur.

Une maison construite sur les lots 36 et 37 rang 12 au cadastre officiel du canton Laval Forestville dans le comté de Saguenay, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Ledit terrain détenu par billet de location.

Pour être vendu à la porte de l'église de Forestville, district de Hauterive, comté de Saguenay, le PREMIER jour d'AVRIL 1966 à TROIS heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
LOUIS DROUIN.

Bureau du Shérif,
Baie Comeau, 7 février 1966. 13912-6-2-o

Fieri Facias de Terris
District de Hauterive

Cour du Magistrat No 9346. LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES de la municipalité scolaire de Hauterive corps politique dûment incorporé avec siège social sur son territoire demandeur, *vs* FÉLIX GAGNON, domicilié à Hauterive, district de Hauterive, défendeur.

Le lot F-17 (prime) de figure irrégulière borné vers le nord par le lot F-10 vers l'est par les lots

HAUTERIVE

Fieri Facias de Terris
District of Hauterive

Hauterive, to wit: No. 2416. ROLAND TREMBLAY & FILS, a corporation legally incorporated, having its head office at Hauterive, district of Hauterive, plaintiff, *vs* JOHN BÉLANGER, domiciled and residing at Les Buissons, district of Hauterive, defendant.

A house built on lot three (3) of the official cadaster of the township of Manicouagan, Rivière-aux-Outardes Range, the defendant occupying the said lot, pursuant to a ticket of location from the Department of Colonization, property of the defendant, John Bélanger, domiciled at Les Buissons, district of Hauterive on the plan and book of reference of the official cadaster, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Les Buissons, district of Hauterive, county of Saguenay, the TWENTY-FOURTH day of MARCH, 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LOUIS DROUIN,
Deputy-Sheriff.

Deputy Sheriff's Office,
Baie Comeau, January 31, 1966. 13849-6-2

Fieri Facias de Terris
District of Saguenay

Superior Court, No. 22,298. DR. VICTOR LACOURSIÈRE, doctor, domiciled at La Malbaie, district of Saguenay, plaintiff; *vs* ISIDORE CORBEY, domiciled at Paul Bay, near Forestville, district of Hauterive, defendant.

A house built on lots 36 and 37, range 12 on official cadaster for the township of Laval Forestville in the county of Saguenay, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. The said lot of land is held by ticket of location.

To be sold at the church door of Forestville, district of Hauterive, county of Saguenay, on the FIRST day of APRIL, 1966, at THREE o'clock in the afternoon.

LOUIS DROUIN,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Baie Comeau, February 7, 1966. 13912-6-2

Fieri Facias de Terris
District of Hauterive

Magistrate's Court, No. 9346. THE SCHOOL COMMISSIONERS of the municipality of Hauterive body politic duly incorporated with head office on their territory, plaintiffs, *vs* FÉLIX GAGNON, domiciled at Hauterive, district of Hauterive, defendant.

Lot F-17 (prime) of irregular figure bounded toward the north by lot F-10 toward the east by

F-13 à F-16 vers le sud par le lot 24 et vres l'ouest par le lot F-18 mesurant soixante-cinq pieds (65.00) vers le nord deux cent trente pieds et trois dixièmes (230.03) vers l'est soixante-dix pieds (70.00) vers le sud et deux cent vingt et un pieds et six dixièmes (221.06) vers l'ouest, contenant en superficie quinze mille deux cent trente-six pieds carrés, mesure anglaise, (15,236) avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Hauterive, district de Hauterive, comté de Saguenay, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS, 1966, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Député-Shérif, LOUIS DROUIN.
Baie Comeau, 7 février 1966. 13911-6-2-o

lots F-13 to F-16 toward the south by lot 24 and toward the west by lot F-18 measuring sixty-five feet (65.00) toward the north two hundred and thirty feet and three tenths (230.03) toward the east seventy feet (70.00) toward the south and two hundred and twenty-one feet and six tenths (221.06) toward the west, containing in area fifteen thousand two hundred and thirty-six square feet, English measure, (15,236) with buildings thereon erected circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Hauterive, district of Hauterive, county of Saguenay, on the TWENTY-FOURTH day of MARCH, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

LOUIS DROUIN,

Office of the Deputy-Sheriff, *Deputy-Sheriff.*
Baie Comeau, February 7, 1966. 13911-6-2

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No 8451. } EMILE MASSIE, contracteur en peinture, domicilié au 25 de la rue Sherbrooke, dans les cité et district de Hull, demandeur, *vs* J. D. BERGERON, contracteur, domicilié au no 101 de la rue Maple Grove, dans le village de Lucerne, district de Hull, défendeur.

« Un immeuble situé dans le canton de Hull, comté de Gatineau, province de Québec, consistant en toute cette propriété connue et désignée comme étant les lots cent vingt-et-un, cent vingt-deux, cent vingt-trois, cent vingt-quatre et la moitié sud du lot cent vingt-cinq de la subdivision officielle du lot originaire seize « D » (16D-121, 122, 123, 124 et ½ sud 125) dans le premier rang, aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Hull; ladite moitié sud est plus particulièrement décrite et bornée comme suit: à l'est par Maple Grove; au sud par le lot 16D-124; à l'ouest par les subdivisions du lot primitif 17A; au nord par la moitié nord dudit lot 16D-125. Avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances. »

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église St-Médard, à Deschesnes, district de Hull, le QUINZIÈME jour de MARS, 1966, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, R. ST-PIERRE.
ce 7 février, 1966. 13899-6-2-o

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 8451. } EMILE MASSIE, paint contractor, domiciled at 25 Sherbrooke St., in the city and district of Hull, plaintiff, *vs* J. D. BERGERON, contractor, domiciled at number 101 Maple Grove St., in the village of Lucerne, district of Hull, defendant.

"An immoveable situated in the township of Hull, county of Gatineau, province of Quebec, comprising the whole of this property known and designated as being lots one hundred and twenty-one, one hundred and twenty-two, one hundred and twenty-three and one hundred and twenty-four and the south half of lot one hundred and twenty-five of the official subdivision of original lot sixteen "D" (16D-121, 122, 123, 124 and ½ south 125) in the first range on official plan and book of reference for the township of Hull; the said south half is more particularly described and bounded as follows: On the east by Maple Grove; on the south by lot 16D-124, on the west by the subdivisions of original lot 17A; on the north by the north half of said lot 16D-125. With buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold "en bloc" at the church door of St-Médard, at Deschesnes, district of Hull, on the FIFTEENTH day of MARCH, 1966, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,

Sheriff's Office, *Sheriff.*
February 7, 1966. 13899-6-2

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No 9190. } BRIÈRE GRAND-MAITRE LTÉE., corps politique et légalement incorporé, ayant son siège social à Gatineau, district de Hull, demanderesse, *vs* BONICALZI CONSTRUCTION LTÉE., corps politique et légalement incorporé, ayant son siège social à Gatineau, district de Hull, défenderesse.

Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro soixante-quinze de la subdivision du lot originaire vingt et un (21-75), Rang Deux, au cadastre du canton de Templeton, portant le

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 9190. } BRIÈRE GRAND-MAITRE LTÉE., body politic and legally incorporated, having its head office in Gatineau, district of Hull, plaintiff, *vs* BONICALZI CONSTRUCTION LTÉE., body politic and legally incorporated, having its head office in Gatineau, district of Hull, defendant.

A lot of land known and designated as being lot number seventy-five of the subdivision of original lot twenty-one (21-75), Range two in the cadaster of the township of Templeton, bearing

numéro civique 374 rue Magnus, Gatineau. Avec bâtisses y érigées.

Un terrain vague connu et désigné comme étant le lot numéro cent soixante-quinze de la subdivision du lot originaire numéro vingt et un (21-175), Rang Deux, au cadastre du canton de Templeton, portant le numéro civique 63 Bellevue, Gatineau.

Pour être vendus à la porte de l'église St-René Goupil, dans la ville de Gatineau, le SIXIÈME jour d'AVRIL, 1966, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.

Bureau du Shérif,
ce 22 février, 1966.

14194-9-2-o

civic number 374 Magnus St., Gatineau, with the buildings thereon erected.

A vacant lot of land known and designated as being lot number one hundred and seventy-five of the subdivision of original lot number twenty-one (21-175), Range two in the cadaster of the township of Templeton, bearing civic number 63 Bellevue, Gatineau.

To be sold at the church door of St-René Goupil, in the town of Gatineau, on the SIXTH day of APRIL, 1966, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
February 22, 1966.

14194-9-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, Kamouraska, No 25-038 A

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, coprs politique et incorporé, ayant siège social à Québec, demandeur, *vs* RIVARD RIOUX, cultivateur de Ste-Françoise, comté de Rivière-du-Loup, défendeur.

Pour être vendus « en bloc » les immeubles suivants:

« 1° Une terre située au premier rang de la paroisse de Ste-Françoise, contenant deux arpents de largeur sur quarante-deux arpents de profondeur, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Ste-Françoise sous le numéro quarante-trois (43), avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances sauf à distraire les bâtisses et autres améliorations qui peuvent appartenir aux personnes tenant à loyer des emplacements sur ladite terre et à la réserve des droits appartenant à la Cie de Pouvoir du Bas St-Laurent pour le passage de sa ligne de transmission électrique, suivant servitude enregistrée sous le numéro 77,445.

2° Un circuit de terre situé au troisième rang de ladite paroisse de Ste-Françoise, contenant quatre arpents de front sur environ sept à huit arpents de profondeur, borné au nord au deuxième rang, au sud au chemin de front, à l'est à Paul-Étienne Damours ou représentant et à l'ouest à Joseph Côté ou représentant, lequel circuit de terre est maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Sainte-Françoise comme faisant partie des lots numéros deux cent quatre-vingt-onze et deux cent quatre-vingt-douze (291-ptie et 292-ptie), circonstances et dépendances. »

Pour être vendus à la porte de l'église de Ste-Françoise, comté de Rivière-du-Loup, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS 1966, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup, ce 7 février 1966.

13914-6-2-o

[Premièreinsertion: le 12 février 1966]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, Kamouraska, No 25-138.

S. P. DUGAL, notaire ayant un bureau d'affaire à 30 rue de la Cour, en la cité de Rivière-du-Loup, district

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, Kamouraska, No. 25-038 A

QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having head office at Quebec, plaintiff, *vs* RIVARD RIOUX, farmer of Ste-Françoise, county of Rivière-du-Loup, defendant.

To be sold "en bloc" the following immoveables:

"1. A piece of land situated on the first range of the parish of Ste-Françoise, containing two arpents in width by forty-two arpents in depth, known and designated on the official plan and book of reference of the cadaster for the parish of Ste-Françoise under number forty-three (43), with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, save to distract the buildings and other improvements which may belong to the persons leasing emplacements on the said piece of land and subject to the rights belonging to the Cie de Pouvoir du Bas St-Laurent for the passing of its electrical transmission line, according to the servitude registered under number 77,445.

2. A land circuit situated on the third range of the said parish of Ste-Françoise, containing four arpents in front by about seven to eight arpents in depth, bounded on the north by the second range, on the south by the highway in front, on the east by Paul-Étienne Damours or representative and on the west by Joseph Côté or representative, which land circuit is now known and designated on the official plan and book of reference of the cadaster for the parish of Sainte-Françoise as being part of lots numbers two hundred and ninety-one and two hundred and ninety-two (291-pt and 292-pt), circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of Ste-Françoise, county of Rivière-du-Loup, on the TWENTY-FOURTH day of MARCH, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MORIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, February 7, 1966.

13914-6-2

[First insertion: on February 12, 1966]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, Kamouraska, No. 25-138.

S. P. DUGAL, notary, having a place of business at 30 de la Cour St., in the city of Rivière-du-Loup, dis-

de Kamouraska, demandeur, *vs* LES ENTREPRISES BRIO INC., corporation légalement constituée ayant une place d'affaires à Trois-Pistoles, district de Kamouraska, et JACQUES BÉLANGER, domicilié et résidant à Trois-Pistoles, district de Kamouraska, défendeurs.

« 1. Le lots numéros quatre cent soixante et six cent dix (460 et 610) au cadastre officiel pour le paroisse de Trois-Pistoles;

2. Une terre mesurant deux arpents de front sur environ vingt arpents de profondeur, bornée au sud-est au lot 462, au nord-ouest au résidu du lot 461 appartenant à la Fabrique de Trois-Pistoles, au sud-ouest au lot 460 appartenant à Jacques Bélanger, et au nord-est à Roland Morais; laquelle terre fait partie du lot quatre cent soixante et un (p. de 461), du même cadastre, avec en plus les droits de passage sur les lots 461 et 464 pour communiquer au susdit lot 460 et vice-versa, suivant acte enregistré sous numéro 30,503;

3. Un lopin de terre situé en le deuxième rang de la paroisse de Trois-Pistoles, mesurant deux arpents de largeur, le long du chemin public, sur environ quatre arpents et demi de profondeur, borné au nord-ouest au chemin public, au nord-est à la terre de Roland Morais, au sud-est et au sud-ouest à Jacques Bélanger; lequel lopin de terre fait partie du lot quatre cent soixante et un (p. de 461) au cadastre officiel pour la paroisse de Trois-Pistoles.

Le tout avec bâtisses, circonstances et dépendances. Sujets les lots 460 et 461 aux droits de l'Hydro-Québec, suivant expropriation enregistrée sous numéro 144,378 et 155,628. »

Pour être vendus à la porte de l'église de Trois-Pistoles, comté de Rivière-du-Loup, le QUATORZIÈME jour d'AVRIL 1966, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup,
ce 24 février 1966. 14195-9-2-o

[Première insertion: le 5 mars 1966]

trict of Kamouraska, plaintiff, *vs* LES ENTREPRISES BRIO INC., body legally incorporated, having a place of business at Trois-Pistoles, district of Kamouraska, and JACQUES BÉLANGER, domiciled and residing at Trois-Pistoles, district of Kamouraska, defendants.

"1. Lots number four hundred and sixty and six hundred and ten (460 and 610) in the official cadaster of the parish of Trois-Pistoles.

2. A farm measuring two arpents in front by approximately twenty arpents in depth, bounded on the south-east by lot 462, on the north-west by the remainder of lot 461 belonging to the Fabrique de Trois-Pistoles, on the south-west by lot 460 belonging to Jacques Bélanger, and on the north-east by Roland Morais, which farm forms part of lot four hundred and sixty-one (P. of 461) in the same cadaster; also with rights of way on lots 461 and 464 to go from the above-mentioned lot 460 or vice-versa, according to the deed registered under number 30,503.

3. A strip of land situated on the second range in the parish of Trois-Pistoles, measuring two arpents in width along the public road by approximately four and one-half arpents in depth, bounded on the north-west by the public road, on the north-east by the farm belonging to Roland Morais, on the south-east and south-west by Jacques Bélanger; this strip of land forms part of lot four hundred and sixty-one (P. 461) in the official cadaster of the parish of Trois-Pistoles.

The whole with buildings, circumstances and dependencies. Lots 460 and 461 are subject to the rights of Hydro-Québec, according to the expropriation registered under numbers 144,378 and 155,628."

To be sold at the church door of Trois-Pistoles, county of Rivière-du-Loup, on the FOURTEENTH day of APRIL, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MORIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup,
February 24, 1966. 14195-9-2

[First insertion: March 5, 1966.]

NICOLET

Fieri Facias
Canada — Province de Québec
District de Nicolet

Cour Supérieure, No 3050. { LA MEUNERIE LAVAL LTÉE, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Ste-Angèle de Laval, district de Nicolet, fabricant d'engrais alimentaires, demanderesse, *vs* M. JOSEPH CHAUVETTE, résidant à Ste-Monique, dit district de Nicolet, défendeur.

« Les numéros quatre cent trente-huit (438), quatre cent trente-neuf (439) et quatre cent quarante-neuf (449) du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Ste-Monique. »

Pour être vendu « en bloc », à la porte de l'église paroissiale de Ste-Monique, le CINQUIÈME jour d'AVRIL 1966, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
GEORGES DOUCET.

Bureau du Shérif,
Nicolet, ce 25 février 1966. 14191-9-2-o

NICOLET

Fieri Facias
Canada — Province of Quebec
District of Nicolet

Superior Court, No. 3050. { LA MEUNERIE LAVAL LTÉE, a corporation legally incorporated, having its head office in Ste-Angèle de Laval, district of Nicolet, feed producers, plaintiff, *vs* M. JOSEPH CHAUVETTE, residing at Ste-Monique, said district of Nicolet, defendant.

"Numbers four hundred and thirty-eight (438), four hundred and thirty-nine (439) and four hundred and forty-nine (449) of the official cadaster of the county of Nicolet for the parish of Ste-Monique."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Ste-Monique, on the FIFTH day of APRIL, 1966, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEORGES DOUCET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Nicolet, February 25, 1966. 14191-9-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 137-532. THE ROYAL TRUST COMPANY, corporation légale, ayant son siège social à Montréal et un bureau d'affaires en les cité et district de Québec, P.Q. *contre* GEORGES LEPAGE, résidant à Château d'Eau, district de Québec, P.Q. et LE RÉGISTRATEUR DE LA DIVISION D'ENREGISTREMENT DE QUÉBEC, mis-en-cause.

« Un terrain ou emplacement sis et situé en la ville de Château d'Eau, comté de Québec, connu comme étant la subdivision onze du lot originaire sept cent soixante-et-un (761-11) du cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette, maintenant ville de Château d'Eau, avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de Château d'Eau, comté de Québec, le DIX-HUITIÈME jour de MARS prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
ALBERT F. RACETTE.

Bureau du Shérif,
Québec, le 4 février 1966. 13913-6-2-o
[Première insertion: 12 février 1966.]
[Deuxième insertion: 5 mars 1966.]

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court, No. 137-532. THE ROYAL TRUST COMPANY, a legal corporation, having its head office at Montreal and a business place in the city and district of Quebec, P.Q. *vs* GEORGES LEPAGE, residing at Château d'Eau, district of Quebec, P.Q., and THE REGISTRAR OF THE REGISTRATION DIVISION OF QUEBEC, mis-en-cause.

"A piece of land or emplacement lying or situated in the town of Château d'Eau, county of Quebec, known as being subdivision eleven or original lot seven hundred and sixty-one (761-11) of the official cadastre of the parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette, now town of Château d'Eau, with the house constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the church of Château d'Eau, county of Quebec, the EIGHTEENTH day of MARCH next at TEN o'clock in the morning.

ALBERT F. RACETTE,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, February 4, 1966. 13913-6-2
[First insertion: February 12, 1966.]
[Second insertion: March 5, 1966.]

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, Québec No 141,923. TERREAU & RACINE LIMITÉE, corps politique et incorporé, légalement constitué, ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et district de Québec, demanderesse *vs* REMI BLACKBURN, 11 rue Boivin, Mistassini, district de Roberval, Québec, défendeur.

« Le lot portant le numéro trois cent cinquante-cinq, subdivision deux (355-2) du cadastre revisé de la ville de Mistassini. De figure irrégulière, borné vers le nord-est par le lot trois cent cinquante-cinq, subdivision trois (355-3), vers le sud-est par une partie du lot trois cent cinquante-cinq, subdivision un (355-1), vers le sud-ouest par une partie non subdivisée du lot trois cent cinquante-cinq (355), et vers le nord-ouest par une partie du lot trois cent cinquante-quatre (354); mesurant cinquante-quatre pieds et cinq dixièmes (54.5) à son côté sud-est et soixante-quatre pieds et cinq dixièmes (64.5) à son côté nord-ouest et ayant une superficie de quatre mille trois cent douze pieds carrés (4,312).

Le lot portant le numéro cinq cent quatre-vingt-treize (593) du cadastre revisé de la ville de Mistassini. De la forme d'un parallélogramme. Borné au nord-est par le lot cinq cent quatre-vingt-quatorze (594) au sud-est par le lot cinq cent quatre-vingt-quinze (595) (Avenue Gaudreault), au sud-ouest par le lot numéro cinq cent quatre-vingt-douze (592), au nord-ouest par les lots cinq cent soixante et onze (571) et cinq cent soixante-douze (572). Mesurant cent pieds au nord-est et au sud-ouest et cent dix pieds (110) au nord-ouest et au sud-est. Con-

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court Quebec No. 141,923. TERREAU & RACINE LIMITÉE, body politic and corporate, legally incorporated, having its principal business place in the city and district of Quebec, plaintiff, *vs* REMI BLACKBURN, 11 Boivin Street, Mistassini, district of Roberval, Quebec, defendant.

"The lot bearing number three hundred and fifty-five, subdivision two (355-2) of the revised cadastre of the town of Mistassini. Of an irregular figure, bounded on the north-east by lot three hundred and fifty-five, subdivision three (355-3), on the southeast by a part of lot three hundred and fifty-five, subdivision one (355-1), on the southwest by an unsubdivided part of lot three hundred and fifty-five (355), and on the northwest by a part of lot three hundred and fifty-four (354); measuring fifty-four feet and five tenths (54.5) on its southeast side and sixty-four feet and fifth tenths (64.5) on its northwest side and having an area of four thousand three hundred and twelve square feet (4,312).

The lot bearing number five hundred and ninety-three (593) of the revised cadastre of the town of Mistassini. In the form of a parallelogram. Bounded on the northeast by lot five hundred and ninety-four (594) on the southeast by lot five hundred and ninety-five (595) (Gaudreault Avenue), on the southwest by lot number five hundred and ninety-two (592), on the northwest by lot number five hundred and seventy-one (571) and five hundred and seventy-two (572). Measuring one hundred feet on the northeast and on the southwest and one hundred and

tenant en superficie onze mille pieds carrés. M. A. (11,000).

Le lot portant le numéro cinq cent quatre-vingt-quinze, subdivision trois, (595-3), du cadastre revisé de la ville de Mistassini; de figure irrégulière. Borné vers le nord-est par le lot cinq cent quatre-vingt-quinze, subdivision deux (595-2), vers le sud-est par une partie non subdivisée du lot six cent (600), vers le sud-ouest par une partie non subdivisée du lot cinq cent quatre-vingt-quinze (595) (rue D'Argenson) et vers le nord-ouest par une partie non subdivisée du lot cinq cent quatre-vingt-douze, (592) et ayant une superficie de cinq mille deux cent quatorze pieds carrés (5,214 pi. car.) plus ou moins, mesure anblaise. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de la ville de Mistassini, dans le comté Roverval, district de Roberval, le SEPTIÈME jour d'AVRIL, 1966, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, LÉON-MAURICE LAVOIE.
Palais de Justice,
Roberval, le 26 février, 1966. 14192-9-2-o

ten feet (110) on the northwest and on the southeast. Containing in area eleven thousand square feet E. M. (11,000).

The lot bearing number five hundred and ninety-five, subdivision three, (595-3), of the revised cadastre of the town of Mistassini; of an irregular figure. Bounded on the northeast by lot five hundred and ninety-five, subdivision two (595-2), on the southeast by an unsubdivided part of lot six hundred (600), on the southwest by an unsubdivided part of lot five hundred and ninety-five (595) (D'Argenson Street) and on the northwest by an unsubdivided part of lot five hundred and ninety-two, (592) and having an area of five thousand two hundred and fourteen square feet (5,214 sq. ft.) more or less, English measure."

To be sold at the church door of the parish of the town of Mistassini, in the county of Roberval, district of Roberval, the SEVENTH day of APRIL, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

LÉON-MAURICE LAVOIE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House,
Roberval, February 26, 1966. 14192-9-2

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No 662,818. { HOUSEHOLD FINANCE CORPORATION OF CANADA, corps politique et incorporé, dûment constituée en corporation, ayant son siège social et principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, demanderesse, *vs* ROLAND BENOIT, autrefois des ville et district de Montréal, mais maintenant d'endroit inconnu, défendeur.

Avis de vente

Les immeubles ci-après mentionnés et en la possession du défendeur:

« 1. Un terrain connu et désigné sous partie du numéro trente-six (No P. 36) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Eustache, contenant cinquante pieds de largeur à partir d'un terrain étant partie du numéro 36 appartenant à J. Alphonse Gohier ou représentants, jusqu'au coin de l'emplacement de Napoléon Renaud ou représentants, de là prenant toute la largeur du terrain situé entre l'emplacement de Madame Marcelle Lacasse, ou représentants, et l'emplacement de Napoléon Renaud, ou représentants, et au bout de l'emplacement de Napoléon Renaud ou représentants, prenant soixante pieds de largeur jusqu'à la Rivière des Milles-Iles.

Ce terrain est borné devant par un terrain connu sous partie du numéro 36 appartenant à J. Alphonse Gohier, ou représentants, en arrière par ladite Rivière, d'un côté, par l'emplacement de Madame Marcelle Lacasse, ou représentants, et de l'autre côté, partie par l'emplacement de Napoléon Renaud, ou représentants, et partie par les parties de terrain numéro 36 appartenant à J. Alphonse Gohier ou représentants;

Avec le droit de passage soit à pied ou en voiture par la rue de la grève la rue Goyer, l'Avenue Lacasse et l'Avenue Raymond, pour aller sur le terrain présentement vendu.

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No. 662,818. { HOUSEHOLD FINANCE CORPORATION OF CANADA, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* ROLAND BENOIT, formerly of the city and district of Montreal, but now of parts unknown, defendant.

Notice of sale

The immoveables hereafter mentioned and in the possession of the defendant:

"1. A terrain known and designated under part of number thirty-six (No. P. 36) on the official plan and book of reference of the parish of St-Eustache, containing fifty feet in width from a terrain being part of number 36 belonging to J. Alphonse Gohier or representatives, up to the corner of the emplacement of Napoléon Renaud or representatives, thence taking the whole width of the terrain situated between the emplacement of Mrs. Marcelle Lacasse, or representatives, and the emplacement of Napoléon Renaud, or representatives, and at the end of the emplacement of Napoléon Renaud or representitives, taking sixty feet in width up to Milles-Iles River.

This terrain is bounded in front by a terrain know under part of number 36 belonging to J. Alphonse Gohier, or representatives, in rear by the said river, on one side by the emplacement of Mrs. Marcelle Lacasse, or representatives, and on the other side, part by emplacement of Napoléon Renaud, or representatives, and partly parts of terrain number 36 belonging to J. Alphonse Gohier or representatives;

With the right of way wither by foot or by vehicle through the beach street, Goyer Street, Lacasse Avenue and Raymond Avenue, to go on the terrain presently sold.

Un terrain connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro trente-six (No P. 36) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Eustache, contenant quatre-vingt-treize pieds (93′) de largeur sur l'Avenue de la Plage, soixante-cinq pieds et demi (65½′) de largeur dans la ligne du terrain de Dame Marcelle Lacasse, ou représentants, sur toute la profondeur à compter de l'Avenue de la Plage jusqu'au terrain de cette dernière, tel terrain étant borné comme suit: en front, par l'Avenue de la Plage; en arrière, par l'immeuble appartenant à ladite Dame Marcelle Lacasse; d'un côté, par la rue Corbeil, et de l'autre côté, par une autre partie dudit lot numéro 36 appartenant à J. Alphonse Gohier ou représentants, le tout meusre anglaise et plus ou moins. » Avec un camp d'été dessus construit et à moitié brûlé.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, catholique, de St-Eustache, comté de Deux-Montagnes, MARDI le CINQUIÈME jour d'AVRIL 1966 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT.
Saint-Jérôme, le 28 février 1966. 14196-9-2-o

A terrain known and designated as being part of original lot number thirty-six (No. P. 36) of the official plan and book of reference of the parish of St-Eustache, containing ninety-three feet (93′) in width on de la Plage Avenue, sixty-five feet and a half (65½′) in width in the line of the terrain of Dame Marcelle Lacasse, or representatives, on the whole depth from de la Place Avenue up to the latter's terrain, such terrain being bounded as follows: in front, by de la Plage Avenue; in rear, by the immoveable belonging to the said Dame Marcelle Lacasse; on one side, by Corbeil Street, and on the other side, by another part of the said lot number 36 belonging to J. Alphonse Gohier or representatives, the whole English measure and more or less." With a summer camp thereon constructed and half burnt.

To be sold at the parochial catholic church door, of St-Eustache, county of Two-Mountains, TUESDAY, the FIFTH day of APRIL, 1966, at TWO o'clock in the afternoon.

Condition: cash.

VILLENEUVE HUOT,

Sheriff's Office, *Sheriff.*
Saint-Jérôme, February 28, 1966. 14196-9-2

Ventes pour taxes

Sales for Taxes

Municipalité du comté de Lac St-Jean-Est

(*Correction*)

Dans l'avis de vente pour taxes du comté ci-haut mentionné publié dans les éditions des 5 et 12 février de la *Gazette officielle de Québec*, aux pages 957 et 1044, veuillez faire les corrections suivantes:

1. Raymond-Marie Blackburn.

Ajouter à la fin: « Sauf à distraire les servitudes concédées ».

2. Columbian Investment Ltée. P. 24 rang 7.

Ajouter à la fin: « Sauf à distraire les servitudes concédées ».

3. Georges-Émile Potvin.

Ajouter à la fin: « Sauf à distraire les servitudes concédées ».

4. Columbian Investment Ltée. 34-A-60 rang 6.

Remplacer la description par la suivante:

Un terrain maintenant connu et désigné sous le numéro trente-quatre-A-soixante (34-A-60), du rang six (6), au cadastre officiel du canton Taillon.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sauf à distraire les servitudes concédées.

5. Patrick Lemieux et Dame Jacques Harvey.

Description

« Un terrain ou emplacement sis et situé en le village d'Hébertville-Station dans le comté du Lac St-Jean mesurant soixante-quatre pieds de front ou largeur nord sud, sur cent vingt pieds de profondeur est ouest, faisant partie du lot un-A (Ptie 1-A), du cadastre officiel pour le quatrième rang (4), pour le canton de Labarre, borné en front vers l'est, à la rue Alma, (St-Wilbrod); en arrière à la profondeur, vers l'ouest, au terrain de Dame Vve Élie Lemay ou représentants;

Municipality of the county of Lake St. John-East

(*Correction*)

In the notice of sale for taxes of the abovementioned county, published in the editions of the 5th and 12th of February of the *Quebec Official Gazette*, on pages 957 and 1044, please make the following corrections:

1. Raymond-Marie Blackburn.

Add at the end: "Save to withdraw the conceded servitudes".

2. Columbian Investment Ltée. P. 24 range 7.

Add at the end: "Save to withdraw the conceded servitudes".

3. Georges-Émile Potvin.

Add at the end: "Save to withdraw the conceded servitudes".

4. Columbian Investment Ltée. 34-A-60 range 6.

Replace the description by the following:

A terrain now known and designated under number thirty-four-A-sixty (34-A-60), of range six (6), on the official cadaster of the township of Taillon.

The whole with buildings thereoe erected, circumstances and dependencies.

Save to withdraw the conceded servitudes.

5. Patrick Lemieux and Dame Jacques Harvey:

Description

"A terrain or emplacement lying and situated in the village of Hébertville-Station in the county of Lake St-John measuring sixty-four feet in front or width north south, by one hundred and twenty feet in depth east west, forming part of lot one-A (Pt. 1-A), of the official cadaster for the fourth range (4), for the township of Labarre, bounded in front toward the east, at Alma Street, (St-Wilbrod); in rear at the depth, toward the west, by the terrain of Dame Vve Élie Lemay

joignant au nord, le terrain de Henri Fortin ou représentants, et au sud, celui de Théophile Tremblay ou représentants.

Le tout avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sauf à distraire les servitudes concédées. »

Le Secrétaire-trésorier,

14099-8-2-o LAURENT PLOURDE.

Cité du Cap-de-la-Madeleine

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la cité du Cap-de-la-Madeleine, que les immeubles ci-dessous seront vendus à l'enchère publique, à l'Hôtel de ville, 375 Notre-Dame, dans ladite Cité, LUNDI le VINGT-HUITIÈME jour de MARS 1966, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires ainsi que des intérêts courus et des frais à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Madame Thérèse Cloutier ou successeurs:
Le lot deux cent quatre-vingt-trois de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent dix-neuf (419-283) du cadastre officiel de la paroisse (maintenant cité) du Cap-de-la-Madeleine.

Succession Maurice Desilets ou successeurs:
Le lot 171-119, borné vers le nord-ouest par le lot 171-120, vers le sud-est par le lot 171-118, vers le nord-est par la partie non subdivisée du lot numéro 171, vers le sud-ouest par le lot numéro 387-2188, mesurant quarante (40) pieds de large sur quatorze (14) pieds de long, formant en superficie cinq cent soixante (560) pieds, mesure anglaise.

René Gravel ou successeurs:
Un certain terrain ayant front sur la rue Ste-Marie, connu et désigné au cadastre officiel d'enregistrement du comté de Champlain pour la paroisse (maintenant cité) du Cap-de-la-Madeleine, comme étant le lot numéro deux cent soixante-dix-huit de la subdivision du lot numéro cent soixante et onze (171-278) avec maison dessus construite portant le numéro 219 Ste-Marie, Cap-de-la-Madeleine.

Succession Marcel Hamel ou successeurs:
Un emplacement connu et désigné comme étant le lot numéro cinq cent soixante-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent seize (416-565) du cadastre de la paroisse (maintenant cité) du Cap-de-la-Madeleine, ayant cinquante pieds de largeur sur sa profondeur qui est de cent trente-trois pieds (50 x 133) mesure anglaise, avec maison dessus construite, circonstances et dépendances, dont la principale porte d'entrée porte le numéro civique 70 rue Boucher en la cité du Cap-de-la-Madeleine.

Laurent Martel ou successeurs:
Deux lots de terre désignés sous les numéros six cent quatre-vingt-dix-huit et six cent quatre-vingt-dix-neuf de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent seize (416-698 et 699) du cadastre du comté de Champlain pour la paroisse (maintenant cité) du Cap-de-la-Madeleine tel que le tout se trouve présentement.

Succession Pierre Luc Rochefort ou successeurs:
387-1438-3: De figure triangulaire borné au nord-est par le lot 387-1414-3 (rue St-Pierre),

or representatives; joining on the north, the terrain of Henri Fortin or representatives, and on the south, that of Théophile Tremblay or representatives.

The whole with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Save to withdraw the conceded servitudes."

LAURENT PLOURDE,

14099-8-2 *Secretary-Treasurer.*

City of Cap-de-la-Madeleine

Public notice is hereby given by the undersigned, city clerk of Cap-de-la-Madeleine, that the immoveables hereinafter will be sold by public auction, at the Town Hall, 375 Notre-Dame, in the said City, MONDAY the TWENTY-EIGHTH day of MARCH, 1966, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal and school taxes with accrued interests and costs incurred thereon, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Mrs. Thérèse Cloutier or successors:
Lot two hundred and twenty-three of the official subdivision of lot number four hundred and nineteen (419-283) of the official cadastre of the parish (now city) of Cap-de-la-Madeleine.

Maurice Desilets estate or successors:
Lot 171-119, bounded on the northwest by lot 171-120, on the southeast by lot 171-118, on the northeast by the unsubdivided part of lot number 171, on the southwest by lot number 387-2188, measuring forty (40) feet in width by fourteen (14) feet in length, forming in area five hundred and sixty (560) feet, English measure.

René Gravel or successors:
A certain piece of land fronting on Ste-Marie Street, known and designated on the official registration cadastre of the county of Champlain for the parish (now city) of Cap-de-la-Madeleine, as being lot number two hundred and seventy-eight of the subdivision of lot number one hundred and seventy-one (171-278) with a house constructed thereon bearing number 219 Ste-Marie, Cap-de-la-Madeleine.

Marcel Hamel Estate or successors:
An emplacement known and designated as being lot number five hundred and sixty-five of the official subdivision of original lot number four hundred and sixteen (416-565) of the cadastre of the parish (now city) of Cap-de-la-Madeleine, having fifty feet in width by its depth which is of one hundred and thirty-three feet (50 x 133) English measure, with a house constructed thereon, circumstances and dependencies, whose principal door bears civic number 70 Boucher Street in the city of Cap-de-la-Madeleine.

Laurent Martel or successors:
Two lots of land designated under numbers six hundred and ninety-eight and six hundred and ninety-nine of the official subdivision of lot number four hundred and sixteen (416-698 and 699) of the cadastre of the county of Champlain for the parish (now city) of Cap-de-la-Madeleine such as the whole is presently found.

Pierre Luc Rochefort Estate or successors:
387-1438-3: Of a triangular figure bounded on the northeast by lot 387-1414-3 (St-Pierre

au sud-ouest par le lot 387-1438-2, au nord-ouest par le lot 387-1439-3, mesurant vingt et un pieds au nord-est, neuf pieds au nord-ouest contenant en superficie quatre-vingt-quatorze pieds carrés M. A. (94).

387-1439-3: De figure irrégulière borné au nord-est par le lot 387-1414-3 (rue St-Pierre), au sud-est par le lot 387-1438-3, au sud-ouest par le lot 387-1440-2, mesurant trente pieds au nord-est, heuf pieds au sud-est, dix-neuf pieds au nord-ouest, contenant en superficie quatre cent vingt pieds carrés, M. A. (420).

387-1440-2: De figure irrégulière, borné au nord-est par le lot 387-1414-3 (rue St-Pierre) au sud-est par le lot 387-1439-3, au sud-ouest par le lot 387-1440-1, au nord-ouest par le lot 387-1441-2, mesurant trente pieds au nord-est, dix-neuf pieds au sud-est, trente-deux pieds au nord-ouest, contenant en superficie sept cent soixante-cinq pieds carrés, M.A. (765).

387-1441-2: De figure irrégulière, borné au nord-est par le lot 387-1414-3 (rue St-Pierre), au sud-est par le lot 387-1440-2, au sud-ouest par le lot 387-1441-1, au nord-ouest par le lot 387-1442-2, mesurant trente pieds au nord-est, trente-deux pieds au sud-est, quarante-trois pieds au nord-ouest, contenant en superficie mille cent vingt-cinq pieds carrés, M. A. (1125).

387-1442-2: De figure irrégulière, borné au nord-est par le lot 387-1414-3 (rue St-Pierre) au sud-est par le lot 387-1441-2, au sud-ouest par le lot 387-1442-1, au nord-ouest par le lot 387-1443-2, mesurant trente pieds au nord-est, quarante-trois pieds au sud-est, cinquante-quatre pieds au sud-ouest, contenant en superficie mille quatre cent cinquante-cinq pieds carrés, M. A. (1455).

387-1443-2: De figure irrégulière, borné au nord-est par le lot 387-1414-3 (rue St-Pierre), au sud-est par le lot 387-1442-2, au sud-ouest par le lot 387-1443-1, au nord-ouest par le lot 387-1444-2, mesurant trente pieds au nord-est, cinquante-quatre pieds au sud-est, soixante-trois pieds au nord-ouest, contenant en superficie mille sept cent cinquante-cinq pieds carrés, M. A. (1755).

387-1444-2: De figure irrégulière, borné au nord-est par le lot 387-1414-3, au sud-est par le lot 387-1443-2, au sud-ouest par le lot 387-1444-1, au nord-ouest par le lot 387-1507-4 (rue Turmel) mesurant vingt-huit pieds au nord-est, soixante-trois pieds au sud-est, soixante-quatorze pieds au nord-ouest, contenant en superficie mille neuf cent dix-huit pieds carrés, M. A. (1918).

387-2416: Borné au nord-est par le lot 387-2398, (rue St-Pierre), au sud-est par le lot 387-2415, au sud-ouest par le lot 387-2439, au nord-ouest par le lot 387-2417, mesurant quarante-neuf pieds et un dixième (49.1) de largeur sur quatre-vingt-treize pieds (93) de profondeur, contenant en superficie quatre mille cinq cent soixante-six pieds carrés, (4566).

387-2436: Borné au nord-est par les lots 387-2414 et 387-2413, au sud-est par le lot 387-2435, au sud-ouest par le lot 387-2449 (rue St-Irenée), au nord-ouest par le lot 387-2437, mesurant trente-quatre pieds et soixante-seize centièmes (34.76) de largeur sur quatre-vingt-treize (93) pieds de profondeur, contenant en superficie trois mille deux cent trente-deux pieds carrés, M. A. (3232).

Street), on the southwest by lot 387-1438-2, on the northwest by lot 387-1439-3, measuring twenty-one feet on the northeast, nine feet on the northwest containing in area ninety-four square feet E. M. (94).

387-1439-3: Of an irregular figure bounded on the northeast by lot 387-1414-3 (St-Pierre Street), on the southeast by lot 387-1438-3, on the southwest by lot 387-1440-2, measuring thirty feet on the northeast, nine feet on the southeast, nineteen feet on the northwest, containing in area four hundred and twenty square feet, E. M. (420).

387-1440-2: Of an irregular figure, bounded on the northeast by lot 387-1414-3 (St-Pierre Street) on the southeast by lot 387-1439-3, on the southwest by lot 387-1440-1, on the northwest by lot 387-1441-2, measuring thirty feet on the northeast, nineteen feet on the southeast, thirty-two feet on the northwest, containing in area seven hundred and sixty-five square feet, E. M. (765).

387-1441-2: Of an irregular figure, bounded on the northeast by lot 387-1414-3 (St-Pierre Street), on the southeast by lot 387-1440-2, on the southwest by lot 387-1441-1, on the northwest by lot 387-1442-2, measuring thirty feet on the northeast, thirty-two feet on the southeast, forty-three feet on the northwest, containing in area one thousand one hundred and twenty-five square feet, E. M. (1125).

387-1442-2: Of an irregular figure, bounded on the northeast by lot 387-1414-3 (St-Pierre Street) on the southeast by lot 387-1441-2, on the southwest by lot 387-1442-1, on the northwest by lot 387-1443-2, measuring thirty feet on the northeast, forty-three feet on the southeast, fifty-four feet on the southwest, containing in area one thousand four hundred and fifty-five square feet, E. M. (1455).

387-1443-2: Of an irregular figure, bounded on the northeast by lot 387-1414-3 (St-Pierre Street), on the southeast by lot 387-1442-2, on the southwest by lot 387-1443-1, on the northwest by lot 387-1444-2, measuring thirty feet on the northeast, fifty-four feet on the southeast, sixty-three feet on the northwest, containing in area one thousand seven hundred and fifty-five square feet, E. M. (1755).

387-1444-2: Of an irregular figure, bounded on the northeast by lot 387-1414-3, on the southeast by lot 387-1443-2, on the southwest by lot 387-1444-1, on the northwest by lot 387-1507-4 (Turmel Street) measuring twenty-eight feet on the northeast, sixty-three feet on the southeast, seventy-four feet on the northwest, containing in area one thousand nine hundred and eighteen square feet, E. M. (1918).

387-2416: Bounded on the northeast by lot 387-2398, (St-Pierre Street), on the southeast by lot 387-2415, on the southwest by lot 387-2439, on the northwest by lot 387-2417, measuring forty-nine feet and one tenth (49.1) in width by ninety-three feet (93) in depth, containing in area four thousand five hundred and sixty-six square feet, (4566).

387-2436: Bounded on the northeast by lots 387-2414 and 387-2413, on the southeast by lot 387-2435, on the southwest by lot 387-2449 (St-Irenée Street), on the northwest by lot 387-2437, measuring thirty-four feet and seventy-six hundredths (34.76) in width by ninety-three (93) feet in depth, containing in area three thousand two hundred and thirty-two square feet, E. M. (3232).

Rosaire Ruest ou successeurs:

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro cent quarante-deux de la subdivision officielle du lot primitif quatre cent dix-neuf (419-142) du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la cité du Cap-de-la-Madeleine, contenant vingt-cinq pieds anglais de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, sans bâtisse.

Donné en la cité du Cap-de-la-Madeleine, ce 23e jour du mois de février 1966.

Le Greffier,

14179-9-2-o ARTHUR BEAUDIN.

Rosaire Ruest or successors:

A lot of land know and designatee under number one hundred and forty-two of the official subdivision of primitive lot four hundred and nineteen (419-142) of the registration cadastre of the county of Champlain, for the city of Cap-de-la-Madeleine, containing twenty-five English feet in width by eighty feet in depth, without building.

Given in the city of Cap-de-la-Madeleine, this 23rd day of the month of February, 1966.

ARTHUR BEAUDIN,

14179-9-2 *Clerk.*

Municipalité du comté de Dorchester

Avis public est par les présentes donné par Henri-Paul Bouffard, secrétaire-trésorier de la corporation municipale du comté de Dorchester, que les immeubles ci-dessous décrits seront vendus à l'enchère publique, pour taxes municipales et/ou scolaires dues et les frais encourus, JEUDI le DOUZIÈME jour de MAI 1966, en la salle du conseil de comté, à Ste-Hénédine, à DIX heures de l'avant-midi, à moins que lesdites taxes et les frais aient été payés avant le jour ci-dessus indiqué.

Municipality of the county of Dorchester

Public notice is hereby given by Henri-Paul Bouffard, secretary-treasurer for the municipal corporation of Dorchester county, that the under described immoveables will be sold by public auction for municipal and/or school taxes due and costs, THURSDAY the TWELFTH day of MAY, 1966, in the Hall of the county council, in Ste-Hénédine, at TEN o'clock in the morning, unless said taxes and costs be paid before the day above mentioned.

Municipalité de Sainte-Marguerite — Municipality of Sainte-Marguerite

Propriétaire — Owner	Lot	Rang — Range	Canton — Township	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Frais — Costs	Total
Marcel Roy	173-174-151, 259 arp.			$ 37.90		$ 0.30	$ 38.20

Un terrain avec bâtisses érigées étant les lots Nos 173-174 bornés au nord par le chemin St-Jacques, au sud par les terres du rang Ste-Anne, à l'est par Philippe Gagnon et Josaphat Gagnon Partie 172, et à l'ouest par Clovis Roy No 175, superficie 169 arpents

Un terrain No 151 borné au nord par le chemin rang St-Alexandre au sud par les terres de St-Édouard de Frampton, à l'ouest par Alfred Turmel No 152, et à l'est par Joseph Parent No 150, superficie 90 arpents.

A lot of land with buildings erected thereon, being lots No. 173-174, bounded on the north by St-Jacques Road, on the south by the farms on Ste-Anne Range, on the east by Philippe Gagnon and Josaphat Gagnon, Part 172, and on the west by Clovis Roy, No. 175, having an area of 169 arpents.

A lot of land being No. 151, bounded on the north by the road of St-Alexandre Range, on the south by the farms in St-Édouard de Frampton, on the west by Alfred Turmel, No. 152, and on the east by Joseph Parent, No. 150, having an area of 90 arpents.

Municipalité de Saint-Édouard de Frampton (St-Joseph de Beauce) Municipality of Saint-Édouard de Frampton (St-Joseph de Beauce)

Adélard Tardif	191	2	Frampton		$ 42.70	$ 0.85	$ 43.55

Un terrain boisé étant le lot 191 borné au nord par le No 190, à l'est par le chemin Royal, au sud par le lot 192 et à l'ouest par le 1er Rang.

A wooded lot being lot No. 191 bounded on the north by No. 190, on the east by Royal Road, on the south by lot 192, and on the west by Range 1.

Mme-Mrs. Marius Morin Roy	617			$ 64.15		4.40	68.55

M. Marius Roy époux de Mme Marius Morin Roy; lot P. 437 dans la paroisse de St-Anselme.

Un terrain étant le lot No P. 617 borné au nord-est par le chemin St-Olivier, au nord par la voie ferré du C.N.R., au sud et à l'ouest par le terrain du C.N.R.

Un terrain étant le lot No P. 437 borné au sud par le chemin St-Mathieu, au nord par le rang St-Paul, à l'est et à l'ouest par les lots 438 et 436.

Mr. Marius Roy, husband of Mrs. Marius Morin Roy; lot P. 437 in the parish of St-Anselme.

A lot of land being lot No. P. 617 bounded on the north-east by St-Olivier Road, on the north by the C.N.R. track, on the south and the west by the land belonging to the C.N.R.

A lot of land being lot No. P. 437 bounded on the south by St-Mathieu Road, on the north by St-Paul Range, on the east and west by lots 438 and 436.

Municipalité de Sainte-Rose-de-Watford — Municipality of Sainte-Rose de-Watford

Maurice Carrier	53	1	Watford				
	Sup.-area 91			$ 93.10	$295.60		$ 388.90
Maurice Carrier	Pt. 54 n.e.	1	Watford				
	Sup.-area 55			31.75	54.00		85.75
Maurice Carrier	Pt. 54 s.o.-w	1	Watford				
	Sup.-area 25			11.51	34.50		46.01
Maurice Carrier	Pt. 54 s.	1	Watford				
	Sup.-area 10			5.90	12.56		18.46

Municipalité de Saint-Cyprien — Municipality of Saint-Cyprien

Propriétaire — Owner	Lot	Rang — Range	Canton — Township	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Frais — Costs	Total
Germain Bernard	9	1	Langevin				
	Sup.-area 64			$ 48.87	$ 39.62	$ 0.40	$ 88.89
Germain Bernard	10	1	Langevin				
	Sup.-area 58			29.67	13.21	0.40	43.28
Lorenzo Pépin	13	2	Langevin				
	Sup.-area 100			15.25	47.53	0.55	63.33
Colonisation, amélioration.			Colonization, amelioration.				
Cyprien Carbonneau			Langevin				
	Sup.-area 100			76.80	158.45	0.55	235.80

Municipalité de Saint-Luc — Municipality of Saint-Luc

Léopold Bilodeau	847	VII	Standon	$ 51.17	$123.78		$ 174.95
Un terrain et les bâtisses No 847 du cadastre officiel pour le canton de Standon, paroisse de St-Luc, Dorchester, détenu sous billet de location par Léopold Bilodeau.			A lot of land and buildings being No. 847 in the official cadaster of the township of Standon, parish of St-Luc, Dorchester, held under ticket of rental by Léopold Bilodeau.				
Roland Fortin (Belonie)	937	X	Standon	22.33	45.20		67.53
Un terrain No 937 du cadastre officiel pour le canton de Standon, paroisse de St-Luc, Dorchester, détenu sous billet de location par Roland Fortin (Belonie).			Lot of land No. 937 in the official cadaster of the township of Standon, parish of St-Luc, Dorchester, held under ticket of rental by Roland Fortin (Belonie).				
Claude Comber	30	XII	Standon	40.90	48.81	3.90	93.61
Un terrain et les bâtisses No 30 rang XII, pour le canton de Standon, paroisse de St-Luc, Dorchester, détenu sous billet de location par Claude Comber.			A lot of land and buildings being No. 30, Range XII in the township of Standon, parish of St-Luc, Dorchester, held under ticket of rental by Claude Comber.				
Jean-Maurice Bisson	1	VIII	Ware	27.02	30.80	43.00	100.82
Un terrain étant le lot No 1 rang VIII, pour le canton de Ware, paroisse de St-Luc, Dorchester, détenu sous billet de location par J. M. Bisson.			A lot of land being lot No. 1, Range VIII, in the township of Ware, parish of St-Luc, Dorchester, held under ticket of rental by J. M. Bisson.				
Joachim Bisson	Pts 8-9	IX	Ware	54.90	106.60		161.50
Un terrain et les bâtisses, la partie sud-est du lot No 8, la partie nord-ouest du lot No 9, pour le rang IX, canton de Ware, détenu sous billet de location par Joachim Bisson.			A lot of land and buildings being the south part of lot No. 8, the north-west part of lot No. 9 of Range IX, township of Ware, held under ticket of rental by Joachim Bisson.				

Municipalité de Saint-Benjamin — Municipality of Saint-Benjamin

Donat Giguère	668	II	Cranbourne	$ 66.40	$ 97.75	$ 11.00	$ 175.15
Un terrain et les bâtisses y construites étant le lot No 668 du rang 2, canton de Cranbourne, paroisse de St-Benjamin, Dorchester, superficie environ 100 acres.			A lot of land and buildings thereon constructed, being lot No. 668, Range 2, township of Cranbourne, parish of St-Benjamin, Dorchester, having an area of approximately 100 acres.				
Hilaire Mathieu	775	XIII	Cranbourne	126.90	100.62	14.50	242.02
Un terrain et les bâtisses y construites étant le lot No 775 rang 13, canton de Cranbourne, paroisse de St-Benjamin, Dorchester, superficie environ 100 acres.			A lot of land and buildings thereon constructed, being lot No. 775, Range 13, township of Cranbourne, parish of St-Benjamin, Dorchester, having an area of approximately 100 acres.				
René Grenier	Pt. XII	E	Watford	14.30	21.45	2.30	38.05
Un terrain et la maison, P. du lot No 12 rang E, canton de Watford, paroisse de St-Benjamin, Dorchester, borné au nord-est par Alphonse Lamontagne, au nord-ouest par le chemin publique, au sud-est par Alphonse Lamontagne, au sud-ouest par Treffié Veilleux, superficie 70 x 185 (maison sur le lot 12 donc même lot, cette maison devrait être déménagée sur l'emplacement ci-haut décrite, mais M. Grenier ne l'a jamais déménagée).			A lot of land and house being part of lot No. 12, Range E, township of Watford, parish of St-Benjamin, Dorchester, bounded on the north-east by Alphonse Lamontagne, on the north-west by the public road, on the south-east by Alphonse Lamontagne, on the south-west by Treffié Veilleux, having an area of 70 x 185 (house on lot 12 should have been moved to the above-described emplacement, but Mr. Grenier never moved it).				

Municipalité de Saint-Louis de Gonzague — Municipality of Saint-Louis de Gonzague

Gaudias Gagné	47	A	Langevin		$ 49.50	$ 4.45	$ 53.95
Colonisation, superficie 100 acres.			Colonisation, area of 100 acres.				
Joseph Larose	Pt. 63	1	Langevin		35.38	3.05	38.43
Emplacement.			Emplacement.				

Municipalité de Saint-Louis de Gonzague (*suite*) — Municipality of St-Louis de Gonzague (*continued*)

Propriétaire — Owner	Lot	Rang — Range	Canton — Township	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Frais — Costs	Total
L. P. Gagnon Propriétaire, superficie 50 acres.	½, 44	II	Langevin Owner area of 50 acres.		$ 33.00	$ 2.95	$ 35.95
Romain Turcotte Propriétaire emplacement.	Pt. 51	IV	Langevin Owner emplacement		16.50	1.95	18.45
Odias Roy Colonisation, superficie 100 acres.	42	IX	Watford Colonization, area of 100 acres.		106.89	13.50	120.39
Gaétan Lessard Propriétaire emplacement.	Pt. 29	X	Watford Owner emplacement.		4.13	0.95	5.08
Gérard Sylvain Propriétaire.	Pt. 44	X	Watford Owner.		57.75	5.08	62.83
Adelbert Sylvain Colonisation.	VIII	XI	Metgermette-Nord-North. Colonization.		130.00	14.15	144.15
Jean-Guy Gagnon Colonisation.	X	XI	Metgermette-Nord-North. Colonization.		79.75	6.45	86.20
Freddy Grondin Emplacement.	Pt. 44	X	Watford Emplacement.	30.40		4.44	34.84

Donné à Ste-Hénédine, ce 28e jour de février 1966.

Ste-Hénédine, comté de Dorchester, P.Q.,
Le Secrétaire-trésorier,
14180-9-2-o HENRI-PAUL BOUFFARD, C.M.C.D.

Given at Ste-Hénédine, this 28th day of February, 1966.

Ste-Hénédine, Dorchester County, P.Q.,
HENRI-PAUL BOUFFARD, M.C.D.C.,
14180-9-2 *Secretary-Treasurer.*

Ville de Rivière-du-Moulin

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Rivière-du-Moulin, que les propriétés ci-dessous décrétés seront vendues à l'enchère publique en la salle des délibérations du conseil municipal, à l'Hôtel-de-ville de la susdite municipalité, 5 avenue Jean-Langevin, JEUDI, le TRENTE ET UNIÈME jour de MARS 1966, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et intérêts plus les frais encourus à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Town of Rivière-du-Moulin

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the town of Rivière-du-Moulin, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the deliberations hall of the municipality council in the Town Hall, of the above mentioned municipality, 5 Jean-Langevin Avenue, on THURSDAY, the THIRTY-FIRST day of MARCH 1966 at TEN o'clock in the forenoon, fore non payment of municipality and school taxes and interest plus the costs incured, unless said taxes interest and cost are paid before the sale.

Noms des propriétaires — Owner's name	Numéros de cadastre — Cadastral numbers	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Intérêts — Interest	Total
Mme-Mrs. J.-D. Bernier, 28 Père Honorat, Rivière-du-Moulin, comté de county of Chicoutimi, P.Q.	19A-54, Pts 19A-53, 141, 142, du 2e rg-on the 2nd rge N.E., Chemin Sydenham Road	$257.08	$195.26	$ 7.00	$ 459.34
Ray.-Marie Blackburn, 1079 Deslauries, Chicoutimi, P. Q.	20A-295, 21A-177 du 2e rg-2nd rge N. E., Chemin Sydenham Road.	18.35	23.08	1.91	43.34
René Blackburn, 348 Du Séminaire, Chicoutimi, P.Q.	20A-310 du 2e rg-2nd rge N.E., Chemin Sydenham Road	27.65	60.29	2.58	90.52
Vincent Bouchard, 33 avenue Perron, Rivière-du-Moulin, comté de-county of Chicoutimi, P.Q.	19A-2-27 du 2e rg-2nd rge, N.E., Chemin Sydenham Road	198.70	323.57	11.08	533.35
Reynald Boucher, 380 avenue Morin, Ave., Chicoutimi, P.Q.	20A-31 du 2e rg-2nd rge, N.E. Chemin Sydenham Road	8.75	9.40	1.20	19.35
Edmour Brassard, 748 rue St-Jean St, Chicoutimi, P.Q.	21B-23 du 2e rg-2nd rge N.E., Chemin Sydenham Road	9.03	.....	2.75	11.78
J.-A. & Léo Châteauneuf, 2 Père Honorat, Rivière-du-Moulin, comté de county of Chicoutimi, P.Q.	19A-114, 115, 117, 118, 119, du 2e rg-2nd rge N.E., Chemin Sydenham Road	31.65	10.61	14.33	56.59
Mme-Mrs. Lucien Côté, 10 avenue Langevin, Ave., Rivière-du-Moulin, comté de-county of Chicoutimi, P.Q.	19L-2-6 du 2e rg-2nd rge N.E., Chemin Sydenham Road	328.30	176.18	5.90	510.38

Noms des propriétaires — Owner's name	Numéros de cadastre — Cadastral numbers	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Intérêts — Interest	Total
M.-Mr. Adam Dufour, rue Renaud, St., Rivière-du-Moulin, comté de-county of Chicoutimi, P.Q.	Pt 21B du 2e rg-2nd rge N.E., Chemin Sydenham Road	$ 16.85	$ 15.92	$ 1.80	$ 34.57
Claude Gaudreault, 1349 Hélène Boulé, Chicoutimi, P.Q.	21A-129 du 2e rg-2nd rge N.E., Chemin Sydenham Road	17.75		1.85	19.60
Mme-Mrs. Clément Gravel, 1122 rue Marquette St., Chicoutimi, P.Q.	19A-11, 20A-8, Pt. 19A-10, Pt. 20A-7, 19A-29, du 2e rg-on 2nd rge N.E., Chemin Sydenham Road	462.90	689.44	14.93	1,167.27
Jean-Chls Grenon, 156 St-Jean Baptiste, Rivière-du-Moulin, comté de-county of Chicoutimi, P.Q.	Pt. 19A du 2e rg-2nd rge N.E., Chemin Sydenham Road	371.08	354.73	13.55	739.36
Paul-Irénée Grenon, 14 Le Boulevard, Rivière-du-Moulin, comté de-county of Chicoutimi, P.Q.	Pt. 73-6A, Pt. 73B-1 du 1er rg-on 1st rge N.E., Chemin Sydenham Road	464.51	321.83	38.49	824.83
Adhémar Lebel, Boul. Talbot Boul., Laterrière, comté de-county of Chicoutimi, P.Q.	19A-2-83, 19J-2-4, Pt. 19A-2-82 du 2e rg-on 2nd rge N.E., Chemin Sydenham Road	172.85	243.16	13.64	429.65
Georges Lessard, 171 Le Boulevard, Rivière-du-Moulin, comté de-county of Chicoutimi, P.Q.	19B-2-2-1, 19C-2-1 du 2e rg-on 2nd rge N.E., Chemin Sydenham Road	517.25	597.05	32.55	1,146.85
Léo Martineau & Hector Deschênes, 466 Jacques Cartier, Chicoutimi, P.Q.	21A-196, 195, 194, 193, 192, 191 du 2e rg-on 2nd rge N.E., Chemin Sydenham Road	33 65	55.63	3.45	92.73
Aimé Pépin, 250 St-Sacrement, Chicoutimi, P.Q.	Pt. 21A-61, 73, 74 du 2e rg-on 2nd rge N.E., Chemin Sydenham Road	372.65	195.77	6.95	575.37
Roland Savard, 122 avenue Langevin Ave., Rivière-du-Moulin, comté de-county of Chicoutimi, P.Q.	Pt. 67, Pt. 68 du 1er rg-on 1st rge N.E., Chemin Sydenham Road	155.33	43.58	4.70	203.61
Jos-Émile Tremblay, 84 Le Boulevard, Rivière-du-Moulin, comté de-county of Chicoutimi, P.Q.	Pt. 71A du 1er rg-on 1st rge N.E., Chemin Sydenham Road	211.58	182.70	14.32	408.60

Tous ces lots apparaissant au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi.

N.B. Autorisation de la Commission Municipale de Québec, de faire une énumération abrégée des numéros cadastraux d'immeubles à être mis en vente pour non paiement des taxes, le 26 novembre 1965.

Copie certifiée.

Donné à Rivière-du-Moulin, ce 16e jour de février 1966.

Le Secrétaire-trésorier,
MARTIAL TREMBLAY.

14188-9-2-o

All these lots appear in the official cadaster of the parish of Chicoutimi.

N.B. Authorization by the Quebec Municipal Commission to make an abbreviated enumeration of the cadastral numbers of immovables to be sold for non-payment of taxes, on November 26, 1965.

Certified copy.

Given at Rivière-du-Moulin, this 16th day of February 1966.

MARTIAL TREMBLAY,
Secretary-Treasurer.

14188-9-2-o

INDEX No 9

AVIS — ***NOTICES***

Burofsky, Leonard Norman (*Requête – Petition*) ... 1427
Burodsky, Stephen (*Requête – Petition*) ... 1427
Church of Jesus Christ of Latter-day Saints (The) (*Requête – Petition*) ... 1427
Église Baptiste de St-Constant (L') (*Requête – Petition*) ... 1427
Gauvreau, Marie Claudette Louise (*Requête – Petition*) ... 1428
Jurinick, Antonio (*Requête – Petition*) ... 1428
Sedlezky, Leo (*Requête – Petition*) ... 1428
Veinberg, René (*Requête – Petition*) ... 1427

CAISSES d'épargne et de crédit — ***SAVINGS and credit unions***

Caisse d'Économie des employés de la Régie des Alcools du Québec « Québec » (*Form.*) ... 1428
Caisse d'Économie Hodelau (*Erratum*). 1428

COMPAGNIES Avis relatif à la loi des — ***COMPANIES Notice relative to the Act of***

Chartes — Abandon de — ***Charters — Surrender of***

Association des Allergistes de la Province de Québec (L') ... 1430
Fairbanks Diesel Company Ltd. (The). 1429
Fairbanks Pump Company Ltd. (The). 1429
Fairbanks Scale Company Ltd. (The).. 1430
Manmar Realty Inc. ... 1431
Marché St. Augustin Inc. ... 1429
Mill Coffee Shops Inc. (The) ... 1430
Nouveauté Inc. (La) ... 1429
Province of Quebec Association of Allergists (The) ... 1430
Province of Quebec Society of Orthopaedics and Traumatology ... 1430
Rogers Frères Ltd. ... 1430
Ruco Construction Inc. ... 1430
Ruttenberg (Phillip) Inc. ... 1429
Société d'Orthopédie et de Traumatologie de la Province de Québec (La).. 1430

Dissoutes ***Dissolved***

Boulanger (Louis) Inc. 1431
Clairma construction inc. 1431
Dionne Spinning Mills Co. Ltd. 1431
Lakeview Plaza Inc. 1431
M. B. C. Investment Corp. Ltd. 1431

Divers ***Miscellaneous***

Adanac Funds Inc. (*Dir.*) 1432
Bell Asbestos Mines, Ltd. (*Dir.*) 1432
Chambre d'Immeubles Richelieu-Yamaska (*Dir.*) (*Règl.– By-laws*) 1433
Classy Linen Supply Inc. (*Dir.*) 1432
Club Richelieu – St-Laurent inc. (*Règl.– By-laws*) 1432
Compagnie pharmaceutique Vita ltée (*Dir.*) 1432
External classique de Longueuil (*Dir.*) 1434
External classique de Longueuil (*Règl.– By-laws*) 1433
Fonds Adanac inc. (*Dir.*) 1432
Garnier inc. (*Dir.*) 1434
Hôpital Christ-Roi (*Dir.*) (*Règl.– By-laws*) 1433
Livres, Revues et Presse inc. (*Dir.*) 1433
Mill Coffee Shops Inc. (The) (*Dist.: Actif – Assets*) 1433
Peltier Handling Equipment compagnie limitée (*Dir.*) 1434
Peltier Handling Equipment Company Limited (*Dir.*) 1434
Placements Paradis-Gaudet (Les) inc. (*Dir.*) 1432
Service des loisirs St-Valérien (*Règl. – By-laws*) 1432
Société Française d'Étude d'Installations Sidérurgiques (*Agent*) 1434

Lettres patentes ***Letters Patent***

A. B. C. Investment Inc. 1386
A. B. C. placements inc. 1386
A & G Sharpening Ltd. 1386
Advance Electric Inc. 1387
Advance Fashions Ltd. 1387
Agence d'assurance Marcel Gingras ltée (L') 1387
Alain (Roger) assurance inc. 1388
Allmark Crafts Inc. 1388
Almy Braid Knitters Inc. 1388
Ameublement Sélection inc. 1389
Arbill Investments Ltd. 1389
Arca Furniture Inc. 1389
Association de chasse et pêche du Mont Orignal inc. (L') 1390
Astley (Robert) Ltd. 1390
B & G Import, Inc. 1390
Beau-Der inc. 1391
Bérubé Builders' Supply Inc. 1391
Bérubé matériaux inc. 1391
Bonenfant (Maurice) & fils inc. 1391
Boucher (Roger) inc. 1392
Broadway Holdings Inc. 1392
Brossard Auto Parts (1966) Inc. 1392
Cabaret Bobino inc. 1393
Café Canadien inc. 1393
Cam-Craft Ltd. 1393
Campbell Tire Service Inc. 1393
Capri Electronics Inc. 1394
Capri électronique inc. 1394
Carbonneau (G. A.) Limited 1394
Carbonneau (G. A.) limitée 1394
Casse croute P'tit Pierre ltée (Le) 1414
Cèdres du Québec inc. (Les) 1394
Centre d'optique de l'Est inc. 1395
Charles (John) Shoes Inc. 1395
Charlmax Ltd. 1395
Charlmax ltée 1395
Chatham Enterprises Ltd. 1396
Chemo-Pharma Co. Ltd. 1396
Chez Rosette inc. 1396
Central Ford Service Inc. 1397
Centre de golf Bourassa inc. 1397
Chamberland (Jos) inc. 1397
Charolais inc. (Le) 1398
Cité automobile limitée 1398
Club Kilkenny Inc. 1398
Collège de Lys inc. 1399
Construction Gloria ltée 1403
Cupidon Children's Wear Inc. (Le) 1399
Dauphine Haute Coiffure (Montreal) Ltd. (The) 1399
Dauphine haute coiffure (Montréal) ltée (La) 1399
Développements Karissa inc. 1407
Développements Normand inc. 1400
Dino haute coiffure inc. 1400
Dubois (Paul & Jacques) entreprises de construction ltée 1400
Dudesco Ltd. 1400
Dumesnil (J. J.) inc. 1401
E. T. Specialties Inc. 1401
Electric Service (Val d'Or) Inc. 1417
Fabrique de fer ornemental Pointe-Claire ltée 1413
Fabro Investments Ltd. 1401
Fournisseurs d'aliments à domicile ltée (Les) 1405
Funtos Construction Co. Ltd. 1402
G. D. Sales Co. Ltd. 1402
Gagnon (Jacques) ltée 1402
Garage Jean Normandin inc. 1403
Gemini Printing Inc. 1406
Gloria Construction Ltd. 1403
Grand Temple Pythian Sister (P. S.) of Quebec Inc. 1403
Great International Corp. 1404
Greendale Homeowners' Association 1404
H & H Consultant Services Inc. 1405
Home Food Suppliers Ltd. 1405
Immeubles Lefebvre de Ste-Anne de Bellevue limitée 1406
Imprimerie Gemini inc. 1406
Investissements Tomar ltée (Les) 1421
Jem Products Inc. 1406
Karissa Development Inc. 1407
Kent Variety Store Inc. 1407
Kramer (E.) Painting Contractors Ltd. 1407
L. M. M. inc. 1408
Latour & Hodge Inc. 1408
Laurentide Vacation Homes Inc. 1408
Laverne Automobile Center Inc. 1409
Lawrence Jusko & Co. Ltd. 1409
Lefebvre Realties of Ste-Anne de Bellevue Limited 1406
Maisons de vacances Laurentides inc. 1408
Malchas Corporation 1409
Maple Leaf Shoe Co. Ltd. 1410
Martap inc. 1410
Meubles Sam inc. 1410
Mines Sullipek inc. (Les) 1419
Modes optiques ltée 1412
Montada Mortgage Corp. 1411
Nordic Marine Inc. 1411
North State Paving ltée. 1411
Ohman's Ltd. 1411
Optical Modes Ltd. 1412
Paro incorporée 1412
Paro Incorporated. 1412
Pointe Claire Ornamental Iron Works Ltd. 1413

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Precision Technical Design Inc. 1413
Prêts Cap-Diamant inc. (Les) 1413
Produits Jem inc. (Les) 1406
P'Tit Pierre Snack Bar Ltd. (The) 1414
R. A. J. Equipment Inc. 1414
Reed Gardens Ltd. 1414
Restaurant « Le Montagnard » inc. 1415
Rioux (Roland) inc. 1415
Romdale Limited 1415
M. & S. Ross Corp. (The) 1416
S-B Dry Cleaning Inc. 1416
St-Paul Automobile Ltd. 1416
St-Paul automobile ltée 1416
Selection Furniture Inc 1389
Service des loisirs de Ste-Marie-de-la-Médaille-Miraculeuse 1417
Service électrique (Val d'Or) inc. 1417
Société de gestion Missisquoi inc. (La) 1417
Sonmar Development Corp. 1418
Southern Manufacturing Limited 1418
Spécialistes de tournage sur bois inc. (Les) 1418
Sullipek Mines Inc 1419
Super-marché Sam inc 1419
Tac Machine Shop Inc. 1419
Taverne La Remise inc 1420
Taxi St-Louis ltée 1420
Théâtre lyrique de Montréal inc. (Le) 1420
Thériault auto inc. 1421
Tomar Investments Ltd. 1421
Vachon (P. E.) ltée 1421
Valcartier Village Youth Club Iinc 1422
Vanguard Industries Ltd 1422
Westbury College 1422
Wood Turning Specialists Inc. 1418

Lettres patentes supplémentaires — ***Supplementary Letters Patent***

Agence de sécurité Phillips inc. (L') 1423
Association des commissions scolaires Saguenay-Lac-St-Jean inc. (L') 1423
Brûleurs Terry inc. 1426
Collective Investments Inc 1425
Compagnie de fabrication sur commande de Pincourt ltée 1423
Crédit Sept-Ilien inc. 1423
Custom Fittings Company of Pincourt Ltd. 1423
Déménagement et entreposage Kenwoods ltée 1424
Garage National de St-Georges incorporée 1424
Harwood (Henri) & compagnie (ltée) 1424
Kenwood's Moving & Storage Ltd 1424
Lamarche (Joseph) inc. 1424
Lévis automobile inc. 1424
Peltier Handling Equipment compagnie limitée 1425
Peltier Handling Equipment Company Limited 1425
Phillips Security Agency Inc.(Les) 1423
Placements Collectifs inc 1425
Porlier (Ludger) inc 1425
Quebec Terminals Ltd 1425
Riveredge Village Inc. 1426
Savoy Shoe Company Limited 1426
Terry Burners Inc. 1426
Transmaris Holding and Investment Corporation 1426
Vêtements Pierre ltée 1426

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Anjou Businessmen's Association 1439
Association des Hommes d'Affaires d'Anjou 1439
Association des Marchés Publics d'Animaux Vivants du Québec Inc. (L') 1434
Bacon (F.) & Co. Inc. 1435
Bijouterie de la Gare Centrale Ltée 1440
Boulangerie Baril Inc. 1436
Canadian Pulp and Paper Pavillon Ltd. 1439
Capitaland (Quebec) Limited 1441
Capital Quality Homes (Quebec) Limited 1437
Central Station Jewellers Ltd. 1440
Claudini inc. 1436
Explorations Sun du Québec Ltée (Les) 1436
Extra Discount Stores Ltd. 1436
F M C – Beloit-Sorel Company 1437
Harbec (Gérard) Transport Inc. 1437
Garage Roger Girard Ltée 1437
Imprimerie Medik Inc. 1441
Industrial Publications Ltd. 1440
Infranor Canada Inc. 1439
Intex Inc. 1437
Laguë Ménard Associés Inc. 1441
Land Associates of Montreal Ltd. 1435
Larche Autos Inc. 1436
Matane Plywood Inc. 1437
Medik Printing Inc. 1441
Mid-City Press Limited 1438
Montreal Blue Print (1965) Incorporated 1440
Montreal Blue Print (1965) Incorporée. 1440
10-Pin Tap Room Inc. 1438
Overhead Door Co. of Montreal (1965) Ltd. 1440
Pavillon des Pâtes et Papiers du Canada Ltée 1439
Plastic Packaging Products Ltd. 1435
Preplan Construction Incorporée 1438
Publications Industrielles Ltée (Les) 1440
Rosecraft Holding Corporation 1438
Ruby Foo's Limited 1439
S. M. A. Inc. 1435
St-Leonard Dept Store Inc. 1438
Société Import-Métal Ltée (La) 1435
Sogep Investment & Finance Corporation 1441
Specometal Inc. 1441
Sun Explorations of Quebec Ltd. 1436

DEMANDES à la Législature — ***APPLICATIONS to Legislature***

Châteauguay, ville-town 1442
Châteauguay-Centre, ville-town 1442
Church Society of the Diocese of Quebec (The) 1442
Kirkland, ville – town 1442
Laval, ville-city 1443
Lucerne, munic. 1444
Québec, cité – city 1444
Saint-Basile-le-Grand, par. 1443
Saint-Michel, cité – city 1444
St-Léonard, cité-city 1443

MINISTÈRE — ***DEPARTMENTAL***

Affaires municipales — ***Municipal Affairs***

Saint-Alfred, munic. (*Publ.*) 1445

Éducation — ***Education***

Municipalité scolaire de: — *School Municipality of:*

Sainte-Thérèse, par. (*Dem.– Appl.*) 1445

Finances ***Finance***

Assurances: *Insurance:*

Æterna-Vie, Compagnie d'Assurance... 1447
General Fire and Casualty Company... 1446
Nova Scotia Trust Company (The).... 1447
Western Life Assurance Company (The) 1446

Terres et Forêts ***Lands and Forests***

Cadastre: *Cadastre:*

St-Antoine, par..... 1447
St-Bruno, par..... 1447
St-Étienne de Lauzon, par..... 1447
Ste-Marie de Sayabec, par..... 1447
St-Martin, par..... 1447
Sault-au-Récollet, par..... 1448
Seigneurie de la Terre-Firma-de-Mingan..... 1448

Travail ***Labour***

Industrie ou métiers de: *Industry of Trade of:*

Barbers and hairdressers (Made and female) Terrebonne *et al* (*Amend.*).... 1448
Barbiers, coiffeurs et coiffeuses, Terrebonne *et al* (*Mod.*)..... 1448
Caskets, Province (*Amend.*)..... 1449
Cercueils, Province (*Mod.*)..... 1449
Coiffeurs, Sherbrooke (*Prél.*)..... 1453
Construction, Laurentides (*Appr.*)..... 1452
Directeurs de Funérailles, Montréal *et al* (*Prél.*)..... 1456
Employés de garages, Arthabaska (*Mod.*) 1450
Employés de garages, Sherbrooke (*Mod.*) 1451
Funeral directors, Montreal *et al* (*Levy*). 1456
Garage employees, Arthabaska (*Amend*) 1450
Garage employees, Sherbrooke (*Amend.*) 1451
Hairdressers, Sherbrooke (*Levy*)..... 1453
Hardware, Quebec (*Levy*)..... 1455
Imprimerie, Montréal (*Mod.*)..... 1451
Printing, Montreal (*Amend.*)..... 1451
Quincaillerie, Québec (*Prél.*)..... 1455

Voirie ***Roads***

Entretien de routes discontinué..... 1458
Maintenance of roads discontinued.... 1458

SOUMISSIONS ***TENDERS***

Belœil, c.s.-s.c..... 1459
Cowanville, ville-town..... 1460
Dorval, cité-city..... 1464
Laflèche, cité-city..... 1461
La Prairie, ville-town..... 1465
Lorcetteville, cité-vity..... 1462

SYNDICATS professionnels ***SYNDICATES Professional***

Association des allergistes du Québec (L') (*Const.*)..... 1467
Association des chirurgiens orthopédistes (L') (*Const.*)..... 1467
Association des gérants de service de l'automobile (*Const.*)..... 1466
Association des résidents, internes et externes de la région de Québec inc. (*Const.-Inc.*)..... 1467
Association des spécialistes en chirurgie plastique et reconstructive du Québec (L') (*Const.*)..... 1468
Sssociation of Allergists of Quebec (The) (*Inc.*)..... 1467
Association of Orthopaedic Surgeons of Quebec (The) (*Inc.*)..... 1467
Association des urologues du Québec (L') (*Const.*)..... 1468
Automobile Service Managers Association (*Inc.*)..... 1466
Fédération des enseignants de Champlain (La) (*Nom-Name ch.*)..... 1467
Quebec Association of Plastic and Reconstructive Surgeons (The) *Inc.*).. 1468
Quebec Association of Urologists (The) (*Inc.*)..... 1468

VENTES ***SALES***

Effets non-réclamés ***Unclaimed Baggage***

Canadian Pacific Railway Company... 1468

Licitation ***Licitation***

Ennis *vs* Ennis..... 1468

Loi de faillite ***Bankruptcy Act***

Poirier, Juliette..... 1469

SHÉRIFS ***SHERIFFS***

Abitibi ***Abitibi***

Gareau *vs* Petel..... 1470

Beauce ***Beauce***

Turgeon *vs* Boisvert..... 1471

Bedford ***Bedford***

Ouimet *vs* Francis..... 1472

Hauterive ***Hauterive***

Hauterive, c.s.–s.c. *vs* Gagnon..... 1472
Lacoursière *vs* Corbey..... 1472
Tremblay (Roland) & Fils *vs* Bélanger. 1472

Hull ***Hull***

Brière Grand-Maitre Ltée *vs* Beniclazi Construction Ltée..... 1473
Massie *vs* Bergeron..... 1473

Kamouraska ***Kamouraska***

Dugal *vs* Entreprises Brio Inc. *et al*..... 1474
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Rioux..... 1474
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Rioux..... 1474

Nicolet ***Nicolet***

Meunerie Laval Ltée (La) *vs* Chauvette. 1475

Québec ***Quebec***

Royal Trust Company (The) *vs* Lepage 1476

Roberval ***Roberval***

Terreau & Racine Ltée *vs* Blackburn.. 1476

Terrebonne ***Terrebonne***

Household Finance Corporation of Canada *vs* Benoit..... 1477

Taxes ***Taxes***

Cap-de-la-Madeleine, cité-city..... 1479
Dorchester, comté-county..... 1481
Lac St-Jean-Est, comté (*Correction*).... 1478
Lake St. John-East, county (*Correction*) 1478
Rivière-du-Moulin, ville-town..... 1483

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.